

ЧЕТВЪРТЪК 15 НОЕМВРИ 2007 Г.
JUEVES 15 DE NOVIEMBRE DE 2007
ČTVRTEK, 15. LISTOPADU 2007
TORSDAG DEN 15. NOVEMBER 2007
DONNERSTAG, 15. NOVEMBER 2007
NELJAPÄEV, 15. NOVEMBER 2007
ПЕМИТН 15 НОЕМВРІОУ 2007
THURSDAY, 15 NOVEMBER 2007
JEUDI 15 NOVEMBRE 2007
GIOVEDI' 15 NOVEMBRE 2007
CETURTDIENA, 2007. GADA 15. NOVEMBRIS
2007 M. LAPKRIČIO 15 D., KETVIRTADIENIS
2007. NOVEMBER 15., CSÜTÖRTÖK
IL-HAMIS, 15 TA' NOVEMBRU 2007
DONDERDAG 15 NOVEMBER 2007
CZWARTEK, 15 LISTOPADA 2007
QUINTA-FEIRA, 15 DE NOVEMBRO DE 2007
JOI 15 NOIEMBRIE 2007
ŠTVRTOK 15. NOVEMBRA 2007
ČETRTEK, 15. NOVEMBER 2007
TORSTAI 15. MARRASKUUTA 2007
TORS DAGEN DEN 15 NOVEMBER 2007

PRESIDENZA DELL'ON. LUISA MORGANTINI
Vicepresidente

1 - Apertura della seduta

(La seduta è aperta alle 10.00)

2 - Verso una risposta dell'UE alle situazioni di fragilità

Presidente. – L'ordine del giorno reca la dichiarazione della Commissione su "Verso una risposta dell'UE alle situazioni di fragilità: l'intervento in circostanze difficili per lo sviluppo sostenibile, la stabilità e la pace".

Vladimír Špidla, *membre de la Commission.* – Madame la Présidente, honorables députés, Mesdames et Messieurs, depuis juillet 2007, la Commission et la Présidence portugaise de l'Union européenne ont étroitement travaillé ensemble pour lancer le processus d'élaboration d'une réponse plus stratégique et efficace de l'Union européenne face à des situations de fragilité dans les pays partenaires.

Ce processus devra être poursuivi dans le cadre des futures présidences. L'objectif n'est pas d'étiqueter ou de classer des pays, mais d'adapter leurs instruments et leurs réponses à des situations spécifiques. Dans ces situations de fragilité, des obstacles majeurs à la réduction de la pauvreté existent. Les capacités institutionnelles y sont très limitées, avec des États

qui ne sont pas en mesure d'assumer les fonctions régaliennes ou les conséquences des désastres naturels ou des conflits violents ou encore le manque de volonté politique du gouvernement à l'égard des objectifs de développement. Dans des cas extrêmes, ces situations peuvent entraîner des conséquences au-delà des frontières des pays et affecter la stabilité régionale, voire la sécurité globale.

L'idée de la fragilité n'est pas nouvelle, même si le débat international est relativement récent. Les donateurs, les pays partenaires et la société civile sont depuis longtemps conscients du besoin d'être plus efficaces dans des situations particulièrement peu favorables pour atteindre des objectifs de développement durable.

Chaque situation est complexe et différente et nécessite une réponse adaptée, mettant en jeu à la fois l'action diplomatique, l'aide humanitaire, la coopération au développement et les interventions dans le domaine de la sécurité et de la gestion des crises.

L'efficacité de la réponse de l'Union européenne nécessite un engagement sur le long terme, mais aussi la définition d'objectifs clairs lors de l'engagement dans un pays fragile. Le fil conducteur restera le développement des capacités et la sécurité humaine, dans une perspective de développement durable, et la réduction de la pauvreté.

Toutefois, il conviendra d'éviter que l'appui aux situations de fragilité se fasse au détriment des pays performants. Les engagements de renforcement de l'aide reviennent ainsi au premier plan. La Commission européenne a présenté une communication proposant une approche pragmatique pour que l'Union européenne s'engage plus efficacement dans les environnements difficiles pour le développement durable, la stabilité et la paix.

Cette communication a été transmise à toutes les institutions de l'Union européenne. Le Conseil "Affaires générales" des 19 et 20 novembre prochain va adopter les conclusions dans ce domaine. Il invitera la Commission à élaborer un plan de travail concret pour la mise en œuvre des recommandations et des actions prioritaires présentées dans la communication dont l'objectif est d'aborder la situation de fragilité plus efficacement, en appuyant les efforts entrepris par les pays partenaires pour créer ou restaurer les conditions nécessaires pour leur développement durable.

L'année 2008 va être consacrée à la préparation de cette approche stratégique de l'Union européenne aux situations de fragilité. Ce processus nécessite la participation active de l'ensemble des institutions de l'Union européenne et de tous les acteurs au service du développement au sein de l'Union européenne et dans les pays partenaires.

La contribution du Parlement européen à cet exercice revêt un grand intérêt pour la Commission, qui l'invite à associer activement à ce débat qui devrait permettre d'étayer une stratégie globale de réponse aux situations de fragilité et de contribuer ainsi à la création des conditions adéquates pour le développement durable, la stabilité, la paix et la gouvernance démocratique.

4-008

Nirj Deva, on behalf of the PPE-DE Group. – Madam President, it is always very useful to be able to debate such an important issue in front of a heaving Chamber of colleagues who are agog to hear what Parliament has to say on this very important matter. I am also very grateful to the Commissioner for having laid down the ground rules and his views on how we tackle this issue.

Fragility is a condition that has many, many parents. The first of course is the process of decolonisation when the colonial powers drew arbitrary lines on maps, which cut across all sorts of internal stable civil society functions and split countries into two or three or four, irrespective of their tribes or religious factions and so on. That induced a certain amount of instability.

Then there is a natural form of instability that fragile nations now experience: countries which are prone to floods; small island states that are open to only a single economy product. There are countries which are geographically unable to sustain themselves because of the way God has blessed them with very few attributes, countries which have desertification, starting to produce mass migrations of people.

There are 26 so-called fragile states in the world as we speak and the most vulnerable people in the world are facing catastrophic consequences, not through their own fault in some cases, but sometimes through bad governance, sometimes through internal conflict, sometimes through civil wars, sometimes through genocidal dictators as we found, not many years ago, in Sierra Leone and Liberia.

Now you can change a fragile state from being a fragile state to a post-fragile sustainable country, as we see happening in front of our eyes in Sierra Leone. But this requires effort; it requires commitment; it requires a long-term commitment, as the Commissioner said, to that country's economic growth. It requires a commitment of nation-building, an expression which I use advisedly in this Chamber because the concept of nation-building is something that my country, the United Kingdom, has long experience of, as have France and Spain and some other European countries. But it is wholly and

utterly away from the knowledge of other emerging superpowers who have not, to put it bluntly, a clue how to punch their way out of a paper bag in terms of nation-building.

We need to be able to connect ourselves with the body of historic knowledge that is repositied in the consciousness of European nations, to help other nations who are taking a lead around the world in the process of nation-building. Had we done that, and had Prime Minister Blair done that, I think the situation in Iraq, for example, would have been completely different.

Is Iraq a fragile state? Yes it is, because it is unstable; the governance is not secure; there are insecurity problems. There are other countries in Africa which are very fragile – the Sudan, Somalia, small islands – as I said earlier all these require coming together with a body of knowledge that we already have and therefore I am very pleased indeed to be opening this debate this morning.

4-009

President. – Thank you very much, Mr Deva. I am afraid you forget one factor in instability. When you arrive in those countries instability starts again.

4-010

Alain Hutchinson, au nom du groupe PSE. – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire Špidla, chers collègues, je souhaite tout d'abord me réjouir de cette communication effectivement teintée – vous l'avez dit, Monsieur le Commissaire – d'un réel pragmatisme de la Commission, et qui nous permet aujourd'hui de débattre d'un problème qui préoccupe non seulement les citoyens des pays du Sud partenaires de l'Union, mais également nos concitoyens qui, souvent, se posent légitimement la question de l'efficacité de l'aide que l'Union européenne apporte en matière de développement.

Dans ce cas précisément, le message essentiel de notre résolution tient en une phrase et devrait remporter l'assentiment de tous et de toutes, au-delà des clivages politiques. Il s'agit de proposer la mise en place d'un système de coopération simplifié qui permette à la Commission et aux États membres de fournir plus rapidement qu'aujourd'hui une aide qu'ils ont promise à des États partenaires qui connaissent une crise particulièrement grave – je ne m'y attarderai pas puisque notre collègue Deva vient d'expliquer cela longuement –, une aide sans laquelle d'ailleurs les populations de ces États voient chaque jour diminuer encore leur chance de survie. Une fois que cette aide a été approuvée, ce qui n'est déjà pas une mince affaire, la complexité et la longueur des procédures actuelles de délivrance de l'aide européenne peuvent conduire à des situations encore plus dramatiques et directement dommageables aux populations bénéficiaires.

Prenez l'exemple du Burundi, un petit pays dans lequel j'ai présidé la mission parlementaire d'observation des dernières élections, il y a deux ans, et dans lequel j'aurai le plaisir de retourner dans quelques jours. L'Union européenne y a effectué un travail très important et remarquable de soutien au processus électoral et de démocratisation des institutions, après plus de dix ans de conflits sanglants. Une fois mis en place, les institutions et le nouveau pouvoir démocratiquement élu ont été très vite confrontés à la réalité et aux besoins à satisfaire, en priorité des populations, que ce soit en matière de santé, d'éducation, d'agriculture.

Des projets concrets dans ces différents secteurs ne manquent pas, mais pour qu'ils voient le jour, l'aide européenne est tout à fait déterminante. Elle est non seulement déterminante pour satisfaire les besoins urgents des populations, mais aussi pour permettre aux pouvoirs publics encore fragiles d'entamer un processus de reconstruction sans lequel le risque est grand de voir le pays sombrer à nouveau très vite dans le chaos. Deux ans plus tard, Monsieur le Commissaire, l'aide budgétaire annoncée par l'Union n'est toujours pas arrivée sur place.

Ce qui vaut pour la région des Grands Lacs vaut également pour d'autres régions du monde. C'est la raison pour laquelle, Madame la Présidente, sous réserve de définir clairement les conditions qu'ils doivent remplir pour pouvoir y prétendre, tous les États du monde qui connaissent une situation de fragilité grave, avec lesquels l'Union européenne coopère devraient pouvoir compter sur un système d'exception qui garantisse une intervention rapide et efficace.

4-011

Ryszard Czarnecki, w imieniu grupy UEN. – Pani Przewodnicząca! Cieszę się, że mogę przemawiać po tak znakomitych ekspertach i fachowcach, którzy zajmują się tym tematem od lat, zresztą zaliczam do tych osób również panią przewodniczącą.

Chciałbym zwrócić uwagę na problem poszerzania się kręgu państw uznawanych za niestabilne. W ciągu sześciu lat ilość tych państw niemal podwoiła się z 14 do 26, a więc jest to bardzo realny problem, który jest coraz większym wyzwaniem dla Unii Europejskiej.

Chciałbym też podkreślić, że ponad połowa tych państw niestabilnych znajduje się w Afryce Subsaharyjskiej, co pokazuje konieczność zwrócenia przez nas szczególnej uwagi na ten region Afryki, ten region świata.

Myślę też, że trzeba bardzo wyraźnie powiedzieć o konieczności budowy autorytetu rządów w tych krajach. Unia Afrykańska słusznie zwraca uwagę, że problem odbudowy to jest także kwestia polityczna, może bardziej niż techniczna. W związku z tym kwestie mechanizmów demokracji, mechanizmów transparentności, są kwestiami podstawowymi.

Całkowicie zgadzam się z moim przedmówcą panem Hutchinsonem, który mówił o konieczności uproszczenia procedur tak, aby nasza pomoc była szybsza i bardziej realna.

4-012

Raül Romeva i Rueda, *en nombre del Grupo Verts/ALE*. – Señora Presidenta, realmente, yo también celebro que este tema sea tratado en esta Cámara porque, aunque es cierto que normativamente no existe una definición exhaustiva de lo que es un Estado frágil, sí tenemos muchos casos que, de forma empírica, se encuentran en dicha categoría —esta tarde mismo hablamos, por ejemplo, entre otros, del caso de Somalia.

Así pues, esta resolución nos permite abordar algunos de los problemas más graves que dichos contextos deben afrontar. Por ejemplo, el hecho de que dicha fragilidad se fundamenta, muchas veces, en una situación de extrema pobreza que suele conllevar una situación de colapso institucional y de inseguridad a todos los niveles.

Por otro lado, es también crucial partir del principio de que la fragilidad de dichos Estados supone un reto para el desarrollo y hace urgente que definamos una agenda coherente basada en el principio humanitario del *do no harm*. El primer principio, no hacer daño, lección importante a extraer de los recientes hechos, de los episodios recientes relativos a la actitud de El Arca de Zoé, en Chad.

En cuanto a la acción exterior, particularmente la europea, en dicho tipo de contextos, ésta debe basarse en la implementación de programas en el terreno, los cuales deben ser flexibles y adaptables a las necesidades cambiantes del mismo y elaborados en base a una estrategia planificada a corto, medio y largo plazo —demasiado a menudo nos quedamos en medidas, quizás necesarias a corto plazo, pero que pierden de vista, fundamentalmente, las consecuencias a medio y largo plazo.

Y, por último, no quiero dejar de mencionar la importancia de establecer un doble mecanismo de contabilidad, especialmente que incluya la obligación por parte de los países receptores, lógicamente, de rendir cuentas a aquellos que han concedido los recursos, los fondos, las donaciones, pero también a las propias poblaciones a las cuales deben y tienen que proteger y garantizar la supervivencia. Y son los donantes los que tienen que garantizar también que van a hacer esa rendición de cuentas a esas poblaciones.

4-013

Pedro Guerreiro, *em nome do Grupo GUE/NGL*. – Senhora Presidente, sem dúvida que é urgente mais e melhor ajuda humanitária num mundo cada vez mais desigual e injusto onde é galopante a concentração da riqueza nuns poucos à custa da exploração e da miséria de milhões. Sem dúvida que é urgente mais e melhor cooperação para o desenvolvimento num mundo confrontado com uma nova corrida aos armamentos e pela crescente militarização das relações internacionais, liderada pelos Estados Unidos e seus aliados. Por isso mesmo, encaramos com grande preocupação as tentativas de subordinar a ajuda ao desenvolvimento a estratégias de segurança, promovendo-se a sua instrumentalização para a concretização de objetivos, mais ou menos dissimulados, de ingerência, de depredação de recursos e de neocolonialismo.

Na análise da situação internacional não se deverão omitir ou desvalorizar as causas externas fomentando e agudizando contradições quantas vezes estão na raiz dos problemas. Bastaria a lista, mais do que subjectiva, dos denominados Estados frágeis elaborada pelo Banco Mundial para que esta fosse uma evidência. Quantas situações de ingerência e de agressão externa esta não reflecte?

Sim, é urgente uma agenda de cooperação e desenvolvimento que dê resposta às mais elementares necessidades de milhões de seres humanos, baseada no respeito da soberania e independência nacionais e na solução pacífica dos conflitos internacionais, uma agenda que impulse a desmilitarização das relações internacionais, que promova relações económicas equitativas e justas e a anulação da dívida externa já mais que paga, uma agenda que combata as políticas que estão na causa das profundas injustiças e desigualdades e que construa um mundo mais justo, mais pacífico, mais solidário e mais humano.

4-014

Ana Maria Gomes, *em nome do Grupo PSE*. – Em Estados em situações de fragilidade sobressai a interligação entre governação, desenvolvimento e segurança. É essencial que a UE determine prioridades estratégicas nas relações com esses Estados, norteando-se pelo conceito abrangente de segurança humana.

Não basta apoiar instituições governamentais, é fundamental investir no fortalecimento do escrutínio parlamentar, no reforço dos *media* livres e plurais, na independência dos sistemas judiciais e na capacitação da sociedade civil como prioridade para o empoderamento das mulheres, grupos vulneráveis e minorias. Isso requer empenhamento consequente da UE.

A Somália de hoje ilustra tragicamente o alheamento europeu. Isso requer também que causas de fragilidade que instigam a conflito violento, mais agravando a incapacidade do Estado, má governação, extrema pobreza, ou violações de direitos humanos, por exemplo, sejam encaradas no diálogo bilateral e, muitas vezes, Conselho, Comissão e Estados-Membros demitem-se de o fazer. As causas da fragilidade devem ser tidas em conta na definição das estratégias e na globalização dos instrumentos financeiros da UE. A ajuda ao desenvolvimento deve centrar-se nas pessoas e só contemplar suporte financeiro directo aos governos quando haja provas de empenho na resolução de conflitos, na construção do Estado de direito democrático e na melhoria da governação e da segurança humana das populações.

Por fim, e esta é lamentavelmente a vertente omitida na Comunicação da Comissão e na resolução que vamos votar, é essencial que a UE invista mais, a par de programas de DDR e SSR, no controlo global das transferências de armas ligeiras, já que estas alimentam conflitos armados que perpetuam a fragilidade de muitos Estados.

4-015

Vladimír Špidla, člen Komise. – Dámy a pánové, děkuji za sice krátkou, ale velmi obsažnou debatu. Dovolte, abych ji shrnul následujícím způsobem. Z debaty vyplynulo, že celkový postoj, celková koncepce Komise, celková hlavní myšlenka sdělení nachází podporu Parlamentu. V debatě se samozřejmě objevily některé dílčí otázky, které lze v dalších debatách vzít v úvahu, např. pohyb lehkých palných zbraní a mnoho dalších myšlenek, které podle mého názoru výrazně obohacují celkový koncept.

4-016

Presidente. – Comunico di aver ricevuto una proposta di risoluzione¹ a norma dell'articolo 103, paragrafo 2, del regolamento.

La discussione è chiusa.

La votazione si svolgerà giovedì alle 12.00.

4-017

3 - Inventario della realtà sociale (discussione)

4-018

Presidente. – L'ordine del giorno reca la relazione di Elizabeth Lynne, a nome della commissione per l'occupazione e gli affari sociali, sull'inventario della realtà sociale (2007/2104(INI)) (A6-0400/2007).

4-019

Elizabeth Lynne (ALDE), rapporteur. – Madam President, I wish to begin by thanking the shadow rapporteurs. That a report of this scale has received no plenary amendments shows this is truly a report from the Committee on Employment and Social Affairs, and one we can all be proud of. I would also like to thank the Commission for its close cooperation and the Portuguese Presidency for making social policy a priority for its Presidency.

We face a huge challenge in Europe. That challenge is one of fairness. It is about lost potential, the inability to live a life free from the charity of others, and a life free from discrimination, poverty and social exclusion.

Our objective is clear: we want to expand opportunities so that nobody, whatever their background or circumstances, is left behind. The vision of Europe must be freedom and opportunity for all, increasing opportunities and incentives to work, whilst strengthening the safety net for those who are unable to work.

In 2007 the facts are chilling: 72 million European citizens continue to live in poverty; 8 % of all people in the European Union now suffer from in-work poverty. Those are truly shocking statistics. But what do they actually mean? They mean that one in six citizens is now living below the poverty line – one in six! Many people would not believe that could be possible in 2007. Fifty years after the Treaty of Rome, after 50 years of economic growth, 10 % of people belong to households where nobody has a job! By any measure, poverty remains one of the greatest social problems challenging Europe, and reducing social exclusion must be at the heart of our policies.

In some areas we are succeeding, but we must be frank: in the majority we are not. The gap between the rich and the poor in many EU Member States is increasing. The elimination of income-related poverty must remain a priority for Member States but, for the one in six who live in financial poverty, there are many more who are excluded from society for other reasons. We have to recognise that for many families – for many individuals even – there are problems more complicated than simply low income. Barriers to opportunity are complex. More than anything else, early intervention is crucial. Prevention, of course, is better than cure.

In the UK, we know that the daughter of a teenage mother is three times as likely to become a teenage mother herself; we know that sons with a convicted father are over four times more at risk of being convicted of a crime than those without a

¹ Vedasi processo verbale

convicted father. Yet, in many areas, there is no need to reinvent the wheel. We must look at how other EU countries deal with these issues and learn from them. We must share best practice more effectively. Finland, for instance, has introduced a holistic sustainable approach that has been incredibly effective in reducing the number of people who are homeless. Denmark, meanwhile, is implementing new policies that improve the quality of life of long-term rough-sleepers, rather than having the sole aim of integrating those individuals into mainstream society. In Belgium, people who have experienced poverty are working with social workers to help them better understand the needs of poor people.

It is not always unemployment that causes poverty: in-work poverty is a problem as well. That is why I have called for an exchange of best practice on the provision of a decent working minimum wage throughout the Member States. At least five EU Member States do not even have one. Equally, we must push all Member States to adopt a minimum living income for all.

Member States must do more to prevent exploitation of vulnerable workers as well; to make sure that disabled and older people have a way into employment; to prevent trafficking; to safeguard the rights of asylum-seekers; to ensure equal access to healthcare and community services for all; to destigmatise people with mental health problems; and to promote a more constructive approach to drugs and alcohol.

These are but a few of the issues this report has addressed. Europe's vision must be freedom and opportunity for all. That is why it is so important to look at setting up mechanisms at a European level so that the exchange of best practice becomes a reality.

4-020

Vladimír Špidla, *člen Komise*. – Vážená paní předsedající, vážené poslankyně, vážení poslanci, nejprve bych rád blahopřál zpravodajce paní Lynneové k vypracování velmi zajímavé a ucelené zprávy. Jsem potěšen, že se Evropský parlament rozhodl zabývat velmi širokým souborem sociálních otázek obsažených v této zprávě, otázek, které naléhavě vyžadují řešení. Tato zpráva je významným příspěvkem k průběžnému hodnocení sociální reality.

Tento dokument přichází v době, kdy Komise i členské státy zkoumají možnost posílení sociální dimenze Lisabonské strategie. Musíme reagovat na obavy našich občanů, přičemž jsme si vědomi toho, že sociální spravedlnost je jedním z jejich klíčových problémů. Průzkumy veřejného mínění ukazují, že Evropská unie by měla hrát klíčovou roli při podporování integrovanějších a soudržnějších společností.

Jak řekl včera ráno během prioritní diskuse o globalizaci pan předseda Barroso, Evropská unie učinila poměrně významný pokrok při plnění lisabonských cílů. Vznikají nová pracovní místa. Jen v minulém roce bylo vytvořeno 3,5 milionu nových pracovních míst. Míra nezaměstnanosti klesla na úroveň kolem 7 %. Je to stále příliš vysoké číslo, avšak nejnižší za posledních deset let. Hospodářský růst byl uspokojivý navzdory finanční nestabilitě v poslední době.

Spokojenost však není na místě. Provádění Lisabonské strategie je nerovnoměrné a ne všech cílů se dosud podařilo dosáhnout. 12 milionů lidí je stále bez práce; a často se jedná o mladé lidi nebo dlouhodobě nezaměstnané se špatnými vyhlídkami na profesní růst nebo společenský vzestup. 8 % evropských pracujících zůstává ohroženo chudobou, přestože mají práci. 78 milionů Evropanů je ohroženo chudobou a každý pátý občan Evropské unie bydlí v nevyhovujících podmínkách.

Stručně řečeno, je třeba udělat více pro to, aby byly splněny naše společné sociální cíle. Nyní, když jsme svědky pozitivních výsledků strategie Evropské unie v oblasti růstu a zaměstnanosti, nastává vhodný okamžik začít se zabývat sociálními cíli.

Vítám, že je ve zprávě zmíněna nezbytná politická vůle a odhodlání zabývat se otázkou chudoby a vyloučení. Také vnímám naléhavost spojenou s řešením problému dětské chudoby, bojem proti diskriminaci a podporou rozmanitosti. To samozřejmě znamená sledovat transpozici příslušných právních předpisů do vnitrostátního práva a v případě potřeby i zahájení řízení pro porušení práva proti členským státům, u nichž bylo zjištěno porušení právních předpisů Evropské unie.

V rámci zprávy byly také prošetřeny překážky, které brání lidem v jejich začlenění do společnosti a účasti na trhu práce. Souhlasím, že musíme zkombinovat podpůrná opatření s vhodnými ochrannými sítěmi, které mají zajistit, aby nikdo nebyl opomenut.

Tento přístup se odráží v nedávném sdělení Komise o aktivním začleňování. Toto sdělení určuje tři klíčové pilíře vyváženého a strategického přístupu k aktivnímu začleňování:

- přístup k integrovaným trhům práce;
- zlepšený přístup ke službám;

– odpovídající podpora příjmů.

Zmíněné sdělení také zahajuje druhou fázi konzultací této problematiky se sociálními partnery o prohlubování spolupráce Evropské unie v oblasti aktivního začleňování.

Následně po této konzultaci Komise hodlá navrhnout společné zásady aktivního začleňování v podobě doporučení Komise, jehož přijetí je plánováno na druhou polovinu roku 2008. V dalším sdělení, které má být přijato během několika následujících týdnů, představí Komise také nová opatření na podporu aktivního začleňování osob se zdravotním postižením.

Komise je vděčná Evropskému parlamentu za jeho trvalé úsilí o potírání diskriminace. Jak bylo oznámeno v legislativním a pracovním programu na rok 2008, Komise v roce 2008 předloží návrhy na vyřešení současné mezery v ochraně podle článku 13 Smlouvy. Návrh, který by měl být přijat do příštího léta, bude stavět na dlouhodobém dialogu s Evropským parlamentem, na zkušenostech s Evropským rokem rovných příležitostí pro všechny v roce 2007 a na rozsáhlé veřejné konzultaci.

Evropská unie učinila významný pokrok při dosahování rovného postavení žen a mužů, přičemž Evropský parlament byl důležitým partnerem. Je však nutné, abychom i nadále pokračovali v posilování rovného postavení žen a mužů. Je to základní právo, ale i nezbytná podmínka pro dosažení cílů Evropy v oblasti růstu, zaměstnanosti a sociální soudržnosti. Proto zvláště vítám pozornost, která byla ve zprávě věnována rovnému postavení žen a mužů.

Od Amsterodamské smlouvy učinila Unie pokrok v otázce zohlednění rovného postavení žen a mužů ve všech oblastech a od roku 2003 také v oblasti poskytování rovných příležitostí pro zdravotně postižené. V obou oblastech je však třeba udělat ještě mnoho práce. Skutečnost, že přetrvává diskriminace na základě více než jednoho diskriminačního důvodu, je silným argumentem pro pokračující důraz na poskytování rovných příležitostí ve všech oblastech. Tímto tématem se bude zabývat sdělení Komise plánované na rok 2008, které bude vycházet z poučení, jež přinesl Evropský rok 2007.

Dámy a pánové, sociální realita Evropské unie se samozřejmě mění tak, jak se vyvíjí naše společnosti, jak se mění celkový globální koncept. Přesto jsem přesvědčen o tom, že základní koncepce, tj. rovnováha mezi ekonomikou, sociálními a ekologickými aspekty, zůstává v plné platnosti. Je tedy na nás, abychom stále hledali nové přístupy, které nám umožní překonat problémy, které ještě přetrvávají.

4-021

Miroslav Mikolášik (PPE-DE), *Spravodajca Výboru pre životné prostredie, verejné zdravie a bezpečnosť potravín požiadaného o stanovisko.* – Monitorovanie sociálnej situácie a sociálnych politík v členských krajinách je bezpochyby potrebné na identifikovanie problémov a výziev, ktorým Únia čelí, avšak ešte dôležitejšie sú akcie, ktoré podnikneme na ich odstránenie.

Z pohľadu verejného zdravia by sme mali upriamiť pozornosť na tie problémy, s ktorými sa obyvatelia Únie stretávajú pri poskytovaní služieb zdravotnej starostlivosti. V dôsledku demografického vývoja a predlžovania priemernej dĺžky života musíme rozvíjať také stratégie verejného zdravia, ktoré prispievajú k skvalitneniu života Európanov a ktoré budú zamerané hlavne na prevenciu chorôb a účinný boj proti nim. Zároveň by mali zohľadniť potrebu kvalitnej, dostupnej a spoľahlivej starostlivosti o zdravie všetkých vrstiev obyvateľstva bez ohľadu na ich sociálne postavenie, vek či krajinu, v ktorej žijú.

Osobitnú pozornosť by sme mali venovať skupinám najviac znevýhodnených osôb, akými sú osoby s telesným či mentálnym postihnutím, ľudia pokročilého veku alebo deti. S ohľadom na neustále rastúce náklady zdravotníctva členských štátov by mali tieto prijať účinné opatrenia, akými sú ciele informácie, kampane, používanie generických liekov, využívanie nových technológií, opatrenia vzájomnej pomoci na miestnej úrovni alebo väčšia solidarita generácií a rodín. Členské štáty v spolupráci s Komisiou by sa mali ďalej snažiť rozvíjať politiky a podporovať európske iniciatívy v oblasti v boji proti fajčeniu, alkoholizmu či obezite, ktoré rozhodne napomôžu zvýšiť kvalitu života našich spoluobčanov.

Záverom, v neposlednom rade by sme sa mali zamerať na správne uplatňovanie už existujúcich právnych predpisov v oblastiach, ktoré súvisia s verejným zdravím. Členské štáty spolu s Komisiou by mali zabezpečovať dodržiavanie európskej legislatívy v oblasti kvality vody, ovzdušia a pôdy, znižovanie hlučnosti, ako aj uplatňovanie nariadenia o chemických látkach a výrobkoch REACH.

4-022

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), *relatora de parecer da Comissão dos Direitos da Mulher e da Igualdade de Oportunidades.* – A Comissão dos Direitos da Mulher e da Igualdade dos Géneros sublinha neste parecer que a pobreza e a exclusão social têm um carácter pluridimensional destacando-se, no entanto, a situação económica das famílias, as condições de habitação, o acesso à educação, à saúde e aos cuidados continuados.

Realça que as mulheres e as crianças são as principais vítimas da pobreza e exclusão social e salienta que esse risco se agrava quando se trata de imigrantes, idosos, deficientes e membros de famílias monoparentais. Regista também que, em

média, 15% dos alunos abandonam prematuramente o sistema de ensino, mas em alguns países, como Portugal, essa taxa atinge cerca de 40%, o que é motivo de preocupação com a educação e a formação das raparigas.

Insiste na importância de manter serviços públicos de qualidade, um forte sistema de segurança social público e universal e elevados níveis de protecção social e emprego de qualidade e com direitos, pelo que se impõe dar prioridade a políticas que apostem nos direitos das mulheres e não a políticas que subordinem tudo à concorrência, garantindo a integração de uma clara perspectiva de género na formulação e aplicação dessas políticas públicas; exorta, por último a Comissão e os Estados-Membros a darem prioridade máxima à inclusão social e aos direitos das mulheres, alterando as respectivas políticas em conformidade, incluindo a política de repartição de rendimentos.

4-023

Edít Bauer, a PPE-DE képviselőcsoport nevében. – Köszönöm szépen, elnök asszony, biztos úr, kedves kollégák. Lynne asszony jelentése, amihez szívből gratulálok, nyilván nem mondja és nem is mondhatja ki az utolsó szót a szociális inklúzió, a szociális politika átalakításának kérdésében.

Gyakran hajlamosak vagyunk úgy gondolni, hogy az európai szociális modell időtlen, de szemmel láthatóan nemcsak a globalizáció, hanem a gazdaság, a társadalmi elvárások, a demográfiai kihívás, az értékek változása mentén a szociális politikának is változnia kell, hisz megfelelő válaszokat kell találnunk azokra a kihívásokra, amelyekkel szembesülünk. Ezért is üdvözlendő a Bizottság kezdeményezése, hogy valamiféle leltár készüljön azokról a szociális gondokról, melyek Európa lakosságát nyomasztják.

Nyilvánvaló, hogy a csaknem 500 millió uniós állampolgár nem egy homogén tömeg. Annak ellenére, hogy a régi tagországok közti jövedelemkülönbségek csökkennek, a gazdag és szegény régiók közti különbségek mégis növekvő tendenciát mutatnak. Az EU tíz új tagországa lakosainak 2/3-a olyan szegény régiókban él, ahol a jövedelmi szint a régi tagországok átlagjövedelmének a fele vagy annál kevesebb. Ennél is rosszabb a helyzet Bulgáriában és Romániában, ahol az átlagjövedelem nem éri el a régi tagországok az egy főre eső jövedelmének 1/3-át sem.

Nem lehet vita tárgya, hogy a szegénység leküzdéséhez többet kell tudnunk arról, milyenek is a szegénység különböző megjelenési formái. Ehhez azonban új szegénységi mutatók kellene, hiszen ez idáig csak a relatív szegénység kockázatáról vannak átfogó adataink.

Ezért rendkívüli érdeklődéssel várjuk a Bizottság közleményét erre vonatkozólag. A jelentés az elszegényedés új kockázataira is felhívja a figyelmet. Keveset tudunk például arról, milyen veszélyes méreteket ölt a lakosság eladósodása. A 15 régi tagország közül 12-ben a lakosság eladósodása egy főre számítva meghaladja a 16 000 eurót, ami a családok éves átlagjövedelmének 90%-át teszi ki.

Egyetlen utolsó mondatot engedjen meg még, elnök asszony. A jelentés rámutat ismét a gyerekszegénység leküzdésének a fontosságára, és ezt rendkívül fontosnak tartjuk.

4-024

Richard Falbr, za skupinu PSE. – Vážená paní předsedající, vážený pane komisaři, v první řadě chci poděkovat Elizabeth Lynne za velmi dobrou zprávu a za dobrou spolupráci. Důvodů sociálního vyloučení je celá řada a byla by velká škoda, kdyby se s touto zprávou dále nepracovalo. Ve svém vystoupení chci zdůraznit význam veřejných služeb, které přispívají k odstraňování chudoby a vyloučení. Jejich privatizace povede k jejich zdražení a menší dostupnosti. Mrzí mě, že se nepodařilo prosadit stanovisko odsuzující ty státy, které zavádějí nízké rovné daně, a tím znemožňují shromáždit dostatek peněz k zajišťování sociálních funkcí státu. Bylo by jistě užitečné, aby se členské státy v rámci výměny informací o osvědčených postupech seznamovaly s tím, co se povedlo. Uvítal bych ovšem také, aby se vyměňovaly informace o postupech, které se nevyplatily, případně vymstily. Víím, že taková praxe neexistuje, ale bylo by jistě užitečné, aby sociální partneři a nevládní organizace dohlédli na to, aby se tak dělo.

Základním předpokladem nutným proto, aby se v mnohdy nedokonalých sociálních sítích neocitali další a další občané členských zemí, je zajištění dostatečného počtu slušně placených pracovních míst. Není možné tolerovat skutečnost, že někteří pracující lidé jsou často závislí na sociální podpoře. Proto je nutné usilovat o stanovení důstojné minimální mzdy ve všech členských zemích, a to buď podle tradice zákonem nebo kolektivní smlouvou. Velmi významnou se stává snaha o reformy důchodového zabezpečení. Při krocích, které mají vést k tomu, aby zejména základní pilíř – státní důchodové pojištění – byl zachován, by měly všechny členské státy respektovat příslušné úmluvy Mezinárodní organizace práce, které ratifikovaly. Zvláště důležité je zapojování zdravotně postižených do pracovního procesu, proto je nutné hodnotit kriticky i počínání těch vlád, které různé pobídky vedoucí ke zvyšování počtu pracovních míst pro zdravotně postižené občany odstraňují. Za všechny můžu uvést Českou republiku.

4-025

Ona Juknevičienė, ALDE frakcijos vardu. – Sveikinu kolegę Lyz Lynn, parengusią ataskaitą ir pasiekusią politinį kompromisą dėl vieningo politinių grupių požiūrio į Bendrijos socialinę tikrovę.

Tiesa, kad valstybių narių vyriausybės yra tiesiogiai atsakingos už skurdo mažinimą. Jos pačios privalo surasti priemones, kad žmonės turėtų darbą, kad vaikai lankytų mokyklas, kad labiausiai skurstantys gautų socialinę paramą.

Tačiau Bendrijos vaidmuo, sprendžiant nelygybės ir skurdo klausimus yra ne mažiau reikšmingas. Tai, kad 78 mln. Europos piliečių tebeskursta, o socialinis atotrūkis tarp vargšų ir turtuolių didėja, yra rimčiausias signalas imtis veiksmų tiek nacionaliniu, tiek Europos lygiu.

Daugelyje valstybių narių yra užtikrinamos minimalios pajamos. Deja, pasitaiko, kad darbdaviai nesilaiko šių reikalavimų, pažeidžia įstatymus. Ne kartą minėjau, kaip su tokiais pažeidimais susiduria lietuviai dirbantys svetur. Tokio darbdavių elgesio negalime toleruoti.

Sveikinu, kad Valstybės narės atsiliepė į Vadovų Tarybos raginimą sumažinti vaikų skurdą. Tačiau jos, deja, nepasakė, kokių imsis veiksmų, kad vaikų skurdas išnyktų. Ypač pažeidžiami yra neįgalūs ir vyresnio amžiaus asmenys. Turime jiems užtikrinti bent minimalias ilgalaikės priežiūros paslaugas už prieinamą kainą. Tam skirtos Socialinio fondo lėšos. Gaila, bet mano šalyje jos lieka nepanaudotos.

Pritariu pranešėjos pozicijai, kad būtina keistis pažangiąja patirtimi ir vadovautis sėkmingais socialinės apsaugos pavyzdžiais. Privalu pasimokyti, perimti patirtį iš tų valstybių, kurios efektyviai panaudojo Bendrijos lėšas. Mieli kolegos, siekiant piliečių pasitikėjimo Europa, jos institucijomis, mes turime išspręsti skaudžiausius jiems klausimus.

Prancūzijos prezidentas N.Sarkozy, kalbėdamas šioje salėje pasakė, kad prancūzai mano, jog Europa jais nesirūpina ir nesuteikia socialinės apsaugos. Prancūzijoje žmonės balsavo ne prieš konstituciją, jie nepritarė Europai, kurioje jaučiasi nesaugūs.

Komisija žada parengti ataskaitą, kurioje pateiks socialinės tikrovės apžvalgą, išnagrinės socialines tendencijas. Labai tikiuosi, kad ataskaitoje pagrindinis dėmesys bus skirtas veiksmų programai. Programai, kuri pasiūlys, kaip sumažinti ar net visiškai panaikinti piliečių skurdą Europoje. Tuomet galėsime tikėtis jų paramos ir jaustis, kad dirbame savo žmonėms.

4-026

Sepp Kustatscher, im Namen der Verts/ALE-Fraktion. – Frau Präsidentin! Wir haben hier eine Menge von Ideen zur Sozialpolitik vorliegen. Danke, Frau Lynne! Da die Sozialpolitik aber kein so starkes Gewicht in der EU hat wie die Wirtschaftspolitik, ist dieser Bericht auch nicht so sehr eine Bestandsaufnahme in der EU – wie der Titel sagt –, sondern mehr eine Auflistung von Forderungen nach sozialpolitischen Maßnahmen in den Mitgliedsstaaten.

Zwei Anmerkungen: Die sozialpolitischen Kompetenzen liegen bei den Mitgliedstaaten. Wir auf europäischer Ebene dürfen bloß Empfehlungen aussprechen. Europa ist deshalb in einer Schiefelage, weil die Wirtschaft harmonisiert ist, nicht jedoch die sozialen Belange. Seit Lissabon 2000 ist Europa nicht gerechter geworden – im Gegenteil: die Armut nimmt zu. Um die Armut wirklich zu bekämpfen und allen EU-Bürgern ein Leben in Würde und Gerechtigkeit zu ermöglichen, brauchen wir nicht nur Wirtschaft, Markt und Wettbewerb, wir brauchen einen sozialen, gerechten, ökologischen Binnenmarkt für alle Menschen.

Zweitens: Es wird vielfach nur geredet, nicht gehandelt. Die Probleme sind bekannt. Wir brauchen nicht so sehr Studien und Analysen. Jetzt muss endlich gehandelt werden. Es genügt nicht, 2010 als europäisches Jahr zur Bekämpfung der Armut und der sozialen Ausgrenzung auszurufen. Wir brauchen eine wirksame Anti-Armutsagenda, wir brauchen Daten, damit alle Menschen – auch jene ohne Arbeit – genug Grundeinkommen haben und ein Leben in Würde führen können. Es geht um Gerechtigkeit und Menschenrecht für alle!

4-027

Eva-Britt Svensson, för GUE/NGL-gruppen. – Fru talman, fru Lind! Det här är en bra kartläggning av den bristande sociala trygghet som allt för många av medborgarna i medlemsländerna tvingas leva i. Kartläggningen visar också sambanden mellan fattigdom, trångboddhet, social utslagning och ökad ohälsa och kortare livslängd.

Kartläggningen tar upp betydelsen av rätt till bostad, arbete, social trygghet och kvinnors rättigheter och funktionshinderades rättigheter. Det visar också på att spelmissbruk, alkoholkonsumtion, droger och rökning ökar den sociala utslagningen. Alltså konstaterar man att medlemsstaterna måste ta itu med de här problemen.

Så långt är allt bra, men verkligheten blir väldigt ofta en annan. Det här blir ofta bara vackra ord eftersom EU med olika direktiv och förordningar, med hänvisning till inre marknadens regler och konkurrensregler, ofta hindrar medlemsstaterna att lösa problemen.

Dessutom subventionerar man vinproducenter och tobaksodling. Den fria rörligheten för varor hindrar till exempel Sverige att behålla en restriktiv solidarisk alkoholpolitik, som är väldigt viktig. Sverige har spelmonopol för att begränsa spelandet, men då hotar EU med domstolen. Samma dubbelspel finns när det gäller texten om lagstiftning om vilseledande reklam och reklambudskap till barn, då EU:s andra hand beslutar om tv-direktiv med produktplacering och reklam till barn.

Det går att förändra den sociala verkligheten, men då måste folkhälsoskäl och miljöskäl vara viktigare än inre marknadens konkurrensregler, och social välfärd och trygghet vara viktigare än avreglering av privatiseringar.

GUE/NGL röstar för betänkandet och vi kommer att fortsätta att göra allt för att förbättra den sociala tryggheten för medborgarna.

4-028

Kathy Sinnott, *on behalf of the IND/DEM Group*. – Madam President, when I initially heard about the process of social reality stocktaking, I was delighted that someone wanted to hold a real discussion on the state of society.

Unfortunately, upon reading the documents from the Commission, I was disappointed to find that the stocktaking process was not looking at social reality but at economic indicators.

I am not convinced that economic indicators are a reliable measure of social reality. If they were, the improved economic status of Ireland over the last decades should be matched by improvements in social cohesion, rather than the rise in serious crime, addiction, suicide, alienation, family dysfunction, exclusion and loneliness that we actually see.

We would not just ask if a person is employed; we would ask if they are valued, connected and nourished physically, emotionally, intellectually and spiritually, and we would check whether the respect for this person extended to every person, regardless of age, size, ability, colour or any other characteristic.

To properly take stock of social reality, we would also look at the sustainability of the natural habitat of the human person: the family. With this in mind, we would not just look at the gap between rich and poor, but the gap left by family breakdown and social isolation.

To understand social reality, we must start with the reality of the human person that makes up society. I will give you just one example, and I hope it will illustrate the contradictory results we get if we look at the money and if we look at the man or woman. We all agree that women should have the right to work and find equality when they do. But when we exert economic pressure on women who would like to stay at home with a young baby to work rather than care for the child and push them into the workforce, we register a very high rate of employment and assume that this means a healthier social reality. However, if we look at the baby, hardwired for immediate maternal input, and see the loss he or she suffers, which scientists tell us will be neurological and lifelong, then we have to question whether this high employment really translates as an indicator of a healthy social reality.

The irony of short-term thinking, of focusing exclusively on the economics of a society, is that it is the welfare of the people and the family at a human level that ultimately has the greatest impact on the economics.

Look at the cost of a troubled people to the exchequer. Think of the cost of crime, drugs, dropping out, etc. Economic growth can be gobbled up by the growth of social problems. The word 'economics' comes from the Greek for management of the home. Economics should serve all people, helping them to be at home in their communities, at home in themselves.

If we get this right, we will have a very healthy social reality of which to take stock in the future.

4-029

Frank Vanhecke (NI). – Voorzitter, het verslag met de toch wat cryptische titel "Balans van de sociale realiteit" is in de Commissie sociale zaken zo goed als unaniem goedgekeurd, er was maar één tegenstem, en dat mag eigenlijk ook niet verbazen. De 97 aanbevelingen die het omvat, zijn immers even zo veel oproepen om alles en iedereen bij te staan: de armen, de vrouwen, de mannen, de jongeren, de ouderen, de werklozen, de werkenden met een klein loon, de mindervaliden, de gediscrimineerden, de zieken, de gezonden van vandaag die morgen ziek kunnen worden en ga zo maar door.

Met enige ironie zou ik kunnen zeggen dat de enige bevolkingsgroep die in dit verslag vergeten werd, de mensen zoals ikzelf zijn: heteroseksuele blanke mannen van middelbare leeftijd en van rechtse politiek gezindheid.

Maar zonder ironie zeg ik dat er geen mens in dit Parlement is die het er niet mee eens is dat de zwakkeren in onze samenleving recht op bescherming hebben en dat een beschaafde maatschappij mag afgerekend worden op de graad van sociale bescherming voor mensen die het om objectieve redenen moeilijk hebben om op een normale wijze in de samenleving actief te zijn. Men moet dus bij wijze van spreken een slecht mens zijn om deze catalogus van goede voornemens en de sociale Sinterklaaspolitiek in dit verslag niet bij te treden.

Toch zal ik het voorliggende verslag niet goedkeuren. Er zijn namelijk in de opsomming van aanbevelingen een aantal zaken waar ik mij niet achter kan scharen, in het bijzonder met betrekking tot het immigratiebeleid, integratie en diversiteit, en er is ook de afwezigheid van essentiële bescherming van een gezinsbeleid, maar de hoofdreden waarom ik dit niet kan goedkeuren is veel essentiëler. Het sociaal beleid en alles wat onder de noemer van sociale zekerheid gevat kan

worden, is per uitstek een domein van de lidstaten en binnen die lidstaten soms van de deelstaten en dus niet van de Europese Unie.

Indien hier iemand in deze assemblee over een machine beschikt om geld en middelen te produceren uit de lucht, tenzij dat bestaat, moeten de maatregelen voor sociale bescherming nog altijd gefinancierd worden met belastinggeld. Dat betekent dat er keuzes gemaakt moeten worden en dat men jammer genoeg niet altijd voor alles en iedereen Sinterklaas kan zijn.

Er moeten essentiële beslissingen worden genomen die zeer ingrijpend zijn voor een hele maatschappij en die beslissingen moeten worden genomen op een zo laag mogelijk niveau, zo dicht mogelijk bij de burgers en niet in de ivoren torens van Brussel, van Luxemburg of van Straatsburg.

In mijn eigen land bijvoorbeeld ervaren wij dat Vlamingen en Walen fundamenteel verschillende keuzes maken bijvoorbeeld op het gebied van gezondheidszorg of de aanpak van werkloosheid. Onze Vlaamse en Waalse maatschappijen zijn verschillend, onze politieke en economische wereld is verschillend en dus kiezen wij voor een andere aanpak en andere prioriteiten. Als dat vandaag binnen België reeds het geval is, hoezeer is het dan mutatis mutandis niet het geval voor de zeer verschillende lidstaten van de Europese Unie, pakweg Groot-Brittannië en Roemenië?

Mocht dit verslag enkel een catalogus van goede voornemens zijn, tot daar aan toe, maar het is al jaren de bedoeling van de Europese instellingen om het domein van het sociaal beleid naar zich toe te trekken en dat is geen goede zaak.

4-030

Gabriele Stauner (PPE-DE). – Frau Präsidentin, Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Im Gegensatz zu einigen meiner unmittelbaren Vorredner finde ich, dass man der Kommission zu den dieser Diskussion zugrunde liegenden Mitteilungen nur gratulieren kann. Sie sind nicht nur eine Fundgrube bei der Suche nach sozialen Fakten und Daten in den Mitgliedstaaten, sondern meines Erachtens auch ein deutliches Zeichen dafür, dass die EU und die Kommission es ernst meinen mit einer eigenständigen Sozialpolitik.

Denn wenn man sich zu einem europäischen Sozialmodell bekennt, das wir nicht nur als Tradition und historische Errungenschaft preisen wollen, sondern für die Zukunft zu einem Markenzeichen des vereinten Europas machen wollen, dann ist eine Bestandsaufnahme zur sozialen Wirklichkeit Grundvoraussetzung. Nicht zuletzt infolge der Erweiterungsrunden von 2004 und 2007 müssen wir endgültig von der Betrachtungsweise Abstand nehmen, dass die europäische Sozialpolitik ein Anhängsel des Binnenmarktes ist.

Ganz so selbstverständlich ist dies aber nicht, denn in vielen Bereichen ist das wirtschaftspolitische Übergewicht bei Kommissionsvorschlägen leider unübersehbar. Ich erinnere in diesem Zusammenhang gerade an das Grünbuch für Arbeitsrecht und die Flexicurity-Debatte. Ersteres hat die Kommission seit gestern ad acta gelegt, was ich nur wärmstens begrüßen kann, und für die Flexicurity-Vorschläge, die sich gegen mühsam erkämpfte Rechte der Arbeitnehmer im Arbeitsverhältnis richten, wäre das auch zu empfehlen.

Alle in diesem Bericht – vielen Dank an die Kollegin Lynne – angesprochenen Punkte sind hochaktuell. Ich denke nur an die Mindestlohndebatte in meinem Land und an die Lohnforderungen, unterstützt von den heutigen Streiks im französischen und deutschen Eisenbahnverkehr. Zur Lohnpolitik stellen wir zu Recht fest: Ein Vollzeit Arbeitsplatz muss seinen Mann bzw. seine Frau ernähren. Alles andere entspricht nicht der christlichen Verantwortung der Unternehmer für ihre Beschäftigten. Arbeit muss sich lohnen, das muss der Grundsatz sein.

Was mir immer sehr leid tut, ist die Kinderarmut, die ich selbst in meinem Heimatland zu beklagen habe. Ich denke, hierauf müssen wir ein verstärktes Augenmerk legen, das darf es nicht geben. Eigentlich würde ich mir wünschen, dass es durch schnelle Bemühungen in den Mitgliedstaaten überflüssig wird, dass wir das Jahr 2010 zu einem Jahr der Armut und der sozialen Ausgrenzung in Europa erklären müssen.

4-031

PRESIDE: MIGUEL ANGEL MARTÍNEZ MARTÍNEZ
Vicepresidente

4-032

Jan Andersson (PSE). – Herr talman, herr kommissionär! Jag vill också börja med att tacka fru Lind för ett utmärkt arbete och ett utmärkt betänkande. Jag var själv inbjuden till konferensen på Azorerna där vi tillsammans, kommissionen och parlamentet, hade en dialog med det civila samhället kring de här frågorna.

Jag vill också berömma kommissionen för att man tar de här frågorna på allvar genom sitt nya meddelande om social utestängning och genom att man lägger fram en rekommendation nästa år som lyfter upp de här frågorna. För det är precis som herr Špidla säger: Läget är ganska bra i Europa generellt sett med ökad tillväxt och flera arbetstillfällen. Men när vi ser detta så ökar samtidigt klyftorna. Klyftorna ökar och fattigdomen ökar. Det finns stora skillnader mellan medlemsländerna. I en del länder är skillnaderna oerhört stora, och då pratar jag inte om nya och gamla medlemsländer –

det finns nya medlemsländer med små klyftor och det finns gamla medlemsländer med stora klyftor. Detta måste vi ta oss an.

Jag tycker strategin från kommissionen med tre pelare är ganska bra. När det gäller arbete räcker det inte med arbete, för det finns också dåliga arbeten som det inte går att försörja sig på och som inte ger inflytande. Det måste vara bra arbeten som ger ordentliga löner. Vi i utskottet tittade på situationen när det gäller minimiinkomster och såg stora skillnader mellan medlemsländerna. Där behöver vi ett erfarenhetsutbyte för att hitta bästa praxis. Sen gäller det de offentliga tjänsterna, som alla måste få tillgång till: sociala tjänster, bostäder, hälso- och sjukvård och så vidare. Metoderna är den öppna samordningsmetoden och den ska vi stärka.

Jag vill också nämna innan jag slutar mitt anförande att vi i dag kommer att rösta om parlamentets inställning till bland annat de kommande integrerade riktlinjerna. Också i de integrerade riktlinjerna måste vi föra in den sociala dimensionen så att vi binder ihop tillväxtfrågor och sysselsättningsfrågor med en social dimension, så att vi inte ser de här frågorna isolerade från varandra utan som en helhet.

4-033

Siiri Oviir (ALDE). – Austatud president, head kolleegid, tänan proua Lynne'i väga olulise teema tõstatamise eest. Tervitatav on raporti eesmärk erinevate osaliste tähelepanu äratamisel, arutlemaks selle üle, mida kujutab endast Euroopa sotsiaalne tegelikkus. Teema on lai ja seetõttu saan peatuda vaid paaril sõlmpunktil.

Nizza kohtumisel 2000. aastal võtsid liikmesriigid endale kohustuse näidata olulist ja mõõdetavat vaesuse ja sotsiaalse tõrjutuse vähenemist 2010. aastaks. Paraku ei ole eelnimetatud eesmärgi poole liikumine olnud piisavalt edukas.

Avatud Euroopa, mis põhineb vabal liikumisel ja vabal kaubandusel, on aidanud kaasa majanduse edendamisele, millest omakorda peaks ju sõltuma inimese heaolu ja parem elukvaliteet. Siiski on viimaste aastate jooksul saanud selgeks, et paljude eurooplaste jaoks on küsitav, kas globaliseerumise, liberaliseerimise ja suurema konkurentsi innustamise netomõju lisab midagi nende heaolule.

Täna, 21. sajandil, on vaesuse ja sotsiaalse tõrjutuse tase Euroopas hirmutavalt kõrge. Härra Špidla ütles just äsja, et ligi kahekümnel protsendil, aga see tähendab igal viiendal inimesel meie elanikkonnast, on oht sattuda vaesusesse. Kõigis liikmesriikides eksisteerivad sotsiaalteenused ja sotsiaaltoetused, kuid ikkagi ka pärast nende saamist elab iga kuues vaesuses.

Kas me oleme endalt küsinud, miks see nii on ja seda liidus, mis ei ole kokku pandud sunniviisiliselt. Miks nüüd, 62 aastat peale sõja lõppu ja 50 aastat peale liidu loomist, ei ole me suutnud tagada inimeste põhiõigust? Küsin: kas edukas majandus on eesmärk iseeneses või peaks see olema vahend inimeste heaolu suurendamisel?

Edasi: sotsiaalabi andmisel on liikmesriikidel kohustus tagada minimaalset äraelamist võimaldav tugi; anda sellist abi, mis ka eesmärki täidab. Me ei vaja direktiivide formaalset ülevõtmist ega nende paljusust – sellega petame vaid iseend. Siit tõusetub küsimus: kas Euroopa Liidu institutsioonide tasandil tagatakse vastuvõetud dokumentide kohane täitmine ja seda ka siis, kui küsimuse all on nõndanimetatud "pehmed valdkonnad"?

Me ei saa Euroopas keskenduda ainult majandustulemustele ja konkurentstile, vaid ka suurema sotsiaalse ühtekuuluvuse loomisele ja jätkusuutlikkuse sotsiaalsele mõõtmele. Ja kui me oleme vastu võtnud vastava otsuse, siis peame hea seisma ka selle eest, et see ka rakendataks. Seda ootavad meilt meie kodanikud.

4-034

Ewa Tomaszewska (UEN). – Panie Przewodniczący! Rozwojowi gospodarczemu, tak pożądanemu przez nas wszystkich, towarzyszy niestety wzrost rozwarstwienia dochodowego, który osłabia spójność społeczną i tworzy poważne zadania wobec grup słabszych, dotkniętych bezrobociem, uzyskujących niskie dochody z pracy, mających trudniejszy dostęp do edukacji i ochrony zdrowia.

Zadania przyjęte na spotkaniu Rady w Nicei są realizowane w niewystarczającym stopniu. Nadal istnieją grupy ludności o dochodach poniżej minimum egzystencji. Brak samodzielności ekonomicznej powoduje także naruszenie poczucia godności. Powszechny zakaz dyskryminacji, gwarancja równych szans, przede wszystkim dla osób niepełnosprawnych, są oczywiście i konieczne, ale oznaczają wzrost wydatków na cele społeczne. Narody nasze starzeją się, co stwarza obawy o wydolność finansową systemów ubezpieczeń emerytalnych.

Gratuluję pani Lynne wspaniałego sprawozdania, zwracającego uwagę na wymienione uprzednio oraz inne poważne problemy społeczne w naszych krajach i metody ich rozwiązywania. Zdecydowanie popieram ten projekt.

Jednak chciałabym zwrócić uwagę na sprzeczność w podejściu Unii Europejskiej do problemów społecznych i ekonomicznych. Presja na ograniczanie wydatków na cele socjalne nie pozwala na rozwiązywanie licznych problemów społecznych. Przykładem może tu być reforma systemu emerytalnego w Polsce.

4-035

Carlo Fatuzzo (PPE-DE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, non solo mi congratulo con la onorevole Elizabeth Lynne per la sua relazione, anche perché ho saputo che nel fare questo inventario di tutto quello che non funziona nel sociale in Europa, ne ha trovate così tante di cose che non funzionano che i funzionari del Parlamento sono stati costretti a trascinarla via dalla sua scrivania per essere qui questa mattina e non aveva ancora finito.

Perché è vero che c'è tanta povertà in Europa, ma perché mi sono ricordato entrando qui e vedendo il mio collega di banco Fernando Fernández di quello che lui disse a Puebla nel Messico – alcuni anni fa in cui mi trovai con lui in una conferenza sulla povertà in tutto il mondo – e lui disse: la colpa della povertà, la più importante colpa della povertà è colpa del malgoverno che c'è in tutto il mondo. Quindi i responsabili della povertà, numero uno e i primi, sono i governi, i malgoverni nazionali, non noi Unione europea: e quindi sia questa una chiamata alla responsabilità dei governi nazionali che tanto pretendono e tanto chiedono all'Europa, ma poco fanno specialmente dove c'è bisogno di fare.

E ho incontrato anche l'amico von Wogau venendo in Aula, che mi ha chiesto: ma è vero che in Italia le pensioni di chi muore, lascia una vedova o resta totalmente inabile sono di 50 euro al mese per tutta la vita? Sì, Presidente, ho dovuto dirgli che purtroppo è vero! E' per questo motivo, unico rappresentante dei pensionati eletto per questo in questo Parlamento europeo, dico sì al salario minimo per chi ha la fortuna di lavorare, dico sì a una pensione minima in Europa per tutti coloro che sono anziani pensionati e dico sì anche a chi disoccupato, senza lavoro, senza pensione ha diritto di avere anche lui un reddito minimo.

4-036

Karin Jöns (PSE). – Herr Kommissar, liebe Liz! Herzlichen Dank für die Initiativen, sowohl der Kommission als auch Dir, Liz, für den ganz ausgezeichneten Bericht. Wer Armut bekämpfen will — der Kollege Fatuzzo hat es ja schon gesagt —, muss wirklich stärker den Fokus auch auf die ältere Bevölkerung richten. Wir müssen dem demographischen Wandel Rechnung tragen und trotz ständig steigender Kosten im Gesundheitswesen doch auch sicherstellen, dass es in Zukunft ebenso möglich ist, in Würde alt zu werden. Auch alte Menschen haben ein Recht auf eine umfassende und qualitätsgesicherte Gesundheitsversorgung und Pflege, unabhängig von Wohnort und Einkommen.

Wir brauchen dringend einen gezielten Erfahrungsaustausch unter den Mitgliedstaaten darüber, wie eine qualitativ hochwertige Pflege am besten organisiert und gesichert werden kann, und wie diese bezahlbar angeboten werden kann. Dabei haben wir besonders dem Problem von immer mehr Menschen mit Demenzerkrankungen Rechnung zu tragen. Hierfür aber brauchen wir solide Daten. Deshalb auch die Aufforderung an die Kommission, uns diese Daten möglichst rasch zu liefern.

In einem sozialen Europa müssen alle Patienten den gleichen Zugang zu evidenzbasierten Medikamenten und Medizinprodukten haben. Es kann nicht angehen, dass ein und dasselbe Antibiotikum z. B. in Belgien 3 Euro und in Deutschland 34 Euro kostet. Deshalb bin ich froh, dass wir Kommission und Mitgliedstaaten mit diesem Bericht auffordern, in einem intensiven Dialog mit uns, der Pharmaindustrie und Patientengruppen ausgewogene Leitlinien für mehr Transparenz zu entwickeln, wenn es um Wirksamkeit und Preise von Medikamenten geht. Auch das ist ein Beitrag zur Senkung der Kosten im Gesundheitswesen für uns alle.

4-037

Μαρία Παναγιωτοπούλου-Κασσιώτου (PPE-DE). – Κύριε Πρόεδρε, κύριε Επίτροπε, σας συγχαίρω και εγώ για τις δύο ανακοινώσεις σας και εύχομαι να συνεχίσετε τις εποικοδομητικές προτάσεις σας.

Η συνάδελφος Lynne με κοινωνική ευαισθησία, αλλά και όλοι οι συνάδελφοι με τις τροπολογίες μας, ασχοληθήκαμε με όλους τους άξονες δράσεων της ανοικτής μεθόδου συντονισμού που περιέχονται στα εθνικά σχέδια δράσης. Ο απολογισμός της κοινωνικής πραγματικότητας θα πρέπει να δίνει κατευθύνσεις στην κοινωνική πολιτική των κρατών μελών και να λαμβάνει υπόψη ότι σήμερα η Ευρώπη αντιμετωπίζει σοβαρά δημογραφικά προβλήματα που επηρεάζουν άμεσα την κοινωνική συνοχή και τη διαγενεακή αλληλεγγύη.

Η οικογένεια συνεχίζει να μην λαμβάνεται υπόψη από τα κράτη ως προς την υποστήριξη που θα έπρεπε να έχει, παρόλο που αποτελεί τη βάση της κοινωνίας. Η φτώχεια των οικογενειών, όχι μόνο των μονογονεϊκών αλλά και των πολυτέκνων, αυξάνεται λόγω έλλειψης όχι μόνο εισοδήματος, αλλά κοινωνικής στήριξης και ίσης μεταχείρισης στον φορολογικό κυρίως τομέα.

Οι συνθήκες διαβίωσης των οικογενειών επηρεάζουν άμεσα και τα παιδιά, ιδιαίτερα στις πιο ευάλωτες κατηγορίες. Εντείνεται η άνιση πρόσβασή τους στους πόρους και στις ευκαιρίες, με αποτέλεσμα να περιορίζεται τόσο η προσωπική τους εξέλιξη όσο και η μελλοντική οικονομική ανάπτυξη και η συνοχή της Ευρώπης. Δεν θα μπορούσε η Ευρωπαϊκή Ένωση, για κάθε παιδί που γεννιέται σ' αυτήν να του εξασφαλίζει ένα εισόδημα για τη διαβίωση και την ανάπτυξη του, που θα είναι ανάλογο με το κατά κεφαλήν εισόδημα του κάθε κράτους μέλους;

Η πολιτική για την πρόωθηση της κοινωνικής συνοχής πρέπει να βασίζεται στη συμμετοχή στην αγορά εργασίας, αλλά να συμβάλλει και στην κοινωνική ενσωμάτωση των μη ενεργών ατόμων, καθώς και αυτών που προσφέρουν άτυπες

υπηρεσίες εντός της οικογένειας. Για το λόγο αυτό, καλούνται τα κράτη μέλη -κυρίως- να διερευνήσουν τρόπους αναγνώρισης των άτυπων προσόντων που αποκτήθηκαν κατά την παροχή υπηρεσιών φροντίδας σε παιδιά και εξαρτημένα άτομα, ως προηγούμενη κατάρτιση και προϋπηρεσία, ώστε να διευκολύνεται η ένταξή τους στην αγορά εργασίας και η παροχή συνταξιοδοτικών και ασφαλιστικών δικαιωμάτων.

Η διαγενεακή αλληλεγγύη πρέπει να διατηρείται μέσω της αξιοποίησης των γνώσεων και των εμπειριών των ηλικιωμένων ατόμων, της διάδοσης και της χρήσης των από τις νέες γενιές. Τα κράτη μέλη καλούνται να προωθούν συστήματα αλληλοεξυπηρέτησης μεταξύ των γενεών και να επενδύουν σε συστήματα εθελοντισμού, είτε εκπαιδευτικού, είτε πολιτιστικού, είτε επιχειρηματικού χαρακτήρα.

Αυτό θα επιτευχθεί μέσω της δημιουργίας κατάλληλων υποδομών και της ενημέρωσης για την αύξηση της δυνατότητας συμμετοχής των ηλικιωμένων σε τέτοιες δραστηριότητες, ώστε να μην περιθωριοποιούνται και πέφτουν θύματα κοινωνικού αποκλεισμού.

4-038

Alejandro Cercas (PSE). – Señor Presidente, señora Lynne, señor Comisario, muchas gracias por habernos ofrecido esta comunicación y este documento, que nos van a permitir, sin duda, avanzar en el conocimiento de los cambios, las tendencias y la agenda que necesitamos para el futuro.

Pero no debemos equivocarnos. Tenemos muchos documentos, tenemos muchos análisis, tenemos muchos debates y tenemos muchas palabras. Pero aquí, como en las enfermedades, no sólo es necesario el diagnóstico, es necesaria también la terapia.

Y, verdaderamente, como usted ha dicho, señor Comisario, necesitamos una terapia europea —la Unión, sus instituciones, sus mecanismos— para poder dar respuesta a los problemas de hoy y de mañana, teniendo en cuenta que o lo hacemos a nivel de la Unión o no habrá posibilidad de hacerlo sólo a nivel de los Estados miembros.

Algunos Estados miembros que están avanzando rápidamente, como el mío, empezamos a vernos amenazados por políticas que tratan de frenar o que tratan, desde otros Estados miembros, de establecer competencias desleales con las ofertas y el cambio social que se realiza en nuestros países. Tenga en cuenta, señor Comisario, que ya empieza a cundir la sensación de que la política social europea, que en los años sesenta o setenta —como me dice hoy en una carta un sindicalista español— tenía como objeto armonizar en el progreso; que en los ochenta y noventa se recluía en un aseguramiento de prescripciones mínimas, ahora empieza a deslizarse hacia una política social en la que hay una competencia a la baja entre los Estados miembros.

Señor Comisario, entre los riesgos que tenemos para el futuro no solamente están el envejecimiento o la globalización, sino que es sobre todo el virus de la insolidaridad y del nacionalismo agresivo y xenófobo y antieuropeo el que amenaza las conquistas sociales de Europa de hoy y del futuro.

4-039

Agnes Schierhuber (PPE-DE). – Herr Präsident, Herr Kommissar, meine sehr geehrten Kolleginnen und Kollegen! Ich möchte mich dem Dank an unsere Berichterstatterin, Frau Lynne, sehr herzlich anschließen. Sozialschutz und soziale Eingliederung hilft bei der Bekämpfung von Armut und Ausgrenzung, auch in der Gesundheitsvorsorge und vielem anderen mehr, und gehört zu den wichtigsten Herausforderungen für die Zukunft.

Der Begriff Mindesteinkommen wird in meinem Mitgliedstaat oft unterschiedlich diskutiert. Ich unterstütze aber voll den Ansatz von Frau Stauner im Hinblick auf Arbeitsplatz, Vollarbeitszeit und Einkommen. Durch die starke Verankerung der Sozialpartnerschaft in Österreich haben wir eine große Chance, und dadurch wird immer auch versucht, im Einvernehmen mit allen Beteiligten eine Lösung zu finden. Dadurch kommt es auch seltener zu Streiks als in anderen EU-Staaten, wo Streiks häufig zur Tagesordnung gehören.

Gerade deshalb ist eine Regelung auf EU-Ebene sehr genau zu betrachten. Durch die unterschiedlichen nationalen Sozialsysteme müssen wir bei einer Vereinheitlichung sehr überlegt vorgehen.

Es muss uns ein Anliegen sein, allen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern sozialen Schutz zu bieten und ihnen auch die soziale Eingliederung zu ermöglichen. Dabei muss es auch möglich sein, dass im Rahmen der Subsidiarität die Mitgliedstaaten natürlich auch höhere Standards haben sollten, müssten, können.

4-040

Proinsias De Rossa (PSE). – Mr President, the social reality of Europe is that poverty is rife. Seventy-two million men, women and children are below the poverty line, many are homeless and many disabled or confined to their homes because of lack of services. Many people are trapped in poverty by inflexible welfare rules.

I am afraid that communications and guidelines will not solve these issues. While I do not underestimate the difficulties faced by Commissioner Špidla, we need to establish legal obligations on Member States to achieve the necessary changes.

Working people are seeing their pensions devalued and their job security undermined, and many fear the race to the bottom. The problem is that inequality is built into many Member States' economic models. For many of them, including Ireland, the attitude is 'Let us create the wealth. Then we will sort out the social problems'. This is to ignore the reality that social inequalities are a brake on economic progress and that we cannot have long-term sustainable prosperity for everyone if we treat social policy as an afterthought and fail to avail of the wasted talent of 72 million people, not to mention the human misery that hides behind that statistic.

4-041

Tomáš Zatloukal (PPE-DE). – Vážený pane předsedající, vážený pane komisaři, dámy a pánové, v evropských společnostech dochází k dramatickým změnám. Tyto změny se týkají charakteru práce, moderního rodinného života, postavení žen ve společnosti a sociální mobility, mění se její hodnoty, společnosti se stávají stále více multikulturní. Současný rozvoj rozšířil obzory lidí a možnosti volby způsobu života.

Členské státy Evropské unie patří k nejbohatším zemím na světě, zároveň se však objevují nové formy chudoby a nerovnosti. Desítky milionů evropských občanů žijí v současnosti v chudobě. Sociální začlenění a sociální ochrana jsou základními hodnotami Evropské unie, na níž má každý člověk nezadatelné právo. Členské státy však musí přisuzovat větší váhu boji proti dětské chudobě. Jestliže nebudou provedena významná zlepšení zapojení dětí ze znevýhodněných sociálních skupin již do předškolního vzdělávání, potom nedojde ke snížení počtu předčasných odpadlíků ze škol, neuspějeme se zvýšením horního stupně středoškolských absolventů, a tím nabytí klíčových kompetencí. Rostoucí počet obyvatel bude čelit riziku sociálního vyloučení, nezaměstnanosti a dalším společensky nežádoucím jevům velmi nákladným pro ně, pro ekonomiku i společnost.

Také boj proti nezaměstnanosti mladých lidí zůstává z tohoto hlediska důležitým úkolem. V odborném vzdělávání je nutné u některých programů odstranit překážky tak, aby jejich nabídka mohla být flexibilnější a efektivnější, zohledňovala poptávku na trhu práce. Zvýšíme tím zejména příležitosti uplatnění pro znevýhodněné osoby. Posílení sociální soudržnosti a odstranění chudoby a sociálního vyloučení se musí stát pro Evropskou unii a její členské státy politickou prioritou.

4-042

Richard Howitt (PSE). – Mr President, I welcome this debate and report on social reality and, though we must of course welcome stocktaking and exchanges of best practice and the open method of coordination, the reality that we have to understand is that these devices have not yet stopped: women having 24 % less pay compared to men in Germany; nearly one in three children living in poverty in Poland; and wealth inequality in my own country, the United Kingdom, at a 40-year high.

I do think that European social funding and national programmes like the New Deal in the UK are essential active labour market measures to tackle the real barriers which prevent groups in our society from progressing from worklessness to work and that work is still one of the best devices for us to combat poverty.

I do thank Commissioner Špidla for putting a firm commitment in the Commission's work programme for new legislation on Article 13 discrimination, which I have long discussed with him. I and this Parliament look forward to working with him on the detail, not least in the Presidency conference next week.

But all of us – he and us together – must guard against this talk on stocktaking delaying the new social agenda in Europe, or deregulation in one area actually leading to increases in inequality and injustice, not combating these evils.

Trade unionists, social NGOs and of course disabled people, with whom I have worked for more than 20 years, are sceptical about what we are doing for social Europe. We have to listen to their concerns and we have to respond to them.

4-043

Vladimír Špidla, člen Komise. – Vážený pane předsedající, debata byla mimořádně rozsáhlá a mimořádně hluboká. Myslím si, že by bylo velmi obtížné detailně reagovat na jednotlivá vystoupení. Dovolte mi, abych se tedy pokusil reagovat určitým způsobem souhrnně.

Zaprvé myslím, že z debaty je naprosto zřejmé, že myšlenka zhodnocení sociální reality našla svoji podporu v rámci Parlamentu, a jakkoliv souhlasím s panem poslancem Cercasem, že diagnóza není terapie, tak bez diagnózy není možná terapie. Naše společnost se mění a najít odpovídající nové postupy či reformovat postupy staré je po mém soudu nezbytné a k tomu, abychom tak udělali účinně, je potřeba znát celkovou situaci.

Myslím si, že dalším společným znakem debaty je, že jistěže existuje sociální realita, která má svoji určitou dynamiku, ale existují také naše hodnoty, obecná evropská koncepce evropského sociálního modelu, jejíž součástí je sociální začlenění a

sociální ochrana a aktivita obecně. Není tudíž přijatelné v rámci tohoto modelu našeho způsobu myšlení a jednání hledět na věci a zůstat pasivní. Vždy je možné se pokusit o aktivní politiku a aktivní intervenci.

Třetí myšlenka, kterou bych chtěl zdůraznit, je ta, že nepochybně tak jako ve většině politik i ve většině evropských rozhodnutí existuje princip subsidiarity, který říká, že každý se má zabývat těmi součástmi politiky, kde lze nejlépe a nejefektivněji daný problém řešit. To znamená v sociální politice je pozice členských států nezpochybnitelná. Na druhé straně z debaty také vyplývá velmi zřetelně, že dosáhnout cíle jenom na úrovni členských států bez uplatnění evropské úrovně je nemožné. A proto je na nás, abychom hledali co nejvýhodnější a nejúčinnější synergii v této oblasti.

Myslím si také, že se v debatě objevila obava, kterou svým způsobem také sdílím, že v určitém okamžiku lze zaznamenat jisté riziko, že prostřednictvím nerovnosti a nekompatibility sociálních politik v jednotlivých členských státech může docházet k soutěži, která by směřovala ke snižování sociálních standardů. Evropská komise ve své politice nechce pro tuto možnost otevřít cestu a naším základním konceptem je kompatibilizace jednotlivých evropských sociálních politik tak, abychom zajistili soutěž a vývoj směrem vzhůru, směrem k pokroku, který má vždycky sociální dimenzi.

Dámy a pánové, myslím si, že z debaty také zřetelně vyplývá, že nelze koncipovat sociální politiku, ekonomickou a hospodářskou politiku v pozici buď–a nebo. Existuje pouze varianta nejen–ale i, to znamená varianta společného vývoje obou těchto politik v rovnováze a nikoli možnost nadřadit jednu nad druhou. Obvykle je tendence nadřazovat ekonomickou politiku. Ale myslím si, že z debaty je naprosto zřejmé, že toto není přístup Evropského parlamentu.

Dámy a pánové ve svých příspěvcích jste se dotkli celé řady jednotlivých dílčích problémů, velmi hluboce například problému zdravotnictví, ať na úrovni přístupnosti farmak nebo na úrovni celkové organizace. Debatovali jste o důsledcích demografického stárnutí a o významu služeb ve veřejném zájmu. Jsem rád, že ve strategických dokumentech Evropské komise jsou všechny tyto pohledy zaznamenány a naším úsilím je je integrovat do celkové a souhrnné strategie.

Dámy a pánové, dovoluji mi ještě na závěr, abych poděkoval paní poslankyni Lynneové, protože zpráva kterou zpracovala, kterou teď projednává Evropský parlament, je nepochybně důležitým prvkem onoho celkového úsilí o pokrok v rámci Evropské unie.

4-044

El Presidente. – Gracias, señor Comisario. Yo también, desde la Presidencia, quiero felicitar a la señora Lynne por un informe que ha tenido un amplísimo impacto entre la sociedad civil.

Yo soy testigo de excepción de cómo las caravanas de la juventud contra la pobreza y por la inclusión, que recorrieron toda Europa, tenían el documento de la señora Lynne e iban de ciudad en ciudad, de capital en capital europea, honrando al Parlamento Europeo gracias al trabajo de nuestra colega.

Se cierra el debate.

La votación tendrá lugar a las 12.00 horas.

(La sesión, suspendida a las 11.35 horas, se reanuda a las 12.00 horas)

4-045

VORSITZ: HANS-GERT PÖTTERING
Präsident

4-046

José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra (PPE-DE). – Señor Presidente, querría pedirle, de acuerdo con la señora Mann, que no puede estar hoy con nosotros en el Hemiciclo, y con otros colegas, que transmita la solidaridad de los ciudadanos de la Unión a los que nuestro Parlamento representa con las víctimas de la tormenta tropical, luego transformada en huracán Noel, que ha asolado Haití, la República Dominicana, Jamaica, Cuba, Barbados y otros puntos del Caribe dejando un reguero de destrucción, de enfermedad y de muerte.

Y también, señor Presidente, con las víctimas de las inundaciones de los Estados mexicanos de Oaxaca, Chiapas y también, sobre todo, de Tabasco. Y le quería pedir, señor Presidente, que no sólo transmita nuestra solidaridad sino que inste a la acción a la Comisión Europea para que movilice los instrumentos de los que dispone al objeto de paliar esta situación y estos daños, que siempre afectan a las regiones más desfavorecidas.

4-047

Der Präsident. – Vielen Dank, Herr Kollege Salafranca. Was das Parlament angeht, werden wir so verfahren und im Übrigen der Kommission Ihre Überlegungen mitteilen.

4-048

4 - Übermittlung von Gemeinsamen Standpunkten des Rates: siehe Protokoll

4-049

5 - Abstimmungsstunde

4-050

Der Präsident. – Als nächster Punkt folgt die Abstimmungsstunde.

(Abstimmungsergebnisse und sonstige Einzelheiten der Abstimmung: siehe Protokoll)

4-051

5.1 - Regelungen für die politischen Parteien auf europäischer Ebene und ihre Finanzierung (Abstimmung)

4-052

- Bericht: Leinen (A6-0412/2007)

- Vor der Abstimmung:

4-053

Jo Leinen (PSE), Berichterstatter. – Herr Präsident! Der Rat hat am letzten Freitag die wesentlichen Inhalte dieser Verordnung für die Finanzierung europäischer Parteien und europäischer Stiftungen akzeptiert. Heute Morgen hat dazu ein Trilog mit Kommission und Rat stattgefunden, und wir haben eine Einigung über die noch offenen Fragen erreicht. Es gibt deshalb wirklich die Chance, dieses Projekt in erster Lesung zu verabschieden und die Voraussetzungen für eine bessere Finanzierung bereits für 2008 zu schaffen.

Ich schlage deshalb vor, dass wir die Abstimmung auf das nächste Plenum, am 29. November, in Brüssel verschieben.

4-054

(Das Parlament erklärt sich mit diesem Vorschlag einverstanden.)

4-055

5.2 - Vierteljährliche Statistik der offenen Stellen in der Gemeinschaft (Abstimmung)

4-056

– Bericht: Athanasiu (A6-0335/2007)

4-057

5.3 - Anwendung der Bestimmungen des Schengen-Besitzstands in der Tschechischen Republik, in Estland, Lettland, Litauen, Ungarn, Malta, Polen, Slowenien und der Slowakischen Republik (Abstimmung)

4-058

– Bericht: Coelho (A6-0441/2007)

4-059

5.4 - Wiederauffüllungsplan für Roten Thun im Ostatlantik und im Mittelmeer (Abstimmung)

4-060

Bericht: Braghetto (A6-0408/2007)

4-061

5.5 - Das europäische Interesse: Erfolg im Zeitalter der Globalisierung (Abstimmung)

4-062

– Gemeinsamer Entschließungsantrag: B6-0435/2007

– Vor der Abstimmung über den Titel vor Ziffer 1:

4-063

Margarita Starkevičiūtė, on behalf of the ALDE group. – I would like to suggest changing the heading of the first part to read: ‘External Lisbon dimension’. That is to say, to change ‘External policies’ to ‘External Lisbon dimension’.

4-064

(Der mündliche Änderungsantrag wird übernommen.)

– Vor der Abstimmung über Ziffer 5:

4-065

Hartmut Nassauer (PPE-DE). – Herr Präsident! Nachdem zu Ziffer 5 ein angekündigter mündlicher Änderungsantrag zurückgezogen worden ist, möchte die EVP-Fraktion, anders als in ihren Listen ausgezeichnet, mit Nein stimmen.

4-066

– *Vor der Abstimmung über Ziffer 14:*

4-067

Udo Bullmann (PSE). – Herr Präsident! Es gibt Kolleginnen und Kollegen, die mit dem mittleren Teil – er beginnt mit: *points out that one* usw. bis *domestic demand* ein Problem haben. In Übereinstimmung mit dem Kollegen Caspary von der PPE-Fraktion schlage ich deswegen vor, hier die Worte *in some Member States* einzufügen und zwar nach *European economy*, und ich hoffe, dass die Probleme mit dem mittleren Teil damit zu beseitigen sind. So, glaube ich, könnte auch der ALDE-Fraktion geholfen werden.

4-068

(Der mündliche Änderungsantrag wird übernommen.)

– *Vor der Abstimmung über Ziffer 30:*

4-069

Daniel Caspary (PPE-DE). – Herr Präsident! Es gibt keinen Widerspruch, den Text zu verschieben, aber ich bitte trotzdem darum, dass wir über den Text abstimmen lassen. Wenn der Text die Zustimmung des Hauses findet, gehört er an die andere Stelle, aber es könnte ja sein, dass er keine Zustimmung findet, deswegen bitte ich darum, über den Originaltext abstimmen zu lassen.

4-070

Der Präsident. – Es wurde kein Antrag auf getrennte Abstimmung gestellt.

– *Nach der Schlussabstimmung:*

4-071

Jan Andersson (PSE). – Herr talman. Nu har parlamentet röstat för att de integrerade riktlinjerna ska uppdateras och förändras. Det handlar till exempel om den sociala dimensionen. Hittills har kommissionen inte velat lyssna på det.

Jag skulle vilja höra herr Špidlas kommentarer till det beslut som parlamentet nu har tagit och om han inom kommissionen kommer att driva frågan om uppdaterade och förändrade integrerade riktlinjer.

4-072

Vladimír Špidla, člen Komise. – Přirozeně že stanovisko, které odhlasoval Parlament, je stanovisko, které má odpovídající váhu, a Komise jej nutně musí vzít v úvahu při další přípravě dokumentů, takže z tohoto hlediska hlasování Parlamentu má váhu, která mu v každém případě přísluší, a otázka integrovaných linií byla základní otázkou pro debatu, kterou jsme s Parlamentem vedli.

4-073

Der Präsident. – Wir interpretieren „gewisses Gewicht“ als „großes Gewicht“ und empfehlen der Kommission, sich unserer Meinung anzuschließen.

4-074

5.6 - Anwendung der Richtlinie 2004/38/EG über das Recht der Unionsbürger, sich im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten frei zu bewegen und aufzuhalten (Abstimmung)

4-075

Gemeinsamer Entschließungsantrag: B6-0462/2007

– *Vor der Abstimmung:*

4-076

Joseph Daul, au nom du groupe PPE-DE. – Monsieur le Président, chers collègues, je rappelle au règlement – articles 19 et 166. Avant que notre Parlement se prononce sur la résolution commune de certains groupes sur la libre circulation, je tiens à condamner de la façon la plus ferme, au nom de mon groupe, l'attaque personnelle contenue dans son article 13 contre le vice-président de la Commission, Franco Frattini.

Je veux dénoncer une manoeuvre politique indigne, de la part des socialistes italiens, relayée par certains collègues, qui n'est pas à la hauteur des enjeux. Plus grave encore, cette déformation de mauvaise foi des propos de M. Frattini, que notre Institution doit rejeter, ne nous permettra pas de nous prononcer de façon sereine.

Si notre groupe devait, du fait de cette manoeuvre, voter contre cette résolution, cela ne diminuerait en rien notre soutien à tous les Roumains et autres ressortissants communautaires qui respectent la loi et leur pays d'accueil.

L'Europe est fondée sur l'État de droit, comme nous le réaffirmons dans la résolution signée par mon groupe à l'initiative commune de nos collègues italiens et roumains. La question de la libre circulation n'est pas seulement une affaire nationale, mais européenne. Elle n'est pas une affaire de règlements de comptes politiques, mais une question de valeurs, mes chers amis.

(Applaudissements)

4-077

Martin Schulz, im Namen der PSE-Fraktion. – Herr Präsident! Wir hatten eine ausführliche Debatte hier in diesem Hause, an der Kommissar Frattini teilgenommen hat. Herr Frattini hat bei den Ausführungen, die er selbst gemacht hat, und bei der Erwiderung auf die Redebeiträge der verschiedenen Kolleginnen und Kollegen in sehr moderater Form reagiert. Die Entschließung kritisiert lediglich einen Punkt, nämlich den, dass Kommissar Frattini nachweislich in einem konkreten Punkt des europäischen Rechts der Öffentlichkeit eine nicht richtige Auskunft gegeben hat.

Dass unsere Entschließung das korrigiert und ferner klarstellt, dass der für den Rechtsschutz der Bürgerinnen und Bürger Europas zuständige Kommissar in einer essentiellen bürgerrechtlichen Frage eine falsche Äußerung in der Öffentlichkeit macht, ist die Pflicht dieses Parlaments und hat nichts mit irgendwelchen Verschwörungstheorien zu tun. Wir wissen allerdings sehr wohl, Herr Kollege Daul, dass Sie ein bedauernswerter Kollege sind, denn Sie haben diese Erklärung ja unter dem Druck der Forza Italia abgegeben, das ist alles was dazu zu sagen ist.

(Beifall von links)

4-078

Der Präsident. – Wir wollen hier jetzt keine Debatte führen!

4-079

Monica Frassoni, a nome del gruppo Verts/ALE. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, penso che questa dichiarazione del presidente Daul si commenti da sola, questo Parlamento si esprimerà con una maggioranza e ha tutti i diritti di criticare o stigmatizzare i Commissari. E' un diritto sovrano di questa Assemblea!

Se abbiamo fatto quello che è stato fatto è perché il Commissario Frattini ha fatto un'interpretazione del diritto comunitario sbagliata e anche se queste urla selvagge mi impediscono di parlare, io voglio ripetere che noi agiamo qui come deputati europei verso un Commissario europeo e continueremo a farlo!

(Applausi a sinistra)

4-080

Der Präsident. – Ich bitte darum, dass wir die Sache nicht mit so großer Emotion behandeln.

4-081

Graham Watson, on behalf of the ALDE Group. – Mr President, I wish to speak briefly on a point of order. Independently of any party political debate, it is highly unwise of Commissioners to get involved in party political matters in their own countries or in anybody else's country. I think it is not unreasonable that this House should remind the Commission of its duties in this regard.

(Applause from the left)

4-082

Der Präsident. – Ich habe jetzt noch drei Wortmeldungen, und dann schließen wir diese kurze Debatte.

4-083

Francis Wurtz, au nom du groupe GUE/NGL. – Monsieur le Président, je pense qu'il est inutile d'ajouter beaucoup de choses à ce qu'ont dit Monica Frassoni, Graham Watson, Martin Schulz. Je souhaiterais simplement dire ceci: il serait sage, lorsqu'un commissaire quel qu'il soit, voit ses propos remis en cause par quatre groupes qui ne font pas partie de la même moitié de l'hémicycle, qu'il réfléchisse à ce qu'il ne faut plus refaire s'il veut avoir la confiance du Parlement.

(Applaudissements)

4-084

Antonio Tajani (PPE-DE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, ai sensi degli articoli 151 e 19 del regolamento, le chiedo di valutare la ricevibilità del paragrafo 13, che contiene un immotivato ed infondato attacco personale al Vicepresidente della Commissione. Si tratta di un testo che se approvato, dopo le dichiarazioni del portavoce del Presidente della Commissione in difesa di Frattini, provocherebbe un disdicevole contrasto tra Parlamento e Commissioni per motivi di politica interna. Le chiedo pertanto di mettere in votazione il testo della risoluzione senza il paragrafo 13 e contemporaneamente chiedo agli autori di ritirare il testo attraverso un emendamento orale.

4-085

– *Vor der Abstimmung über Ziffer 1:*

4-086

Roberta Angelilli (UEN). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, vorrei aggiungere il seguente emendamento orale: esprime il proprio dolore per l'assassinio della signora Reggiani avvenuto a Roma il 31 ottobre scorso e presenta sentite condoglianze ai suoi familiari.

4-087

(Der mündliche Änderungsantrag wird übernommen.)

– *Vor der Abstimmung über Ziffer 13:*

4-088

Roberta Angelilli, a nome del gruppo UEN. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, vorrei aggiungere il seguente emendamento: considera la scolarizzazione e la lotta alla dispersione scolastica all'interno delle comunità Rom uno degli strumenti fondamentali per combattere esclusione sociale, sfruttamento e criminalità.

4-089

(Der mündliche Änderungsantrag wird nicht übernommen.)

– *Vor der Abstimmung über Erwägung F:*

4-090

Roberta Angelilli (UEN). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, considerando l'importanza delle condizioni stabilite dagli articoli 5, 6, 7 e 8 della direttiva 38, relativi al diritto di ingresso e di soggiorno.

4-091

(Der mündliche Änderungsantrag wird nicht übernommen.)

4-092

5.7 - Anwendung der Bestimmungen des Schengen-Besitzstandes (Abstimmung)

4-093

Entschließungsantrag: B6-0448/2007

4-094

5.8 - Lage in Pakistan (Abstimmung)

4-095

Gemeinsamer Entschließungsantrag: B6-0472/2007

– *Vor der Abstimmung über Ziffer 1:*

4-096

Robert Evans, on behalf of the PSE Group. – Mr President, as Chairman of the Delegation for relations with the countries of South Asia, I led negotiations on this compromise text. I recognise that it is a sensitive issue and it is important that we all recognise the situation in Pakistan. I think the whole House will want to send a strong, unified message to General Musharraf.

In the spirit of compromise and, I hope, to win the support of the whole House, I would like to propose the following oral amendment. In recital A, we refer to President Musharraf 'suspending the Constitution and the rule of law and replacing them with martial law'. I would like to propose that we say that he has replaced them 'by the state of emergency, de facto martial law'. Then, in line with the suggestions made by other colleagues, in three other places, paragraphs 1, 10 and 11, we should replace 'martial law' with 'the state of emergency'. I hope that will command the full support of the House.

4-097

(Der mündliche Änderungsantrag wird übernommen.)

4-098

5.9 - Strategie des Rates für die Konferenz von Bali zum Klimawandel (COP 13 und COP/MOP 3) (Abstimmung)

4-099

Entschließungsantrag: B6-0432/2007

– *Vor der Abstimmung:*

4-100

Satu Hassi (Verts/ALE). – Arvoisa puhemies, olisin vain huomauttanut, että tämän päätöslauselman suomenkielisessä tekstissä yksi tärkeä kohta on käännetty väärin. 1 kohdassa, joka koskee Balin neuvottelumandaattia, suomenkielisessä tekstissä on ymmärretty väärin, että tämä päätöslauselma käsittelee EU:n sisäistä neuvottelumandaattia ennen Balin kokousta. Tosiasiassa tällä Balin mandaatilla tarkoitetaan sitä, että Balin kokouksessa ilmastopimuksen ratifioineet maat pyrkivät saavuttamaan neuvottelumandaatin, jolla luodaan mahdollisuudet saada aikaan seuraava ilmastopimus. Eli suomenkielisessä versiossa 1 kohdassa sanat "sopimaan tätä kokousta varten tarvittavasta neuvottelumandaatista" tulisi kuulua "tässä kokouksessa sopimukseen neuvottelumandaatista".

4-101

– *Nach der Abstimmung:*

4-102

Gay Mitchell (PPE-DE). – Mr President, I should be recorded as voting against Amendment 7. I am afraid the wrong light came on when I pressed the button. It should have been a vote against. This does not change the result of the vote, but it is a sensitive issue for me. I would therefore ask that my vote be recorded as a vote against.

4-103

Der Präsident. – Das wird so berücksichtigt.

4-104

5.10 - Stärkung der europäischen Nachbarschaftspolitik (Abstimmung)

4-105

Bericht: Raimon Obiols i Germà, Charles Tannock (A6-0414/2007)

– *Vor der Abstimmung über Ziffer 14/2:*

4-106

Hélène Flautre (Verts/ALE). – Monsieur le Président, excusez-moi, je veux préciser que l'exclusion du terme "accords de réadmission" ne concerne que la première phrase du paragraphe 14, pour enlever toute ambiguïté sur l'interprétation du vote.

4-107

– *Vor der Abstimmung über Änderungsantrag 3:*

4-108

Charles Tannock (PPE-DE), rapporteur. – Mr President, I would like to add for paragraph 19a the following wording: 'underlines the need to involve and work together with the EEA countries (Iceland, Norway, Liechtenstein) and Switzerland and to make full use of their experience of working with the European Union'.

4-109

(Der mündliche Änderungsantrag wird übernommen.)

– *Vor der Abstimmung über Ziffer 42:*

4-110

Charles Tannock (PPE-DE), rapporteur. – Mr President, this is just to confirm that the oral amendment is to delete the paragraph, so that should be taken first, before Amendment 13, which means that the order of voting in the list needs to be changed.

4-111

(Der mündliche Änderungsantrag wird übernommen.)

4-112

5.11 - Handels- und Wirtschaftsbeziehungen mit der Ukraine (Abstimmung)

4-113

Bericht: Zaleski (A6-0396/2007)

– *Vor der Abstimmung:*

4-114

Zbigniew Zaleski (PPE-DE), Berichterstatter. – Herr Präsident! Bevor es zur Abstimmung kommt, möchte ich mich gemeinsam mit den Kollegen vom Ausschuss für internationalen Handel für die erfolgreiche Arbeit bedanken, die uns jetzt durch den Wegfall von Änderungsanträgen Zeit sparen lässt.

Dieser Bericht soll ein deutliches Signal an die neue Regierung und an das Parlament in der Ukraine sein, dass von unserer Seite alles Notwendige getan wurde, damit die Verhandlungen für die Freihandelszone geführt werden können. Wir sind vertrauensvolle Partner in diesem Dialog. Wenn ein Repräsentant aus der Ukraine anwesend ist, so kann er oder sie bitte

dem nationalen Parlament die Nachricht überbringen, dass das Europäische Parlament empfiehlt, über den Antrag zur Aufnahme der Ukraine in die WTO ohne Verzögerung abzustimmen und ihn anzunehmen, sobald in Genf darüber entschieden ist.

Zum gegenseitigen Nutzen sowohl für die EU als auch für die Ukraine bitte ich Sie nun alle, diesen Bericht zu unterstützen. Vielen Dank.

(Beifall)

4-115

Der Präsident. – Herr Kollege Zaleski! Wenn es mir zustehen würde, Sie zu beglückwünschen, wie gut Sie sich in meiner eigenen Sprache ausdrücken können, dann würde ich das tun.

4-116

5.12 - Vorgehensweise der EU in Situationen der Fragilität (Abstimmung)

4-117

– **Entschließungsantrag: B6-0476/2007**

4-118

5.13 - Bestandsaufnahme der sozialen Wirklichkeit (Abstimmung)

4-119

– **Bericht: Lynne (A6-0400/2007)**

– *Vor der Abstimmung über Ziffer 9:*

4-120

Elizabeth Lynne (ALDE), rapporteur. – I propose that the word ‘women’ be changed to ‘individuals’ in paragraph 9.

4-121

(Der mündliche Änderungsantrag wird übernommen.)

4-122

PRESIDENZA DELL'ON. MARIO MAURO
Vicepresidente

4-123

6 - Dichiarazioni di voto

4-124

Presidente. – L'ordine del giorno reca le dichiarazioni di voto.

4-125

– **Informe: Jo Leinen (A6-0412/2007)**

4-126

Bogusław Liberadzki (PSE), na piśmie. – Sprawozdawca Jo Leinen właściwie zaznacza, że najważniejszą innowacją wniosku Komisji jest umożliwienie wspierania z budżetu Wspólnoty nie tylko europejskich partii politycznych, lecz również związanych z nimi fundacji politycznych na poziomie europejskim.

Zgadzam się, że proponowane rozporządzenie poprawi stabilność finansową europejskich partii politycznych i finansowanie ich kampanii politycznej w wyborach do Parlamentu Europejskiego w 2009 roku.

4-127

– **Informe: Carlos Coelho (A6-0441/2007)**

4-128

Zita Pleštinská (PPE-DE). – Ešte pred rokom hrozilo, že termín rozšírenia schengenského priestoru bude odsunutý až do roku 2009. Som rada, že sme všetci zmobilizovali svoje sily a našli sme konštruktívne riešenie, aby sa voľný pohyb osôb bez pasových kontrol stal realitou.

Z tohto dôvodu vítam správu Carlosa Coelho potvrdzujúcu vstup 9 nových členských štátov do schengenského priestoru. Voľný pohyb osôb bez pasových kontrol považujem za výrazný úspech európskej integrácie, preto som túto správu s radosťou v hlasovaní podporila. Pristúpenie nových členských krajín vrátane Slovenska do schengenského priestoru je jasným signálom pre európskych občanov, že železná opona, ktorú vybodovali komunistické totalitné režimy medzi západnou a východnou Európou, sa po 21. decembri 2007 navždy stane minulosťou.

Hlasovanie o tejto správe je pre mňa historickou udalosťou, nakoľko sa uskutočňuje v týždni, keď si 17. novembra Slovenská a Česká republika pripomenú 18. výročie pádu totalitného režimu, ktorý zabráňoval občanom cestovanie v Európe. Verím, že tento vianočný darček poteší všetkých európskych občanov.

4-129

Frank Vanhecke (NI). – Voorzitter, ik heb vooral het verslag-Coelho niet goedgekeurd, omdat ik de talrijke pijnpunten van het opengrenzenbeleid van het Schengenakkoord wil aanstippen. Het systeem van Schengen staat of valt immers met een strenge, waterdichte controle aan de buitengrenzen enerzijds, en die is er voor alle duidelijkheid niet, en daarnaast met een strenge aanpak van criminaliteit in alle lidstaten, die in alle lidstaten wordt gecoördineerd, en die is er slechts veel te beperkt. Tenslotte moet er in alle Schengenlanden ook een streng immigratiebeleid zijn, wat dus compleet haaks staat op bijvoorbeeld de massale regularisatiegolven die we de voorbije jaren in nogal wat lidstaten hebben gehad.

In die omstandigheden kan ik als mens en als politicus niet juichen, omdat ik aan de binnengrenzen niet meer gecontroleerd word, aangezien criminelen en illegalen ook niet meer worden gecontroleerd en dat is nefast voor onze samenleving.

4-130

Oldřich Vlasák (PPE-DE). – Vážený pane předsedo, dovoluňte mi vyjádřit se ke zprávě pana poslance Carlose Coelha týkající se návrhu rozhodnutí Rady o plné aplikaci schengenského aquis na devět členských zemí, které vstoupily do Evropské unie v roce 2004. Osobně totiž toto rozhodnutí považuji za naprosto klíčové. Vstup našich zemí včetně mé domovské České republiky není v žádném případě možné odkládat. Všechny dosavadní analýzy totiž objektivně konstatují celkovou kvalitní připravenost všech na rozšíření schengenského prostoru. Díky nesmírnému úsilí dotyčných členských států, řady odborníků účastnících se hodnotících inspekci, policistů, právníků, úředníků a dalších lidí jsou dnes členské státy dostatečně připraveny uspokojivým způsobem uplatňovat ustanovení schengenského aquis. Předpokládám proto, že podporu výše uvedenému rozhodnutí vyjádří také Rada pro spravedlnost a vnitřní věci ve dnech 6.–7. prosince tohoto roku. Symbolický význam zrušení hranic, který naši občané se vstupem do schengenského prostoru spojují, je zcela nadčasový a lze ho přirovnávat jen k pádu železné opony před necelými dvaceti lety.

4-131

Zuzana Roithová (PPE-DE). – Milí kolegové, chci se podělit o sváteční pocit, když jsem dnes spolu s vámi hlasovala – nehledě na technické selhání – o zprávě, která potvrdila připravenost nových zemí včetně České republiky na vstup do schengenského prostoru již v roce 2008. Oceňuji nasazení a vstřícnost, s nimiž se členské státy a Komise věnovaly intenzivním technickým jednáním, která podmiňují rozšíření prostoru. Velký schengenský prostor bude nepochybně náročnější na vnitřní bezpečnost v Evropě, ale na straně druhé, a to chci teď zdůraznit, představuje konečně završení a naplnění práva občanů na volný pohyb ve skutečně jednotném prostoru. Příští rok bude Evropa celistvá jako nikdy v historii. Železná opona je definitivně mrtvá. Dekuji vám za to.

4-132

Sylwester Chruszcz (NI). – Panie Przewodniczący! Przystąpienie Polski do strefy Schengen niesie ze sobą nie tylko potencjalne korzyści związane z wygodą przekraczania granic, ale również zagrożenia.

Negatywnym zjawiskiem, którego Polska doświadcza już od wielu lat, jest utrudnienie wjazdu do naszego kraju obywatelom ze wschodnich krajów sąsiednich, w tym Polakom mieszkającym na Białorusi i na Ukrainie. Brak kontroli granicznych może doprowadzić do wielu negatywnych zjawisk związanych z przestępczością i nielegalną imigracją. Niepokoją również działania zmierzające do zlikwidowania narodowej kontroli granicznej w państwach członkowskich na rzecz paneuropejskich, unijnych służb granicznych. Dlatego wstrzymałem się od głosu w tej kwestii.

4-133

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), por escrito. – Como há muito defendemos, consideramos que as áreas da Justiça e dos Assuntos Internos são competências centrais dos Estados, designadamente do Estado português. Por isso rejeitamos a sua progressiva transferência para as instituições supranacionais da UE, num processo que justifica cada novo "avanço" partindo do "avanço" anterior.

Tal é o caso da criação do denominado "Espaço de Schengen" e do seu acervo, que serve de catalizador para a comunitarização das políticas ou medidas ligadas ao controlo de fronteiras - de vistos, de asilo ou de imigração - ou de mecanismos ao nível policial e judicial.

Tanto mais quando esta "comunitarização" se faz num quadro em que as grandes potências da UE, concertando-se, asseguram no processo de decisão a possibilidade da defesa e da salvaguarda dos seus interesses, o que não acontece com Portugal.

Como temos afirmado, uma coisa é a necessária e indispensável cooperação internacional e europeia entre Estados soberanos e iguais em direitos relativamente a este conjunto de matérias, outra é a inaceitável entrega de componentes essenciais para a salvaguarda da soberania nacional e da democracia a instituições supranacionais dominadas pelas grandes potências da UE para a criação da "Europa fortaleza".

Dai o nosso voto.

4-134

Luca Romagnoli (NI), *per iscritto*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, voto contro questa relazione in quanto, come già altre volte ampiamente espresso, anche recentemente, durante i miei interventi all'interno di questa Aula sono fermamente contrario all'accordo di Schengen. Lo sono, ulteriormente, quando poi questo accordo diventa lo strumento per veicolare la circolazione di immigrazione clandestina e pericolosi movimenti da un capo all'altro dell'Unione.

Le frontiere di questi Paesi che si vuole far entrare a par parte dell'*acquis* di Schengen rappresentano un facile veicolo per delinquenti. L'incontrollata immigrazione da parte di soggetti provenienti dalla galassia della ex repubblica comunista sovietica e dal Medio Oriente beneficerebbe di un ulteriore strumento di ingresso. Senza considerare il grave disordine sociale che la libera circolazione dei cittadini per gli Stati dell'Unione indiscutibilmente causa all'Italia e agli altri paesi.

4-135

Lars Wohlin (PPE-DE), *skriftlig*. – Schengensamarbetet måste stå öppet för alla medlemsländer som vill ansluta sig och delta i samarbetet. Däremot är det oerhört viktigt att alla länder som deltar i samarbetet uppfyller alla krav redan vid inträdet eftersom samarbetet innebär en gemensam yttre gräns. Finns det brister i ett land har Sverige ingen möjlighet att kontrollera gränsskyddet. De granskningar som gjorts visar att det finns problem som måste åtgärdas och det rimliga skulle vara att avvakta med inträdet tills alla krav uppfyllts.

4-136

- Informe: Iles Braghetto (A6-0408/2007)

4-137

Jan Andersson, Göran Färm och Inger Segelström (PSE), *skriftlig*. – Undertecknade svenska socialdemokratiska ledamöter i Europaparlamentet vill i och med denna röstförklaring förtydliga hur vi röstat i ärendet (A6-0408/2007) Braghetto.

Vi tycker att det är väldigt viktigt att inrätta en återhämtningsplan för tonfisk. Tonfisken har sedan länge varit utrotningshotad efter ett allt för stort uttag av tonfisk. På sikt riskerar detta att skada hela ekosystemet i de aktuella fiskevattnen. Vi tycker dock att kommissionens resolution inte är fullt tillräckligt och röstade därför emot denna.

Vi röstade för utskottens ändringsförslag 4 och 6. Två ändringsförslag som innebär att två enligt oss tveksamma undantag för tonfiskfisket stryks.

Vi stödde också ändringsförslag 13 som hade inneburit att vi skulle anta en återhämtningsplan värd namnet. Förslaget gick betydligt längre än det ursprungliga förslaget, något som vi helt och fullt ställer oss bakom. Tillståndet för tonfiskebeståndet är fortfarande allvarligt låg och Europeiska unionen måste ta ett större ansvar för återhämtningen av tonfiskebeståndet.

4-138

Gérard Deprez (ALDE), *par écrit*. – Je souhaite expliciter mon vote sur le rapport relatif au plan de reconstitution des stocks de thon rouge dans l'océan Atlantique oriental et la Méditerranée.

Vu l'état réellement critique des stocks de thon rouge, l'Union, par la voie de ce règlement, réagit: réduction progressive des quotas de capture, limitation des périodes de pêche, ou encore renforcement des contrôles visant à empêcher la pêche illégale. Je soutiens ces propositions.

Un certain pessimisme m'habite cependant.

D'abord, parce que des scientifiques annoncent déjà que les dispositions de ce règlement sont insuffisantes pour assurer la reconstitution des stocks. Selon eux, il y aurait lieu de fixer des quotas allant bien au-delà des taux de capture annuels fixés par la CICTA (Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique). J'ai tendance à les croire, et j'ai donc apporté mon soutien à l'amendement 13 déposé par les Verts.

Ensuite, vu la présence en Méditerranée de flottes de pays tiers tels que la Libye, la Turquie, la Tunisie, le Japon ou la Chine, non membres de la CICTA, il est clair que le règlement à l'examen n'y produira ses effets que si ces pays adhèrent aux dispositions qu'il prévoit, ce qui n'est pas gagné.

4-139

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), *por escrito*. – O estabelecimento de um plano plurianual de recuperação do atum rabilho ao nível da UE é a tradução prática de uma das medidas adoptadas pela Comissão Internacional para a Conservação dos Tunídeos do Atlântico.

O plano prevê, entre outros aspectos, a redução progressiva do contingente de captura, períodos de imobilização da frota, o aumento dos tamanhos mínimos e um programa de observação a bordo dos navios e nos postos de aquacultura.

A recomendação adoptada prevê igualmente que durante os períodos de imobilização técnica temporária da frota sejam concedidas compensações financeiras aos pescadores. Tal compensação deverá ter como objectivo garantir a salvaguarda da frota e do emprego no sector.

Consideramos ainda importante a melhoria do controlo, actualizando periodicamente a quantidade capturada pelas diversas embarcações, de forma a evitar que as quotas atribuídas sejam ultrapassadas por alguns países em detrimento de outros, como acontece actualmente. Recorde-se que a pesca ao atum rabilho foi encerrada de Setembro a Dezembro porque se suspeitava que as quotas já tinham sido ultrapassadas por alguns países, como se veio a verificar.

Por fim, lamentamos que tenha sido rejeitada uma nossa proposta que sublinhava que a pequena pesca costeira e artesanal, além de empregar milhares de pessoas, permite uma exploração sustentável dos recursos haliêuticos.

4-140

David Martin (PSE), *in writing*. – I voted in favour of this proposal for a Council regulation, which sets out a plan for the recovery of bluefin tuna stocks in the Eastern Atlantic and the Mediterranean. Under the proposal, fishers will be compensated for losses caused by closed seasons and quota reductions designed to allow the stock to recover. It recommends no derogations on seasons or minimum sizes. Firm action is needed to make sure this fish stock is not depleted beyond repair.

4-141

- Risoluzione: L'interesse europeo (**B6-0435/2007**)

4-142

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), *por escrito*. – votámos contra esta resolução que retoma os aspectos essenciais das políticas neoliberais no plano comunitário e procura incentivar a sua aplicação no plano mundial.

É uma resolução que aceita a flexigurança como um conceito a desenvolver e a ser integrado nos Planos Nacionais de Reforma de cada Estado-Membro, que tenta branquear as reais implicações e objectivos inerentes à Estratégia de Lisboa e às suas orientações para as políticas económicas e de emprego, designadamente as liberalizações e privatizações que lhe andam associadas.

Não podemos aceitar uma resolução que saúda a intenção de desenvolver uma dimensão externa à Estratégia de Lisboa, designadamente a promoção da liberalização dos mercados à escala mundial, acentuando o seu carácter neoliberal e de ingerência face às orientações económicas de países terceiros.

Na comunicação da Comissão Europeia sobre a sua contribuição para a reunião de Outubro dos Chefes de Estado e de Governo é afirmado que o relançamento da Estratégia de Lisboa para o crescimento e emprego foi coroado de êxito, mas dever-se-ia acrescentar "para os grandes grupos económicos e financeiros nacionais e internacionais" que têm visto os seus lucros crescer exponencialmente, ao contrário dos trabalhadores confrontados com reduções dos seus direitos.

4-143

Timothy Kirkhope (PPE-DE), *in writing*. – I and my British Conservative colleagues believe firmly in the Member States of the European Union pursuing policies that will enhance Europe's competitive position in the globalised economy. We believe that Europe should pursue the Lisbon Agenda vigorously by securing a deal in the world trade talks, pushing for further deregulation to free industry and business to compete in world markets, driving forward liberalisation in the internal market, implementing effectively the Services Directive and adhering to a sound competition policy. All of this must be underpinned by an unshakeable commitment to free trade and open markets. Some of these elements are present in this motion and we welcome that.

Sadly, however, we believe that overall this joint motion is a huge missed opportunity. It should have set down the basic principles of an EU approach to globalisation as outlined above, but does not do so. There are elements in this motion which would take Europe in a direction which would undermine the ability of the EU to compete successfully in the globalised economy.

4-144

Marie-Noëlle Lienemann (PSE), *par écrit*. – Cette résolution aurait dû être l'occasion d'affirmer quelques urgences et de préciser ce que le Parlement européen attend concrètement des institutions de l'Union européenne pour assurer une relance de la croissance, un progrès social partagé dans nos 27 pays, ainsi que le développement des PVD.

Rien de tout cela, et l'éternelle ritournelle sur la mondialisation heureuse! Rien sur un contrepoids démocratique à la BCE imposant une politique monétaire favorable à l'industrie et à l'emploi. Rien sur une stratégie pour contrecarrer la perméabilité de l'UE aux *hedge funds* et aux fonds souverains. Rien sur la préférence communautaire et l'imposition stricte de normes sociales (BIT) ou environnementales. Rien sur l'aide au développement indispensable pour le co-développement!

Comment s'étonner de la faible croissance de l'Europe, des problèmes sociaux et de la défiance des peuples!

4-145

David Martin (PSE), *in writing*. – I voted for this composite resolution which responded to the Commission paper 'The European interest: succeeding in the age of globalisation'. The resolution highlights a number of ways the Union can take advantage of the opportunities globalisation allows: promoting a level playing field in competition and trade issues; improving EU policymaking so it is more joined up; and emphasising the need for the social dimension of the EU to be reinforced.

4-146

Peter Skinner (PSE), *in writing*. – I welcome this resolution which draws attention to a series of interrelated issues – social rights through to financial regulations and the impact of how, as a result of expanding markets, the citizen can make sense of them. There is a balance to be had between liberal market conditions and issues of the needs of developing countries and it is absolutely necessary that we continue to debate this issue time and time again.

4-147

Bart Staes (Verts/ALE), *schriftelijk*. – Europa zal er niet in slagen de toenemende armoede en de opwarming van de aarde – dé grote uitdagingen van de globalisering – tegen te gaan, als ze voortdurend de liberalisering voorop stelt. Het is net de vrijhandel die deze problemen creëert. De globalisering wekt de illusie dat het algemene welvaartspeil in de wereld stilaan verhoogt, maar tegelijk stel ik vast dat de kloof tussen arm en rijk in de lidstaten gestaag groeit. Liberalisering is bovendien de oorzaak van de grote milieuramp waar we naartoe gaan, als niet gauw doortastende en afdwingbare maatregelen worden genomen tegen de opwarming van de aarde.

Het is onverantwoord crimineel geen krachtadiger beleid op dit gebied te voeren. Investeren in een energie-efficiënte economie en tewerkstelling in die richting creëren is nochtans een beloftevol verhaal. Het principe van 'de vervuiler betaalt' wordt te veel genegeerd. Als groen parlementslid mis ik deze insteek.

Als Europa een eengemaakte markt wil zijn waar mensen, goederen, diensten en kapitaal zich vrij verplaatsen, dan mag Europa ook wel hoge sociale en milieunormen bepalen die bescherming bieden en een voorbeeld zijn voor de rest van de wereld.

De voorgestelde tekst blijft vaag en oppervlakkig en typeert eens te meer het beleid van de Commissie.

4-148

- Risoluzione: Applicazione della direttiva 2004/38/CE (B6-0462/2007)

4-149

Mario Borghezio (UEN). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, sarebbe veramente ipocrita se l'Aula, dopo aver votato a stragrande maggioranza l'emendamento orale dell'onorevole Angelilli, che ricorda e porta le condoglianze e la solidarietà del Parlamento europeo alla famiglia, – ricordo – di una vittima così, direi, immotivata, così grave dei fenomeni di criminalità avvenuta nel nostro Paese, poi non prendesse una posizione chiara per prevenire questi atti, questa vera e propria mattanza di persone oneste che avviene a causa della mancanza di controlli.

Nessuno vuole, ospita nel nostro paese, in Italia, sentimenti di xenofobia, specialmente verso gli appartenenti a un popolo come quello rumeno che, come ci ricordava un'editoriale del quotidiano *L'Avvenire*, ci ha dato uomini di cultura come Mircea Eliade, come Ionesco, come Cioran. Una grande civiltà che noi sentiamo vicina e che ci è cugina. Altro è la questione dell'invasione di criminali e in particolare l'emergenza Rom, nei cui confronti ci vuole un'azione di prevenzione e di controllo alle frontiere, adottando i rilievi fotodattiloscopici, impronte digitali per prevenire e per sapere chi entra nel nostro paese con quali intenzioni se possibile e per, soprattutto, stabilire una data certa.

Perché se non vogliamo fare delle *grida manzoniane* in Europa, quando diciamo che dopo i tre mesi si devono fare i controlli, bisogna sapere la data certa dell'entrata e questo, come ha ammesso nell'Aula della Camera dei deputati il ministro Amato, oggi non si fa.

4-150

Robert Evans (PSE). – Mr President, I voted in favour of this resolution because I recognise that the free movement of persons is a fundamental principle of the European Union and one which must be respected and defended by all Member States.

Furthermore, I think we are right to emphasise yet again that the EU was actually founded on measures to combat all forms of racism and xenophobia and indeed all forms of discrimination. Equally, we should all in this House recognise that the Roma people of Europe are perhaps the most discriminated against, in some countries to totally unacceptable levels. We should understand that the assimilation, social integration and protection of the Roma minority are objectives that this European Union has yet to achieve. I think that this is an aim that we should all work for, along with the spirit of free movement.

4-151

Carlo Fatuzzo (PPE-DE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, ho votato contro la risoluzione sulla libera circolazione nell'Unione europea presentata dai gruppi di centrosinistra – spiegherò subito il perché – dopo avere dichiarato che sono assolutamente e totalmente favorevole alla proposta dell'onorevole Mario Mantovani di bloccare per tre anni l'ingresso di extracomunitari, ripeto di extracomunitari, nell'Unione europea e quindi anche in Italia, e per quanto riguarda i comunitari sono favorevolissimo al diritto di libera circolazione di lavoratori, cittadini, turisti purché non sia un permesso di licenza di uccidere.

Non è possibile che, come è avvenuto negli ultimi giorni in Italia, una signora di 45 anni è deceduta mentre ritornava a casa dopo il lavoro e un medico a pochi giorni dalla pensione sia stato ucciso nel corso di un tentativo di furto nella sua casa a Milano. Questa non è libera circolazione!

4-152

Marian-Jean Marinescu (PPE-DE). – Am votat în favoarea rezoluției referitoare la libertatea de mișcare depusă de Grupurile PSE, ALDE, Verts și GUE/NGL, deși atinge doar parțial scopul pentru care eu cred că trebuia elaborată această rezoluție.

Consider că textul rezoluției trebuia să constituie un suport și mai clar al cetățenilor europeni rezidenți în alte state decât statul de origine, implicit al cetățenilor români rezidenți în Italia și care respectă legile italiene.

Textul votat nu condamnă atitudinile xenofobe față de cetățenii români și nu face referire la amplificarea tensiunii între comunitatea română din Italia și poporul italian, determinată și de aplicarea improprie a decretului Consiliului de Miniștri italian și de declarațiile unor politicieni italieni.

De asemenea, consider că, așa cum este menționat în rezoluția comună PPE-DE și UEN, aplicarea eficientă a dispozițiilor legale de către autoritățile italiene ar fi putut preveni această situație.

Cer atât Comisiei Europene, cât și autorităților italiene, să ia în considerare și prevederile rezoluției comune a Grupurilor PPE-DE și UEN, necuprinse în textul adoptat astăzi.

4-153

Frank Vanhecke (NI). – Voorzitter, het wordt eigenlijk zotter en zotter. Nu acht dit Parlement het met een meerderheid zowaar nodig om het Italiaanse volk en de Italiaanse regering eigenlijk te beschuldigen van xenofobie. Daarenboven wordt in de resolutie gesteld dat de aanpak door de Italiaanse regering van het probleem met de criminaliteit van massaal aanwezige Roemeense zigeuners heeft bijgedragen tot het oplopen van spanningen. Italië heeft het dus eigenlijk allemaal aan zichzelf te wijten en had maar moeten deelnemen aan de programma's van het Europees Sociaal Fonds ter integratie van Roma-mensen.

Laat me hier toch duidelijk zeggen dat het Italiaanse volk en de Italiaanse regering het recht hebben om zichzelf te verdedigen en dat wat gebeurt is, vooral aantoont dat de richtlijn onaangepast is en dat de uitzetting vergemakkelijkt moet worden van criminelen – ik leg daar de nadruk op –, niet van brave mensen die werken om in hun kosten te voorzien, maar uitzettingen van criminelen moeten vergemakkelijkt worden, in plaats van bemoeilijkt.

4-154

David Martin (PSE), in writing. - I voted in favour of this joint resolution, which notes that the right of free movement is a fundamental one accorded to all EU citizens. Member States have an obligation to look after the citizens of other Member States living in their territories, and to ensure dignity and respect for the rights of all citizens of the Union, no matter where they are living.

4-155

Luca Romagnoli (NI), per iscritto. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, sono fermamente contrario a queste proposte di risoluzione e voglio esprimere fermamente il mio parere contrario. Il tutto è nato da un provvedimento del governo italiano, tuttavia tardivo e poco risolutore, che si è accorto della situazione di emergenza in Italia, purtroppo solo dopo terribili episodi di cronaca che hanno visto come responsabili cittadini dell'Unione.

Le disposizioni della direttiva 2004/38/CE sono chiare, quando stabiliscono che "Ciascun cittadino dell'UE ha diritto di soggiornare [...] nel territorio di uno Stato membro a condizione [...] di disporre, per se stesso e per i propri familiari, di risorse economiche sufficienti, affinché non divenga un onere a carico dell'assistenza sociale dello Stato membro ospitante".

Tali proposte di risoluzione, pertanto, mi sembrano inutili e pretestuose. I trattati impongono la libera circolazione dei cittadini all'interno dell'UE e nessuno vuole fare discriminazioni in base allo Stato di provenienza. Tuttavia nel momento in cui cittadini dell'Unione commettono gravissimi ed esecrabili episodi di violenza in un altro Stato o non possono dimostrare il motivo del loro soggiorno, come stabilisce la direttiva, è nell'interesse dell'intera Unione che vengano rispediti nel loro Paese di origine.

4-156

Silvia-Adriana Țicău (PSE), *în scris*. – Am votat pentru rezoluția inițiată de PSE împreună cu alte grupuri politice privind libera circulație, deoarece consider că este extrem de important ca prin situația creată în Italia să nu se creeze un precedent periculos punând sub semnul întrebării însăși respectarea principiilor fundamentale ale Uniunii Europene.

Am considerat că această situație trebuie rezolvată de urgență pentru a nu permite ca cetățenii Uniunii Europene să fie discriminați, indiferent de naționalitatea lor.

Măsurile propuse de rezoluție vor proteja toți cetățenii europeni de abuzuri. UE are nevoie de toți cetățenii săi, iar românii trebuie să simtă solidaritatea popoarelor europene pentru că sunt mii de români care muncesc în străinătate și sunt apreciați pentru hărnicie, cinste și corectitudine.

Carta Uniunii care va fi anexată Tratatului de Reformă enumeră drepturile fundamentale ale cetățenilor europeni: demnitate, libertate, egalitate, solidaritate, cetățenie, justiție. UE garantează democrația, statul de drept, drepturile omului, precum și protecția minorităților. În acest context, măsurile propuse de rezoluție vor ajuta și la o mai bună integrare a comunității rome.

4-157

- Risoluzione: Applicazione delle disposizioni dell'acquis di Schengen (B6-0448/2007)

4-158

Zita Pleštinská (PPE-DE). – Podobne ako navrhovatelia uznesenia, dovoľte aj mne vysloviť uznanie a poďakovanie portugalskej vláde za predloženie návrhu o dočasnom technickom riešení Schengenského informačného systému „one 4 all“, ktoré novým členským štátom umožní pripojiť sa do Schengenského informačného systému už v roku 2007 predtým, ako Komisia zavedie nový Schengenský informačný systém II.

Vďaka patrí aj novým členským štátom, ktoré vstupujú do schengenského priestoru za ich úsilie, ktoré vynaložili pre splnenie všetkých schengenských požiadaviek v tak krátkom čase. Rozšírenie schengenského priestoru po 21. decembri 2007 o novú deviatku je zaslúženým výsledkom aj našich poslaneckých aktivít zacielených na dodržiavanie pôvodne plánovaného termínu, ktoré sme podnikli na pôde Európskeho parlamentu. Z tohto dôvodu som hlasovala za tento návrh uznesenia.

4-159

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), *por escrito*. – O nosso voto negativo desta resolução prende-se com a nossa posição de princípio face à comunitarização da Justiça e dos Assuntos Internos, área que integra o núcleo central da soberania dos Estados. Comunitarização da Justiça e dos Assuntos Internos que, com o Tratado dito "Reformador" se procura transformar em política comum.

Comunitarização - ou seja, perda de soberania nacional - tanto mais grave quando se promove num contexto caracterizado por políticas e medidas comunitárias que secundarizam perigosamente os direitos, as liberdades e as garantias dos cidadãos que constituem avanços civilizacionais e conquistas democráticas fundamentais.

Veja-se a política restritiva de asilo e as crescentes dificuldades com que se confrontam os requerentes de asilo para verem assegurados os seus direitos e garantias. Veja-se a política de imigração com o seu cariz securitário, a sua criminalização dos imigrantes não regularizados, os seus desumanos "centros de detenção" e medidas de repatriamento, o seu carácter discriminatório, explorador e depredador de recursos humanos de países terceiros. Veja-se a crescente criação do instrumento de informação e de armazenamento de dados cada vez mais vastos - incluindo os dados biométricos - ao qual têm acesso um conjunto de entidades mais amplo, incluindo de países terceiros, de que é exemplo o acesso aos dados de passageiros aéreos por parte de entidades dos EUA.

4-160

- Risoluzione: Situazione in Pakistan (B6-0472/2007)

4-161

Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM), *skriftlig*. – Det aktuella politiska klimatet i Pakistan är förvisso kritiskt, sedan presidenten utlyst undantagstillstånd och tydliga brott mot mänskliga rättigheter begåtts, genom frihetsberövande, våld mot fredliga demonstranter och tystade media. Detta är vi bestämt emot, men vi vänder oss också mot att EU-parlamentet genom denna resolution gör ännu ett försök att låta EU ta över de självständiga medlemsländernas utrikespolitik.

FN är det enda organ som har kompetens och befogenhet att å medlemmarnas vägnar använda påtryckningar i det globala samfundet. Det är mycket angeläget att återupprätta stabilitet och fred och återställa respekt för de mänskliga rättigheterna i Pakistan, men detta är inte en uppgift som EU skall ta ifrån medlemsländerna.

4-162

Peter Skinner (PSE), *in writing*. – I agree the state of emergency declared (de facto martial law) should be ended and the state of civil law reimplemented with immediate effect and voted for this.

For many of us who are observers of Pakistani politics, it is depressing to see how badly affected the Pakistani communities without our constituencies feel.

A return to a democratic procedure is essential for credibility and the due process of Pakistani politics.

4-163

- Risoluzione: Conferenza di Bali sul cambiamento climatico (B6-0432/2007)

4-164

Eija-Riitta Korhola (PPE-DE). – Arvoisa puhemies, ryhmämme piti tarkistusta ydinvoiman roolin tunnustamisesta ilmastokokouksen julkilausumassamme olennaisena osana tätä päätöslauselmaa. Siksi ilmaisimme tyytyväisyytemme siitä, että parlamentti totesi tämän hyväksymällä tarkistuksen 7. Emme ole kannassamme yksin. YK:n ilmastopaneeli IPCC totesi niin ikään ydinvoiman merkittävän roolin vähäpäästöisenä energiamuotona. Ja on ehkä syytä muistuttaa, että tämä talo teki historiallisen päätöksen Reulin mietinnön yhteydessä äänin 509 puolesta. Euroopan parlamentti tunnusti ydinenergian tällä hetkellä EU:n merkittävimmäksi hiilidioksidipäästöiltään vähäiseksi energialähteeksi ja korosti samoin sen roolia ilmastomuutoksen torjunnan kannalta.

Sen sijaan ryhmämme ei kannattanut päätöslauselman 25 kohtaa, koska se mielestämme tarpeettomasti liitti tai rinnasti rauhanomaisen ydinvoiman ydinaseiden leviämiseen ja terrorismin uhkaan. Meidän on muistettava, että ilmakehällä ei ole moraalisia sensoreita. Se ei vierasta yhtä energiamuotoa tai sympatiseeraa toista energiamuotoa ideologisista syistä. Vain päästöttömyydellä on merkitystä, ja nyt päästöt eivät ole tervetulleita. Joka tapauksessa ilmaisen tyytyväisyytemme siitä, että tämä talo antoi selkeän viestin ilmastomuutostokousta varten ja tunnusti ilmastomuutoksen uhkan vakavuuden.

4-165

Karin Scheele (PSE). – Herr Präsident! Meine Delegation, die österreichischen Sozialdemokraten, haben sich bei dem Bericht über die Bali-Konferenz der Stimme enthalten, genau aus dem Grund, den auch Frau Korhola angesprochen hat. Wir unterstützen die anderen politischen Botschaften dieses Berichts. Der Bericht ist sehr gut. Meine Delegation kann es nicht unterstützen, das Signal zu senden, dass Kernkraft ein wesentliches Element in der Bekämpfung des Klimawandels ist. Ich meine auch, dass es den Ländern und den Kontinenten selbst überlassen bleiben sollte, welche Strategie sie fahren.

Ich möchte noch einmal die Unterstützung für alle Elemente dieses Berichts durch meine Delegation unterstreichen, auch dass Kernkraftprojekte vom *clean development mechanism* ausgeschlossen sind. Aber dieses politische Signal der Kernkraft wollten wir nicht mittragen. Deswegen haben wir uns der Stimme enthalten. Um zu zeigen, dass wir mit den anderen Teilen des insgesamt guten Berichts einverstanden sind, haben wir nicht dagegen gestimmt.

4-165-500

Bairbre de Brún, Jens Holm and Eva-Britt Svensson (GUE/NGL), *in writing*. – We support the resolution dealing with the upcoming Bali conference. The resolution expresses several important points. Among other things it clarifies the significant amount of emissions which are emitted from the livestock sector. It also emphasises the importance of relevant support to developing countries in their prevention and mitigation work to limit the negative effects of climate change. However, we do not support the proposal that nuclear energy should be seen as a tool which is necessary to prevent climate change.

4-166

Edite Estrela (PSE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a proposta de resolução do Parlamento Europeu sobre a limitação das alterações climáticas globais a 2º Celsius - trajetória até 2020 e para além desta data (COP 13 e COP/MOP3). Tendo em conta que as alterações climáticas constituem um dos maiores desafios das sociedades actuais, considero fundamental que a União Europeia reitere o seu papel de liderança na Conferência de Bali e que um futuro acordo global sobre o clima, após 2012, seja alcançado.

4-167

Elisa Ferreira (PSE), *por escrito*. – A alteração 7 rompe todo o espírito de compromisso que presidiu à negociação do texto final. O facto de ter sido aprovada introduz uma alteração fundamental num texto que deveria preservar um largo consenso parlamentar relativamente aos desafios de Bali.

Assim, no espírito desse objectivo global e embora, enquanto relatora-sombra, tenha transmitido indicação de voto positivo ao Partido Socialista, a título individual vi-me forçada a abster-me na votação final, em protesto contra dois aspectos: a introdução no texto da referida alteração 7, que apoia a energia nuclear; a rejeição do método empregue pelo PPE face ao espírito de compromisso que presidiu à negociação do texto.

4-168

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), *por escrito*. – É um facto que se estão a constatar alterações climáticas não naturais, resultantes de muitos factores, mas, particularmente, do carácter predador das políticas neoliberais, muito marcadas e aceleradas, a exigir medidas eficazes de ajustamento das sociedades humanas a novas condições de vida.

As alterações climáticas previstas em diversos cenários cientificamente credíveis e fundamentados poderão não ser lentas e progressivas, dependendo das medidas que entretanto forem tomadas.

Por isso, é urgente aprofundar medidas no plano global e de uma forma transversal para evitar problemas mais graves no futuro e, mesmo, o multiplicar de tragédias humanas e ambientais.

Mas também insistimos que é necessária uma ruptura com as políticas neoliberais, no plano europeu e mundial, sem o que as grandes potências e as multinacionais continuarão a impor os seus interesses lucrativos, quer na exploração dos recursos naturais, quer no comércio internacional, incluindo de emissões de gases com efeito estufa, o que terá efeitos muito negativos para o desenvolvimento humano equilibrado.

4-169

Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM), *skriftlig*. – Miljöproblem är gränsöverskridande och därför utgör FN:s klimatkonferenser en viktig diplomatisk arena för förändringar på global nivå. I den aktuella resolutionen vill EU samla medlemsländerna under gemensam fana för att driva konferensförhandlingarna i vad EU anser vara den rätta riktningen.

Att stävja klimatförändringar är ett gott mål om något, men det är beklagligt att global miljöpolitik i EU:s händer trampar över i gränslandet till utrikespolitik, samtidigt som man dikterar för tredjeländer såväl som för medlemsländer hur deras nationella klimatpolitik bör se ut. Junilistan anser att varje land ska ha en egen röst vid klimatkonferensen och vi har därmed valt att rösta nej till denna resolution.

4-170

David Martin (PSE), *in writing*. – I voted for this resolution from the Climate Change Committee setting out the EU's proposed negotiating position for the start of talks on the future of global climate change cooperation post-2012. It sets out a sound and progressive EU position to drive reductions in global greenhouse gas emissions, taking note of the social impact of climate change, the EU's desired intention to restrict global warming to 2°C or less, and the vital need for global buy-in to the system.

4-171

Mairead McGuinness (PPE-DE), *in writing*. – On behalf of the Fine Gael Delegation (EPP-ED): Fine Gael Members voted in favour of this motion for a resolution, as we believe it is important to have the European Parliament's view on climate change stated in advance of the Bali Conference. However, we voted against Amendment 7, as we are traditionally opposed to nuclear power.

4-172

Peter Skinner (PSE), *in writing*. – I would like to thank the rapporteurs on this issue which brings into focus the issues surrounding one of the most important problems of our time.

Caps on emissions with targets to reductions alongside alternative non-carbon based energy production are not accepted by some jurisdictions in the way the EU has agreed. But this Conference can go a long way to unite and coordinate international action.

4-173

Silvia-Adriana Țicău (PSE), *în scris*. – Rezoluția privind limitarea schimbărilor climatice la 2 grade Celsius este un document extrem de important pentru viitorul nostru al tuturor și, de aceea, am votat pentru adoptarea sa.

Schimbările climatice reprezintă o provocare majoră ce are consecințe catastrofale asupra mediului și asupra comunităților umane.

Avem de a face cu o problemă căreia trebuie să ne adresăm cu măsuri pe termen scurt, mediu și lung. Schimbările climatice au deja efecte dezastruoase asupra agriculturii, asupra sistemelor hidrologice, pădurilor, faunei și florei. Țări precum Grecia, România, Bulgaria, Spania și Portugalia s-au confruntat cu perioade de secetă, dar și cu inundații.

UE trebuie să-și reafirme rolul de conducător în privința reducerii schimbărilor climatice. Este nevoie ca mecanismele financiare disponibile pentru protecția resurselor de apă, pentru evitarea despăduririlor, pentru promovarea tehnologiilor nepoluante să fie mărite și accesate de statele membre.

Trebuie să lăsăm libertatea fiecărui stat membru să își definească propriul mix energetic pentru a-și asigura resursele energetice. În același timp, statele membre care produc energie nucleară trebuie să asigure securitatea acestor instalații și, mai ales, o gestionare corespunzătoare a deșeurilor. Fondurile de cercetare care să conducă la diminuarea cantității de deșeuri și la o securitate sporită a instalațiilor sunt necesare.

4-174

- Informe: Raimon Obiols i Germà, Charles Tannock (A6-0414/2007)

4-175

Frank Vanhecke (NI). – Voorzitter, ik wil zeker geen afbreuk doen aan het zeer degelijke werk van onze beide collega's rapporteurs van dit verslag over het Europees nabuurschapsbeleid, maar ik wil toch vaststellen dat dit verslag een hiaat vertoont, doordat erin is nagelaten te wijzen op de immense uitdaging van de immigratie uit het zuiden, waarbij naar mijn mening ook de Noord-Afrikaanse landen zelf een enorme verantwoordelijkheid dragen.

Ik had in dit verslag graag een pleidooi gezien voor een gezamenlijk beleid van de landen van de Europese Unie met de landen van Noord-Afrika ter bestrijding van illegale immigratie, waarbij de Noord-Afrikaanse landen zelf ten volle voor hun verantwoordelijkheid zouden worden geplaatst en goede nabuurschapsbetrekkingen en financiële en materiële steun vanuit de Europese landen afhankelijk zouden worden gemaakt van een goodwill, van een gezamenlijke aanpak van deze enorme uitdaging.

Dit ontbreekt in dit verslag. Het is volgens mij fundamenteel en daarom heb ik mij onthouden.

4-176

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), por escrito. – Na sequência da decisão de dar novos e significativos passos na integração capitalista europeia - nomeadamente ao nível do denominado "papel da UE no mundo" -, que têm tradução no projecto "constitucional" em marcha - agora ressuscitado no Tratado "Reformador" -, e nas actuais políticas da UE, a maioria do PE aprova um relatório - de leitura obrigatória... - sobre "o reforço da Política Europeia de Vizinhança" (PEV) da UE.

Se dúvidas existem quanto aos reais propósitos e ambições da UE relativamente à PEV facilmente serão clarificadas pela leitura deste relatório. Trata-se de um autêntico programa de ingerência e de domínio em toda a área do Mediterrâneo, Médio Oriente, Ásia Central e Europa de Leste. Um programa que aponta como objectivos: "estimular o empenho dos governos dos países parceiros da PEV em reformas políticas e económicas"; a sua assimilação das "políticas comuns" da UE; o seu "alinhamento com a política externa da UE"; e o "estabelecimento de uma zona de comércio livre".

O relatório defende ainda "mais acções conjuntas entre a UE e os EUA" para "a promoção da democracia, a melhoria da segurança energética e o reforço da segurança regional na vizinhança da UE", ponto tão elucidativo que foi mitigado na votação em plenária.

Mas o melhor será lê-lo...

4-177

Janusz Lewandowski (PPE-DE), na piśmie. – Polityka sąsiedztwa nabiera nowego znaczenia w dobie, gdy dalsze rozszerzanie Unii Europejskiej wychodzi z mody. Ma ona inny charakter w obszarze Morza Śródziemnego aniżeli w rejonie Europy Wschodniej, gdzie wiele krajów wyzwolonych z sowieckiej strefy wpływów otwarcie deklaruje chęć przystąpienia do europejskiej wspólnoty. W tym przypadku, co dobrze rozumieją Polacy, Węgrzy czy Litwini, wszelkie zastępcze formy współpracy nie zadowalają ambicji narodowych. Mają też mniejszy wpływ na pożądaną kierunek ewolucji politycznej i gospodarczej w tych krajach. W mniejszym stopniu motywują do umacniania procedur demokratycznego państwa prawa i rynkowych zasad ekonomii oraz autentycznego poszanowania praw obywatelskich.

Patrząc z perspektywy kraju granicznego Unii Europejskiej, jakim jest Polska, uzasadniona wydaje się maksymalna otwartość na aspiracje krajów położonych za naszą wschodnią granicą. Ma to oczywisty związek z tworzeniem strefy stabilizacji wokół Unii Europejskiej i ograniczeniem pola działania demagogii, o którą łatwo w młodych demokracjach.

Uzasadniony jest także wysiłek budżetowy, oparty o nowy instrument ENPI (zastępujący programy TACIS i MEDA), wspomagający pożądaną procesy w naszym otoczeniu. Jak dotąd, obszar Europy Wschodniej był słabiej dofinansowany, aniżeli obszar śródziemnomorski. Im większa Unia Europejska, tym większa nasza odpowiedzialność za Stary Kontynent.

4-178

Αθανάσιος Παφίλης (GUE/NGL), γραπτώς. – Η Έκθεση για την Ευρωπαϊκή Πολιτική Γειτονίας της ΕΕ συνοψίζει τις μορφές και μεθόδους των ιμπεριαλιστικών επεμβάσεων στις γειτονικές χώρες. Εντάσσεται στη συνολική ιμπεριαλιστική στρατηγική της Ε.Ε. σ' ολόκληρο τον κόσμο. Η Έκθεση χρησιμοποιεί, όπως συνήθως, τις "δημοκρατικές μεταρρυθμίσεις και τον "εκδημοκρατισμό" στις γειτονικές χώρες, ως το καταλληλότερο πρόσχημα για την άσκηση εκβιασμών και πιέσεων στις κυβερνήσεις που δεν ευθυγραμμίζονται με την πολιτική της, για τη στήριξη και χρηματοδότηση της δράσης των ποικιλώνυμων "οργανώσεων της κοινωνίας των πολιτών", ώστε να αναπτύξουν τον υπονομευτικό ρόλο τους στο εσωτερικό των χωρών αυτών και να προωθούν τα επεμβατικά σχέδια της Ε.Ε.

Το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο καλεί τις γειτονικές χώρες να συμβάλλουν στην αντιμεταναστευτική πολιτική της Ε.Ε., με ένταση των κατασταλτικών μέσων σε βάρος των μεταναστών. Να συνεργαστούν στενά με όλους τους κατασταλτικούς μηχανισμούς της (Ευρωαστυνομία, Οργανισμός Φύλαξης Εξωτερικών Συνόρων -FRONTEX-) εντάσσοντάς τους στους σχεδιασμούς της Ε.Ε. για τον περιορισμό των δημοκρατικών ελευθεριών, το χτύπημα των λαϊκών κινημάτων, με το

πρόσχημα της καταπολέμησης της τρομοκρατίας. Καλεί απροκάλυπτα σε "κοινές δράσεις με τις ΗΠΑ για την προαγωγή κοινών στόχων", δηλαδή τις κοινές ιμπεριαλιστικές επεμβάσεις και το μοίρασμα της λείας.

Συμφέρον των λαών είναι να αντιταχθούν και να ανατρέψουν τους ιμπεριαλιστικούς σχεδιασμούς ΕΕ και ΗΠΑ στην περιοχή, να δυναμώσουν την πάλη τους για την εθνική τους ανεξαρτησία και τη λαϊκή κυριαρχία.

4-179

Pierre Schapira (PSE), par écrit. – Le renforcement de la politique européenne de voisinage (PEV), tel que détaillé dans ce rapport, doit passer par un approfondissement de la coopération entre les deux rives de la Méditerranée, via un dialogue accru entre les États, les autorités locales et les représentants de la société civile. Il est également indispensable de rappeler que la PEV doit respecter l'orientation fixée par la politique de développement de l'Union européenne. En effet, la quasi-totalité des pays du sud et de l'est de la Méditerranée sont des pays en développement selon la liste officielle établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE. À ce titre, la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement doit être une priorité de l'action de l'Union dans la région.

4-180

- Informe: Zbigniew Zaleski (A6-0396/2007)

4-181

Miroslav Mikolášik (PPE-DE). – Som za prehlbenie vzťahov s Ukrajinou a podporujem ďalší štruktúrovaný dialóg s týmto našim bezprostredným východným susedom.

Ukrajina prejavila v ostatných voľbách veľkú rozhodnosť k demokratickým zmenám. Rozhodla sa pokračovať v takej koalícii, ktorá je jasne proeurópska, moderná a progresívna. Navyše Ukrajina, a to si treba uvedomiť, je obrovská krajina so zaujímavým ekonomickým potenciálom a tiež serióznym partnerom v ekonomických vzťahoch. Je načase uzatvoriť s Ukrajinou zmluvu o ekonomickej spolupráci, o zóne voľného obchodu. Musíme reflektovať skutočnosť, že Ukrajina vstúpi do Svetovej obchodnej organizácie WTO.

Jednoznačne chcem podporiť zabezpečenie spoľahlivých tranzitných energetických systémov medzi Ukrajinou a EÚ. Veľmi sa prihovám nielen za spoluprácu v oblasti poľnohospodárstva a životného prostredia, avšak najväčší dôraz chcem položiť na spoluprácu v oblasti vedy a vzdelávania, ako aj posilnenia rozmeru znalostnej ekonomiky.

4-182

Zita Pleštinská (PPE-DE). – Ukrajina je strategicky významným susedom Európskej únie a tvorí prirodzený most spájajúci Európsku úniu s Ruskom a strednou Áziou. Je to veľká krajina, ktorá oranžovou revolúciou naštartovala svoju cestu k demokracii a stala sa kľúčovým partnerom Európskej únie v politike susedstva.

S Ukrajinou musíme lepšie spolupracovať ako doteraz a všetko urobiť preto, aby sme diplomaticky a politicky podporili vstup Ukrajiny do WTO. Rokovania o zóne voľného obchodu by sa mali začať čo najskôr, aby bolo možné v krátkom čase uzatvoriť ambicióznú dohodu. Všetci si uvedomujeme zložitosť situácie na Ukrajine, ktorá je veľmi mladou a krehkou demokraciou. Dnes sa táto krajina nachádza pred strategickým rozhodnutím pre Rusko alebo pre Európsku úniu?

Preto vyvážená kvalitná správa spravodajcu Zbigniewa Zaleskeho prichádza v čase, keď Ukrajina potrebuje dostať jasnú európsku perspektívu. Víťam túto správu a vyjadrila som jej v hlasovaní svoju jednoznačnú podporu. Verím, že po uskutočnených predčasných parlamentných voľbách sa podarí vytvoriť takú vládu, ktorá ešte viac priblíži Ukrajinu do nášho spoločného európskeho domu.

4-183

Czesław Adam Siekierski (PPE-DE). – Panie Przewodniczący! Intencją Unii Europejskiej powinno być budowanie silniejszych i coraz bliższych relacji z Ukrainą. Przyjęte właśnie sprawozdanie posła Zaleskiego zawiera wiele wskazówek, jak to zrealizować.

Ukraina powinna być naszym strategicznym partnerem. Nie tylko ze względu na swoje szczególne położenie geograficzne i wielkość, ale zwłaszcza na rolę, jaką pełni w regionie w stosunkach z Rosją i państwami Azji Środkowej. W interesie Unii leży zatem dalsze wzmocnienie i rozwój więzi gospodarczych i politycznych z tym krajem.

Wszyscy mamy świadomość, jak wiele jeszcze pracy czeka społeczeństwo ukraińskie w drodze do osiągnięcia zachodnich standardów w gospodarce, poziomie życia i sprawach socjalnych oraz umocnieniu systemu demokratycznego w państwie. Unia powinna udzielić pomocy w realizacji tych celów, między innymi poprzez zawarcie umowy o wolnym handlu z Ukrainą i wspieranie jej przystąpienia do WTO. Przyczyni się to do umocnienia gospodarki rynkowej, demokracji i państwa obywatelskiego, co przybliży do członkostwa w Unii.

Zbliżenie Unii i Ukrainy jest procesem długim, niełatwym, przebiegającym ponadto na wielu płaszczyznach, ale jest procesem koniecznym. Aby doszło do tego zbliżenia, Ukraina musi kontynuować rozpoczęte reformy gospodarcze i

społeczne, utrzymać swój proeuropejski kierunek polityki, umacniać demokrację. Unia zaś ze swej strony musi wysłać wyraźny sygnał o perspektywie członkostwa Ukrainy w Unii.

4-184

Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM), *skriftlig*. – Junilistan är varmt för ökad handel samt fördjupade ekonomiska relationer med Ukraina. En sådan utveckling skulle gynna båda aktörerna på både kort och lång sikt. Dock så går det att skönja att det bakomliggande syftet med detta betänkande inte enbart är att utveckla de ekonomiska relationerna utan även att bedriva utrikespolitik från EU:s sida. Tönen i betänkandet är påtagligt befallande och de förslag till samarbete som ges framställs nästan uteslutande enbart på EU:s villkor och med EU:s egna intressen i förgrunden. Därför har Junilistan valt att rösta emot detta betänkande.

4-185

David Martin (PSE), *in writing*. – I voted in favour of this report, for which I was the Socialist Group shadow. It notes the areas where the EU and Ukraine should strengthen their relationship, discusses a free trade area with the Ukraine, energy supplies, and relations with Russia. I would like to see a stronger and deeper relationship between the EU and the Ukraine, and trade and economic relations are a vital part of that.

4-186

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), *por escrito*. – As relações da UE com a Ucrânia enquadram-se na Política Europeia de Vizinhança que, como sublinha o relatório, visa apoiar o desenvolvimento da economia de mercado nos países vizinhos da UE, isto é, do capitalismo.

O relatório aponta como objectivo a assinatura de um acordo de comércio livre (ACL), ou seja, a integração da Ucrânia no "mercado único da UE" pela sua "adopção gradual... do acervo comunitário".

Assim o relatório:

- "Solicita à Ucrânia" que "dê maior atenção à liberalização dos mercados, assegurando a conclusão eficaz do processo de privatizações", o "desmantelamento dos monopólios" (deverá ler-se, empresas públicas) e a "independência" do seu banco central;

- Encoraja "a convergência normativa nos sectores da agricultura, da indústria e dos serviços", através da sua "conformidade com as normas comunitárias";- E, face à adesão condicional da Ucrânia ao "espaço económico único" com a Rússia e outras repúblicas da antiga União Soviética, "recorda que algumas disposições incluídas no acordo..., se integralmente aplicadas, poderão estar em conflito com a conclusão de um ACL operacional com a UE". Acordo com a Rússia que, pasme-se, como o relator afirma, "impediria mesmo a Ucrânia de ter qualquer forma real de soberania económica e restringiria fortemente a independência do país".

Mais palavras para quê...

4-187

- Risoluzione: Verso una risposta dell'UE alle situazioni di fragilità (B6-0476/2007)

4-188

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), *por escrito*. – Consideramos muito preocupantes e profundamente negativas algumas das evoluções que "formarão, de certa maneira, a doutrina humanitária da UE no futuro", consubstanciadas em iniciativas como a denominada "resposta da UE a situações de fragilidade nos países em desenvolvimento" ou o "consenso europeu para o desenvolvimento", fundamentalmente dirigidas aos países de África, mas também das Caraíbas e Pacífico.

Da análise destas iniciativas sobrevém a questão central da integração do "desenvolvimento" como uma das dimensões, ao nível externo, para a concretização dos objectivos estratégicos das grandes potências da UE (PESC/PESD), o que é o mesmo que dizer, a assunção do "desenvolvimento" como instrumento de ingerência e domínio numa estratégia que, significativamente, não exclui a "intervenção militar coerciva".

Daí todo um programa e uma panóplia de instrumentos que, em nossa opinião, amalgamam e mistificam as "fronteiras" entre "ajuda" e ingerência, por exemplo, em questões tão fundamentais como a "construção do Estado".

Sem dúvida que é necessária e urgente a solidariedade para com muitos países que herdaram situações desastrosas do colonialismo e que são vítimas de décadas de ingerência, mas tal solidariedade deverá - para efectivamente o ser -, basear-se no respeito dos princípios da soberania e da independência nacionais e numa efectiva e genuína política de cooperação e ajuda para o desenvolvimento.

4-189

- Informe: Elizabeth Lynne (A6-0400/2007)

4-190

Carlo Fatuzzo (PPE-DE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, con grande piacere dichiaro che ho votato a favore della proposta dell'onorevole Elizabeth Lynne di lottare contro la povertà che c'è in Europa.

A questa, come vede, affollatissima Aula del Parlamento europeo a Strasburgo, devo però denunciare il fatto che in Italia vi sono delle discriminazioni nei confronti degli anziani pensionati, che li fanno vivere in povertà se diventano inabili dopo i 65 anni di età, mentre concede loro un'indennità economica importante se diventano inabili prima dei 65 anni di età.

E allora Presidente, poiché il 12 dicembre 2007 prossimo, a Bruxelles verrà firmata la nuova forma di trattato che prevede forma giuridica alla Carta dei diritti fondamentali, chiedo che venga il 12 dicembre aperta una procedura d'infrazione contro l'Italia perché viola il diritto degli anziani di essere considerati tali e quali tutti gli altri cittadini di età diversa da quella anziana.

4-191

Jan Andersson, Göran Färm och Inger Segelström (PSE), *skriftlig.* – Vi svenska socialdemokrater röstade för betänkandet. Det är viktigt att kampen mot fattigdom och social utslagning intensiveras i Europa. Vi vill dock förtydliga vårt ställningstagande. I punkt 32 talar man om ett inrättande av en anständig minimilön på medlemsstatsnivå. I betänkandet står det tydligt att detta skall göras med arbetsmarknadens parter där så är tillämpligt. Vi anser därför att den kollektivavtalsmodell vi har valt i Norden täcks av skrivningen.

4-192

Charlotte Cederschiöld, Christofer Fjellner och Anna Ibrisagic (PPE-DE), *skriftlig.* – Moderaterna är positivt inställda till stora delar av betänkandet om kartläggning av den sociala verkligheten 2007. Vad gäller många av förslagen, rörande t.ex. arbetskraftsinvandring och ökade möjligheter att kombinera förvärvsarbete och familj, har vi varit mycket drivande i den nationella politiken.

Moderaterna har dock valt att rösta emot betänkandet eftersom flera av förslagen överträder subsidiaritetsprincipens gränser. Vi anser t.ex. inte att Europaparlamentet skall ägna sig åt behandlingsprogram vid kriminalvårdsanstalter eller åt behandling av spelberoende. Europaparlamentet bör heller inte ha åsikter om i vilken regi medlemsländerna väljer att bedriva sin hälso- och sjukvård, och vi ställer oss negativa till påståendet att en avreglering skulle försämra kvalitén på vården. Arbetsmarknadspolitiska åtgärder såsom införande av minimilöner bör även det lämnas till beslut på nationell nivå.

4-193

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), *por escrito.* – *Votámos favoravelmente este relatório na medida em que regista dados importantes sobre a situação social: 78 milhões de cidadãos europeus continuam a viver em condições de pobreza, 8% da população da UE são trabalhadores pobres e o fosso entre ricos e pobres está a aumentar em muitos Estados-Membros da União Europeia.*

Também inclui algumas recomendações positivas, como a necessidade de fixação de um salário mínimo decente, a defesa do subsídio de desemprego, os apoios às pessoas com deficiência, embora não vá ao cerne das causas da situação social e não defenda a ruptura com as políticas neoliberais, como propomos.

Por isso, é parco nas exigências que faz quanto às mudanças políticas que se impõem. Lamentavelmente só incluiu parcialmente as propostas do meu parecer aprovado na Comissão dos Direitos da Mulher e da Igualdade dos Géneros, de que destaco o apelo às instituições comunitárias e aos Estados-Membros a darem prioridade máxima à inclusão social e aos direitos das mulheres, alterando as respectivas políticas em conformidade, incluindo a política de repartição de rendimentos.

4-194

Timothy Kirkhope (PPE-DE), *in writing.* – I and my British Conservative colleagues believe that social policy should be for Member States to decide. We are anxious that European competences should not be extended in this sphere and that countries should not be pressured to adopt policies that could be unhelpful to their well-being in economic and social terms. We also believe that the 'European social model' is a barrier to economic and social development.

There are issues in this report which we support, such as helping people out of poverty, assisting people back into work, support for disabled people and care for the elderly. Policies in these and other social matters are best delivered by Member States, taking account of national circumstances. We believe fundamentally that strong economies are the best route to obtaining social progress in societies.

4-195

Carl Lang (NI), *par écrit.* – Ce rapport sur le bilan de la réalité sociale en Europe affiche dès le départ le tableau noir de son état économique et social réel. C'est un aveu d'impuissance au sein d'un océan d'absurdités européistes pondus par les cerbères de la pensée unique ultralibérale et mondialiste.

Depuis l'an 2000, toutes les mesures contre le chômage, la pauvreté et l'exclusion n'ont servi à rien. Pire, alors que l'Union européenne appelle à plus d'immigration économique et à la protection de son soi-disant modèle social, le rapport rappelle que 78 millions d'européens vivent dans la pauvreté.

On oublie de mentionner ce qui existe aussi autour de l'enfer de la pauvreté qui n'est pas seulement économique. Elle est psychologique pour des millions d'européens culturellement et socialement déracinés sur leur propre sol et qui voient leur travail disparaître à l'étranger du fait des délocalisations. Elle est enfin physique quand la violence et l'insécurité, pour une grande partie générées par des populations immigrées frustrées par leur impossible intégration, aggrave l'ensemble de la situation.

La solution n'est donc pas de reconnaître le système schizophrénique européen ultralibéral et métissé, mais de le remettre en cause pour proposer une Europe des identités retrouvées qui applique la protection et la préférence communautaire pour les européens d'abord!

4-196

Bogusław Liberadzki (PSE), na piśmie. – Zgadzam się, że integracja społeczna i zabezpieczenie społeczne należą do podstawowych wartości Unii Europejskiej i są prawem podstawowym wszystkich obywateli.

Sprawozdanie właściwie podkreśla potrzebę uwzględnienia różnorodności etnicznej oraz wyznaniowej w prawodawstwie unijnym, aby wszyscy ludzie byli chronieni przed przemocą i dyskryminacją.

Zgadzam się również z formułą, że dostęp do towarów i usług powinien być prawem każdego obywatela UE.

4-197

José Albino Silva Peneda (PPE-DE), por escrito. – A política social é, em larga medida, competência dos Estados-Membros pelo que sou apologista da promoção do método aberto de coordenação bem como da partilha das melhores práticas com vista à luta contra a exclusão social.

Os sistemas de segurança social devem assentar em princípios que motivem os seus beneficiários para a procura de oportunidades de emprego e que não favoreçam um incentivo perverso a qualquer forma de inactividade.

O baixo nível educativo da população e as elevadas taxas de abandono escolar precoce merecem uma reflexão aprofundada já que são os indivíduos menos qualificados os mais vulneráveis a processos de exclusão social.

Esta situação é particularmente preocupante no meu país, Portugal, onde em 2005, mais de 39% da população jovem (entre 18 e 24 anos) tinha completado apenas o ensino secundário inicial.

Há que inverter esta tendência e dotar os cidadãos das competências necessárias para um ingresso bem sucedido no mercado de trabalho.

Porque esta proposta vai de encontro a este conjunto de ideias votei a favor da mesma.

4-198

Andrzej Jan Szejna (PSE), na piśmie. – Głosuję za przyjęciem sprawozdania pani poseł Elizabeth Lynne w sprawie oceny realiów społecznych.

Pani Poseł bardzo trafnie zauważyła, że odnowiona strategia lizbońska skupia się nie tylko na wynikach gospodarczych i konkurencyjności, ale także na dążeniu do większej spójności społecznej oraz społecznym wymiarze zrównoważonego rozwoju. Integracja społeczna i zabezpieczenie społeczne to podstawowe wartości Unii Europejskiej. Są prawem podstawowym przysługującym wszystkim ludziom, niezależnie od ich pochodzenia etnicznego, wieku, płci, stopnia niepełnosprawności, orientacji seksualnej i wyznania.

Niestety nadal część społeczeństwa Unii Europejskiej żyje w ubóstwie. Państwa członkowskie proponują różne formy ochrony przed ubóstwem i wykluczeniem społecznym. Dlatego uważam, że powinno się pogłębiać współpracę oraz wymianę najlepszych wzorców między krajami członkowskimi w tym zakresie.

Ponadto należy zwrócić uwagę na problem bezrobocia wśród młodzieży oraz na walkę z ubóstwem dzieci, gdyż dzieci z biednych rodzin mają mniejsze szanse na zdobycie pracy w przyszłości.

4-199

Lars Wohlin (PPE-DE), skriftlig. – Det finns många lovvärda skrivningar om anti-diskriminering och vikten av likabehandling i detta betänkande som förtjänar att uppmärksammas. Dessvärre innehåller den även extremt långtgående skrivningar om bl a införande av minimilöner. Sverige är emot politiskt bestämda minimilöner. Alldeles oavsett vad man tycker är rimlig socialpolitik måste EU acceptera att medlemsländer väljer olika lösningar. Detta får inte bli ännu ett exempel på där EU går in och detaljreglerar inom ett område som helt och fullt ut måste ligga på medlemslandsnivå.

EU-länderna befinner sig dessutom på enormt skilda utvecklingsnivåer, att införa minimilöner förhindrar de fattigaste länderna att komma ikapp.

4-200

7 - Correzioni e intenzioni di voto: vedasi processo verbale

4-201

(La seduta, sospesa alle 13.20, è ripresa alle 15.00)

4-202

ΠΡΟΕΔΡΙΑ: ΡΟΔΗ ΚΡΑΤΣΑ-ΤΣΑΓΚΑΡΟΠΟΥΛΟΥ
Αντιπρόεδρος

4-203

8 - Έγκριση των συνοπτικών πρακτικών της προηγούμενης συνεδρίασης: βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4-204

9 - Συζήτηση για περιπτώσεις παραβίασης των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, της δημοκρατίας και του κράτους δικαίου

4-205

9.1 - Χριστιανικές κοινότητες στη Μέση Ανατολή (συζήτηση)

4-206

Πρόεδρος. – Η ημερήσια διάταξη προβλέπει τη συζήτηση επί επτά προτάσεων ψηφίσματος² σχετικά με τις Χριστιανικές Κοινότητες στη Μέση Ανατολή.

4-207

Mario Mauro (PPE-DE), Autore. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, la libertà religiosa costituisce un oggettivo fattore di riconoscimento per il rispetto dei diritti dell'uomo. Le violenze subite dai cristiani nel mondo rappresentano infatti una ferita e una sfida contemporanea alla dignità della persona.

Intendevo presentare questo progetto di risoluzione già alla scorsa plenaria di ottobre, ma il coordinamento dei gruppi politici mi ha chiesto di posticipare la risoluzione alla plenaria di novembre, per poterci dare il tempo di preparare un testo più dettagliato e circondato da un più ampio consenso. Nel testo che voteremo questo pomeriggio, frutto di un compromesso con socialisti, liberali, Unione per l'Europa delle nazioni, e Indipendenza e democrazia, sono rimasti i caratteri salienti del progetto iniziale di risoluzione.

Abbiamo inoltre potuto inserire riferimenti concreti a violenze e soprusi perpetrati nel corso di quest'ultimo anno non solo in Medio Oriente, ma anche in altre parti del mondo nei confronti delle comunità cristiane. Si tratta di fatti prevalentemente riferibili a Iraq, Egitto, Pakistan, Turchia, Cina, Vietnam e proprio il fitto lavoro di coordinamento svolto in questi ultimi giorni e il conseguente ritrovamento di numerosi episodi avvenuti fuori dal Medio Oriente, ci ha condotto a trovare un titolo nuovo, più consono, che recita in questo modo: "gravi episodi che compromettono l'esistenza delle comunità cristiane e di altre comunità religiose".

Sicuramente il testo non è comprensivo di tutte le violenze contro i cristiani, penso ad esempio all'Eritrea, penso al Nord Corea. Ma, cari colleghi, vi prego di apprezzarne il messaggio politico, rivolto anche a quei paesi e a quegli episodi che non sono stati citati. Proprio il lavoro di coordinamento con gli altri gruppi mi ha permesso fin dall'inizio di chiarire che l'intenzione di questa risoluzione non è assolutamente di rinfocolare il conflitto di civiltà. L'Europa è sempre in prima fila nella difesa dei diritti delle minoranze e non può continuare a ignorare il crescente danno che viene recato a tanti cristiani.

Oggi, cari colleghi, il nostro Parlamento potrà esprimersi su una tematica urgente e importante, per la difesa della vita e della libertà religiosa e non solo dei cristiani, ma di milioni di persone di qualsiasi fede. Chiedo quindi...

(Il Presidente ritira la parola all'oratore)

4-208

² Βλ. Συνοπτικά Πρακτικά.

Glyn Ford (PSE), *author.* – Madam President, I speak on behalf of the Socialist Group to give our total support to this joint motion for a resolution on religious persecution.

In one minute I can only touch on some elements of that resolution, and want to focus on the plight of the indigenous Christian community in Iraq, which at one time represented almost 10 % of the population. As someone who supports and is supported by the Save the Assyrians campaign, I have to say that this Parliament is wont to rest on compromising consensus, which sometimes results in a levelling and a loss of meaning.

That is true of this resolution. Recital K deplores the situation of Assyrian villages in Turkish border areas. Why? Because the Turkish Government is actually shelling Assyrian villages, claiming that they contain PKK militants, which seems to be an unlikely situation. In recital S it also refers to the situation in Syria, to where tens of thousands, if not hundreds of thousands, of refugees have fled from Jordan and Iraq, but the border is now being closed.

What is needed is help and assistance.

4-209

Adam Bielan (UEN), *autor.* – Pani Przewodnicząca! Przede wszystkim pragnę wyrazić swoje zadowolenie i podziękować innym współautorom rezolucji dotyczącej tak istotnego problemu, jakim są wydarzenia dotyczące społeczności chrześcijan w niektórych państwach na Bliskim Wschodzie, jak również w skali światowej.

Jednocześnie, jako osoba podpisana pod tekstem tej rezolucji, chciałbym podkreślić, że zagwarantowanie wolności religii jest pierwszym krokiem do zapewnienia podstawowych praw człowieka, a przypadki prześladowania chrześcijan, mające miejsce na świecie, stanowią elementarny przykład pogwałcenia tych praw.

Ponadto, biorąc pod uwagę fakt, iż obserwujemy brak reakcji w tej kwestii zarówno ze strony władz, instytucji, jak i ruchów politycznych na świecie, chciałbym jeszcze raz zaakcentować znaczenie omawianej rezolucji w obronie praw chrześcijan i podkreślić, że grupa Unia na rzecz Europy Narodów w pełni ją popiera.

4-210

Hélène Flautre (Verts/ALE), *auteur.* – Madame la Présidente, je n'ose pas imaginer la tête des collègues du PPE s'ils apprenaient l'adoption d'une résolution sur les communautés musulmanes en Europe par les pays du Golfe ou par l'ANASE. Elle serait reçue comme un mauvais coup, un signal d'agressivité, une intrusion inadmissible de l'autorité religieuse d'une entité tierce dans les relations entre nos États et les minorités religieuses. Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas que l'on te fasse, c'est aussi un précepte chrétien.

Sérieusement, une telle résolution serait-elle perçue comme un appel à la tolérance et au dialogue interculturel et religieux? Certainement pas! Notre Union, si fière de ses valeurs, serait bien inspirée de faire preuve, sur ces questions ultrasensibles, d'un minimum de discernement et de respect des conventions internationales.

Pour aborder les violations des droits des personnes appartenant à une minorité religieuse, pour condamner le meurtre de chrétiens ou les entraves à l'exercice libre du culte, nous avons le choix entre deux attitudes également fondées. La première consiste à nous adresser à un pays, au nom de ses engagements internationaux et des accords qui nous lient, et lui demander d'enquêter, de poursuivre les responsables, de faire respecter les droits des minorités religieuses, c'est ce que nous faisons ici régulièrement.

La deuxième attitude, c'est celle adoptée par les Nations unies, par la voie d'une résolution déposée par douze pays et par tous ceux de l'Union concernant l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination basées sur la religion, les croyances, la liberté de pensée et de conscience car, dans le droit international – et c'est précieux –, l'une et l'autre sont liées. Le droit individuel à la croyance, à la religion, à la pensée et à la conscience sont interdépendants.

Qu'allons-nous faire aujourd'hui si nous adoptons ce texte inacceptable que vous proposez? Nous allons ignorer le travail mené par nos États membres au sein des Nations unies en retenant une approche différente qui risque d'encourager certains pays à instrumentaliser les questions religieuses dans leurs relations internationales. Nous allons nous inscrire en faux contre l'approche équilibrée préconisée, par exemple, par Mme Jahangir, rapporteure spéciale des Nations unies, aujourd'hui en résidence surveillée au Pakistan, et nous allons, en fin de compte, également fragiliser les minorités religieuses, y compris chrétiennes, dans le monde.

Encore une fois, de concert avec les experts qui travaillent sur la liberté de religion, comme *Christian Solidarity Worldwide*, par exemple, j'affirme qu'avec cette résolution, nous ne faisons qu'augmenter le danger pour ceux-là mêmes que nous voulons protéger

4-211

Bastiaan Belder (IND/DEM), Auteur. – Mevrouw de Voorzitter, waarde collega's, als grondrechten ons werkelijk ter harte gaan, dan raakt ons de precaire positie van christelijke gemeenschappen in het Midden-Oosten. De voorliggende resolutie spoort alle Europese instellingen daartoe aan.

Een recent delegatiebezoek van ons Parlement gaf meer zicht op het dagelijks leven van Libanese christenen. Zij vrezen in een soort tweederangspositie terecht te komen, net als hun geloofsgenoten in vrijwel alle landen van de regio.

Zij worden rechtstreeks verplicht tot de keuze tussen persoonlijke veiligheid en persoonlijke waardigheid, geloofsovertuiging. De Libanese christenen van dit ogenblik willen beiden behouden.

Intussen raakt het daadwerkelijke politieke geweld van de laatste jaren de christenen in het land van de ceder heel direct. In de woorden van een zagsman in Libanon nog deze week: "Hoewel dit niet in de eerste plaats tegen christenen is gericht, is de meerderheid van de vermoorde politici van christelijken huize en hetzelfde geldt voor de journalisten die het doelwit van aanslagen zijn geworden. Dit intimideert de christelijke bevolking in Libanon."

4-212

Marios Matsakis (ALDE), author. – Madam President, for thousands of years man's presence on earth has been subjected to the perils of lethal forces outwith his powers of defence or understanding. Such forces range from disastrous natural phenomena to incomprehensible somatic and mental illnesses. Man's powerless status has been made easier to cope with through his belief in a superpower entity he called 'God'. Different human groups developed a different understanding and a different approach to God.

The result has been the creation of a large number of religions. Such religions are, of course, man-made and not God-made and therefore suffer from several weaknesses. Such weaknesses include fanaticism, dogmatism and failure to accept other people's right to believe differently. These weaknesses differ in number and in intensity amongst different religions and unfortunately they have often been exploited by extremist religious leaders and unscrupulous politicians.

This has led to religious wars and to the committing of despicable crimes against human beings in the name of religion. Both Christianity and Islam, two of mankind's main religions, have not been exempt from these sad inflictions and history is full of shameful examples to illustrate the point. Of course, with the passage of time, most religions became more mature and more humanistic and this is certainly true with Christianity. But this change has not happened with some other religions, unfortunately.

This is why in some countries, mainly Islamic countries, Christians are being persecuted, sometimes with extreme criminal vigour and sometimes with the consent of political groups and even governments. This is indeed a very sad state of affairs, which involves a range of countries or regions worldwide – some of them have already been mentioned in this Chamber today – but it is more specific in the Middle East.

With this resolution we hope to bring attention to the persecution of Christians in these countries and hopefully to help in making sure that the authorities, both political and religious, in such countries fully understand that such aggressive behaviour is neither compatible with the principles of respect for human rights nor with the true teachings of a caring religion.

Thank you Madam President, as you can see I still have 20 seconds to spare!

4-213

Erik Meijer (GUE/NGL), Auteur. – Voorzitter, de christelijke gemeenschappen in het Midden-Oosten stammen uit de beginjaren van het christendom. Ze zijn ouder dan het christendom in Europa en ouder dan de islam in het Midden-Oosten.

Desondanks worden ze tegenwoordig vaak gezien als een vreemd element in deze nu overwegend islamitische omgeving. Dat is niet alleen een gevolg van godsdienstige onverdraagzaamheid binnen delen van de islam. De schuld ligt ook binnen Europa.

Drie keer in de geschiedenis hebben Europa en het christendom in die omgeving afkeer en haat opgeroepen, eerst door de kruistochten in de late middeleeuwen, waarbij bezettingslegers die niet alleen voor christenen, maar ook voor joden en moslims heilige plaatsen onder Europese controle brachten. De tweede keer volgde na de instorting van het Ottomaanse rijk aan het begin van de vorige eeuw, toen Egypte, Soedan, Jordanië en Irak onder Britse koloniale controle kwamen en Syrië en Libanon onder Franse koloniale controle.

Op dit ogenblik zitten we in de derde fase. De vanuit Europa ingenomen standpunten met betrekking tot Israël, Palestina en Irak roepen in het Midden-Oosten grote weerstand op. Men verdenkt Europa ervan om vooral te letten op de eigen energiebevoorrading, op beveiliging van de eigen transportroutes en op het voortrekken van etnische of religieuze minderheden die Europa het meest welgezind zijn.

Een gevolg daarvan kan zijn dat de christelijke minderheden zich in het Midden-Oosten niet duurzaam kunnen handhaven en gedoemd zijn om naar Europa te vluchten. Ruimte voor christenen en joden binnen het Midden-Oosten is een betere oplossing, zoals wij in Europa ruimte moeten geven aan onze islamitische minderheid.

4-214

Bernd Posselt, *im Namen der PPE-DE-Fraktion*. – Frau Präsidentin! Die Kollegin Flautre redet – mit Verlaub gesagt – Unsinn. Muslime setzen sich massiv für muslimische Minderheiten ein. Wir setzen uns für muslimische und andere religiöse Minderheiten ein. Aber leider ist es eine Tatsache: Wenn wir uns nicht für Christen einsetzen, dann tut dies niemand.

Die Islamische oder die Arabische Liga hat sich niemals für die Rechte von Christen eingesetzt, so wie wir uns für die Rechte von Muslimen eingesetzt haben. Deshalb ist es höchste Zeit, dass wir dieses Thema auf die Tagesordnung setzen. Es ist ein Akt der Gerechtigkeit, wobei ich ganz klar sagen muss: Das Problem ist nicht der Islam. Die Christen im Nahen Osten haben 1200 Jahre lang unter islamischer Herrschaft überlebt. Sie sind in unserer angeblich so fortschrittlichen Zeit massiv gefährdet – noch dazu im Irak, unter westlicher Besatzung.

Wir müssen unsere eigene Verantwortung wahrnehmen, um ihnen ein Überleben in Freiheit und in Würde zu ermöglichen. Die Masse der Religionsverfolgung findet im kommunistischen China, im pseudo-christlichen nationalistischen Russland, in kommunistischen Diktaturen statt – auch in islamistischen Regimen, wobei der Islamismus für mich nur eine perverse Diktatur und Ideologie des Zwanzigsten Jahrhunderts ist. Hier sind wir Europäer in der Pflicht, und die werden wir wahrnehmen!

(Beifall)

4-215

Paulo Casaca, *em nome do Grupo PSE*. – Senhora Presidente, felicitações para os autores desta moção conjunta. Eu gostaria de dizer que é justo lembrar que, antes da perseguição aos cristãos, tivemos a perseguição, por exemplo, aos judeus, que tivemos e continuamos a ter perseguição aos Yazidis aos Mandianos, os próprios muçulmanos, ou xiitas ou sunitas, no Iraque.

Não é de forma alguma nem justo nem proporcional comparar o que se passa no Iraque com o que se passa na Europa. É de facto necessário lembrar que aqueles que são perseguidos no Iraque infelizmente não estão a ter, na Europa, a protecção a que teriam direito, cristãos ou não cristãos. Há casos absolutamente inacreditáveis de ausência de qualquer sensibilidade por parte da nossa União Europeia em relação aos perseguidos iraquianos. Permitam-me só que termine lembrando, sem prejuízo para todos os outros, o Padre Ragheed Ganni e toda a congregação da Igreja do Divino Espírito Santo de Mossul, que foi talvez o crime mais monstruoso que decorreu durante este ano.

4-216

Marcin Libicki, *w imieniu grupy UEN*. – Panie Przewodnicząca! Mówimy tutaj dzisiaj o okrutnych prześladowaniach chrześcijan, szczególnie na Bliskim Wschodzie. Aczkolwiek pamiętajmy, że chrześcijanie są prześladowani na całym świecie, i nie zgadzam się z tym, co powiedział pan Casaca, że prześladowanych jest bardzo wiele mniejszości religijnych.

Proszę o podanie przykładów, gdzie prześladowuje się na dużą skalę, nie mówię o przypadkowym zabiciu, nagannym, jakiegoś innowiercy, ale gdzie prześladowuje się jakąkolwiek inną religię tak, jak prześladowuje się chrześcijan? Zgadzam się całkowicie z panem Posseltem, zgadzam się z wieloma innymi wypowiedziami, gdzie przytaczano dziesiątki przykładów prześladowania chrześcijan, a nie, tak jak twierdzi pan Casaca, wielu innych. To jest nieprawda. Prześladowuje się chrześcijan przede wszystkim i głównie.

Słyszeliśmy tutaj wczoraj wystąpienie prezydenta Sarkozy. Prezydent Sarkozy mówił o konieczności obrony tożsamości Europy. Jakaż to nasza tożsamość? Kto nas będzie bronił, jeżeli my sami nie obronimy siebie i źródeł naszych tożsamości? Właśnie chrześcijanie na Bliskim Wschodzie są świadectwem naszej europejskiej tożsamości. Oni tam są od 2000 lat i musimy ich bronić, żeby mogli pozostać tam nadal.

4-217

Giusto Catania, *a nome del gruppo GUE/NGL*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, io credo che oggi con questa proposta di risoluzione stiamo facendo un passo importante perché questo Parlamento deve sempre condannare atti ed episodi che mettono a repentaglio la vita di uomini e donne a causa del proprio credo, della propria opinione politica o religiosa.

La libertà religiosa è un valore e noi lo dobbiamo sottolineare, e se è vero che in alcuni contesti i cristiani rischiano la persecuzione e la criminalizzazione, per questa ragione questo Parlamento li deve tutelare e difendere, così come allo stesso modo questo Parlamento ha sempre difeso e tutelato i cittadini musulmani che sono stati discriminati in Occidente. Noi pensiamo che tutte le religioni debbano svolgere un ruolo positivo, un ruolo di pace per favorire il rispetto della diversità e per questo motivo dobbiamo condannare con forza qualsiasi forma di integralismo religioso che spesso

contribuisse allo scontro di civiltà e per questa ragione credo che quello che fa questo Parlamento deve andare sempre nella direzione dell'ascolto e della promozione del dialogo interreligioso.

Ci sono alcuni esempi importanti che dimostrano come è possibile costruire un'opzione in cui le religioni si possano ascoltare e costruire insieme percorsi di condivisione. Mi preme anche ricordare il sacrificio di alcuni cattolici, di alcuni cristiani, che hanno combattuto per la libertà dei poveri, dei popoli e per il riscatto sociale. Per questa ragione il nostro gruppo vota a favore di questa risoluzione anche ricordando preti come Peppino Diana o come Pino Puglisi che sono morti per lottare contro la criminalità organizzata e mafiosa.

4-218

Kathy Sinnott, on behalf of the IND/DEM Group. – Madam President, I welcome this joint motion for a resolution, since I regard it as vital that we protect Christian minorities in Africa, Asia and the Middle East. It is important that we protect all religious communities from persecution. I regard it as appalling that people have to face constraints in their daily routine, in what they can do and where they can go, in their ability to own property and to get an education or a job, as well as threats on their life, because of their Christian affiliation.

The freedom of religious observance is a fundamental human right and thus it is essential that governments ensure that even the religious minorities in their countries can practise their beliefs free from any restraint, that is to say without there being a threat to their life or anything else.

Muslims must realise that they must promote the principle of religious freedom and tolerance, the same freedom and tolerance for their adherence that they enjoy and expect to enjoy in our countries, many of which have large Christian populations.

4-219

Eija-Riitta Korhola (PPE-DE). – Arvoisa puhemies, annan suuren arvon kollega Mauron aloitteelle. Joka päivä rauhaa rakastavat kristityt joutuvat sekä systemaattisen sarron uhreiksi että sijaiskärsijöiksi kriiseissä, joihin eivät ole osallisia. Tämä on täysin tuomittavaa ja välttämätöntä nostaa esille. Jotta kristittyjen asemaa voitaisiin todella parantaa, on kuitenkin tärkeää ymmärtää ongelma osana laajempaa kokonaisuutta. Kristittyjen lisäksi vaikeuksissa ovat monissa maissa myös muslimit, buddhalaiset, hindut, juutalaiset, sikhit, ahmadit. Lista on pitkä.

Uskonnonvapaus on avain ihmisoikeuksia ja kansalaisvapauksia kunnioittavaan yhteiskuntaan. Se on eräänlainen metaoikeus, jonka toteutuminen on käytännössä muiden ihmisoikeuksien olemassaolon edellytys ja joka kuvastaa koko yhteiskunnan kuntoa. Jos yhteiskunta alkaa sairastaa, se näkyy ensimmäisenä juuri rajoituksina uskonnonvapaudessa ja uskonnollisten vähemmistöjen asemassa. Tästä syystä meidän on ilmaistava vahva tuki YK:n yleiskokouksen päätöslauselmalle uskonnonvapaudesta.

On huomion arvoista, että monissa maissa, kuten Pakistanissa ja Indonesiassa, uskonnolliset yhteisöt ponnistelevat yhteisvoimin uskonnonvapauden ja vähemmistöjen suojan puolesta. Itse uskonto voi siis olla myös ratkaisu. Pluralistinen dialogi johtaa aina jännitteiden vähenemiseen, uskonnonvapauden ja koko yhteiskunnan hyvään.

4-220

Ana Maria Gomes (PSE). – As perseguições a que estão sujeitas minorias religiosas em muitos países obrigam a reflectir sobre a fragilidade de conquistas civilizacionais que tendemos a tomar por adquiridas. A liberdade religiosa é um pilar essencial e indivisível dos direitos humanos universais. Apesar da intenção louvável esta resolução está incompleta.

O PE deve pronunciar-se não sob perseguições às minorias cristãs em particular, mas antes sobre todas as formas de intolerância e de discriminação com base na fé ou religião que, de facto, afectam todas as comunidades religiosas. A islamofobia e o anti-semitismo que grassam na Europa e por esse mundo fora justificam também o nosso alarme. Centramo-nos quase exclusivamente na discriminação contra cristãos, podemos dar azo a interpretações erradas. Por isso, importa sublinhar que o PE apoia totalmente a resolução sobre a eliminação de todas as formas de intolerância e de discriminação baseadas na religião ou crença apresentadas por Estados-Membros da UE na Assembleia-Geral da ONU.

4-221

Mieczysław Edmund Janowski (UEN). – Pani Przewodnicząca! Bliski Wschód ma także swe chrześcijańskie korzenie. Tamtejsi chrześcijanie niezależnie od różnic między sobą potrafili wielokrotnie dać świadectwo temu, że umieją żyć obok muzułmanów, żydów czy wyznawców innych religii w pokoju i wzajemnym poszanowaniu.

Jednak ostatnio obserwujemy działania wyznawców islamu, które sprowadzają się do praktycznej realizacji fałszywej tezy, że bycie antychrześcijańskim wykazuje, jak dobrym jest ktoś muzułmaninem. Przypomniał o tym niedawno libański dziennikarz Hazem Saghied. Liczne i często drastyczne przypadki łamania praw ludzi, którzy jedynie z racji swojego chrześcijańskiego wyznania traktowani są jak obywatele podrzędnej kategorii, dowodzą łamania fundamentalnej zasady wolności człowieka, wolności do wyznawania religii.

Należy zapytać: Co my w Unii Europejskiej, otwartej, szanującej prawa muzułmańskich współobywateli, możemy zrobić dla chrześcijan, którzy nie mają nawet skromnej części podobnych praw w tych krajach? Gdzie jest jakakolwiek wzajemność? Nie widać jej ani w morderstwach na tle religijnym, ani w rozległej dyskryminacji, ani w niewyrażaniu zgody na budowanie świątyń chrześcijańskich, ani w rujnowaniu zabytków kultury chrześcijańskiej.

Cały świat potrzebuje pokoju, ludzie potrzebują wolności, także religijnej.

4-222

Bogusław Sonik (PPE-DE). – Pani Przewodnicząca! Obecna sytuacja polityczna na Bliskim Wschodzie powoduje, że chrześcijanie zamieszkujący ten region czują się coraz bardziej zagrożeni. Jednym z powodów jest wzrost wpływu fundamentalistów islamskich, którzy obarczają ich winą za wszelkie niepowodzenia, jakich doznają społeczności regionu. Z racji pokrewieństwa wiary ze społecznościami Zachodu oskarżani są również o okcydentalizację tradycyjnych struktur społecznych, o której tak niechętnie mówi się na Bliskim Wschodzie.

Swoje niezadowolenie fundamentaliści wyrażają między innymi przez organizowanie demonstracji antyzachodnich, na których niszczą symbole związane z chrześcijaństwem, sklepy prowadzone przez chrześcijan, w skrajnych zaś przypadkach dopuszczają się morderstw. Bierność rządów powoduje to, że coraz więcej rodzin chrześcijańskich decyduje się na emigrację.

W rezolucji zarysowano szereg problemów, z jakimi spotykają się społeczności chrześcijańskie na Bliskim Wschodzie. Nie są to jednak wszystkie przykłady, dlatego uważam, że Parlament Europejski powinien przygotować obszerne sprawozdanie poświęcone sytuacji chrześcijan na Bliskim Wschodzie lub ogólnie sytuacji wyznań religijnych. Powinniśmy się również zastanowić nad tym, jak prowadzić dialog międzykulturowy tak, aby skutecznie włączyć w niego społeczności chrześcijańskie i muzułmańskie regiony.

4-223

Jerzy Buzek (PPE-DE). – Pani Przewodnicząca! Gratuluję panu Mario Mauro. Dla mnie rezolucja ta nie budzi żadnych wątpliwości. Popieram ją w całości. Problem jest tylko w tym, czy jesteśmy skuteczni, czy będziemy skuteczni i czy to coś zmieni. Mamy trzy sposoby działania.

Pierwszy sposób to jest nacisk dyplomatyczny. Właśnie to stosujemy. Ale trzeba uruchomić również europejskie rządy. Każdy dyplomata musi o tym pamiętać. Działania takie musimy uruchomić w rozmowach dwustronnych i wielostronnych. Tylko zmasowany nacisk dyplomatyczny da tu dobry rezultat.

Drugi sposób to sankcje gospodarcze. Wiem z doświadczenia mojego własnego kraju 20, 30 lat temu, co oznaczały sankcje gospodarcze wobec komunistycznego rządu w Warszawie - dobrze dobrane tak, aby nie szkodzić obywatelom. To także musimy stosować.

I wreszcie staranna analiza naszych działań, bo raz jest lepiej w krajach na Bliskim Wschodzie i w innych miejscach świata, a raz gorzej. To także zależy od naszych, czasami niezbyt zbornych i rozważnych działań. Chodzi o interwencję, o wydarzenia kulturalne, chodzi także o wypowiedzi dyplomatów. Nie chcemy się kryć z naszymi przekonaniami. Wprost przeciwnie - chcemy je jasno pokazywać. Ale musimy również działać nie tylko stanowczo, ale i roztropnie.

4-224

Danuta Hübner, Member of the Commission. – Madam President, the Commission is aware of and strongly condemns discrimination on the grounds of religion and belief. Our policy is to fight all types of discrimination, and we do it in bilateral relations and multilateral forums such as the UN.

At the UN General Assembly, the EU has taken the approach of tabling its customary resolution on the elimination of all forms of intolerance and discrimination based on religion or belief. Last year, the consensus on the text of the resolution gathered a record 99 co-sponsors.

Together with the Member States, we are paying very close attention to the human rights and democracy situation in partner countries. We raise those issues in political dialogue meetings via demarches and public statements, reminding partners of their commitments under international law prohibiting discrimination on any grounds.

The EU is actively seeking to advance the cause of human rights protection under the Neighbourhood Policy. The European Neighbourhood Policy action plans cover a wide range of issues in this regard. The individual meetings of the Subcommittee on Human Rights with Jordan, Israel, Morocco, Lebanon and Tunisia have already reviewed the progress made in the implementation of the ENP action plans' commitments on human rights and fundamental freedoms. The first meeting of the Human Rights Subcommittee with Egypt is scheduled for later this month.

In parallel with bilateral contacts with governments and support for political reforms, we are supporting non-governmental organisations worldwide that are active in protecting and promoting human rights. We believe that human rights defenders play an indispensable role in society.

We find it equally important to maintain and further increase freedom of religion in Europe. The EU can show and share good practices.

4-225

Πρόεδρος. – Ο κύριος Casaca έχει ζητήσει να παρέμβει για προσωπικό θέμα, σύμφωνα με το άρθρο 145 του Κανονισμού.

4-226

Paulo Casaca (PSE). – Senhora Presidente, com efeito peço desculpa se efectivamente as minhas palavras não foram suficientemente claras. A minha solidariedade com as comunidades cristãs perseguidas em todo o Médio Oriente, especialmente no Iraque, é total e sem qualquer restrição. Apenas lembrei, e faço questão de fornecer ao Sr. Deputado tudo aquilo que entender necessário, que essa perseguição infelizmente não se restringe à comunidade cristã, que a comunidade yazidi, a comunidade mandiana, os próprios xiitas ou sunitas, fora das suas comunidades maioritárias, têm sido alvo de terríveis perseguições nesse país, e isto é um facto que ninguém pode ignorar. É apenas isto que eu quis realçar e prontifico-me a dar toda a documentação que o Sr. deputado entender.

4-227

Πρόεδρος. – Κύριε Casaca, έχετε υπερβεί τα όρια της παρέμβασης επί προσωπικού ζητήματος.

Η συζήτηση έληξε.

Η ψηφοφορία θα διεξαχθεί μετά το πέρας των συζητήσεων.

4-228

9.2 - Ουζμπεκιστάν (συζήτηση)

4-229

Πρόεδρος. – Το επόμενο σημείο είναι η συζήτηση έξι προτάσεων ψηφίσματος σχετικά με το Ουζμπεκιστάν³

4-230

Katrin Saks (PSE). – Austatud president, head kolleegid, tuletaksin hakatuseks meelde, mida ütles mõned päevad tagasi siinsamas saalis Prantsusmaa president Nicolas Sarkozy: kõik need, kes pole kinni pidanud meie väärtustest, on vaid eelistanud kokkuleppeid, on lõpptulemusena ilma jäänud kõigest. Usbekistani ja laiemalt kogu Kesk-Aasia puhul on oht, et arvestades regiooni energiaressurssi, hakkavad üksikute riikide huvid domineerima meie ühisväärtuste üle. Kahjuks seda näitab ka selle reolutsiooni ümber toimuv suutmatuse kokku leppida Rahvapartei ja UENi toetuses nõukogu otsusele, mis peatas viisakeelu Usbeki liidritele kuueks kuuks ilma, et oleks toimunud tõsist pööret inimõiguste olukorras.

See resolutsioon ongi inimõiguste väga kriitilisest olukorrast Usbekistanis. Seal riigis aga valitseb siiaamaani arusaam – ja seda kuulsin ma oma kõrvaga – et inimõigused on selles riigis siseasi. Me ei saa sellise lähenemisviisiga leppida ja ma kütsun üles teid toetama resolutsiooni esimest, kriitilisemat varianti.

4-231

Elisabeth Jeggle (PPE-DE), Verfasserin. – Frau Präsidentin, Frau Kommissarin, verehrte Damen und Herren! Als demokratische Institution dürfen wir es nicht zulassen, dass Menschenrechte mit Füßen getreten werden, nirgendwo auf der Welt. Genau so wenig können wir es aber hinnehmen, wenn in unserem eigenen Hause die diplomatischen Beziehungen und die interparlamentarische Zusammenarbeit zwischen der EU und Usbekistan leichtfertig aufs Spiel gesetzt werden. Wenn ich die vorgelegten Entschließungen der Sozialisten, der Liberalen und Linken betrachte, kommt dies einem diplomatischen Kahlschlag gleich.

In der letzten Entschließung des Parlaments vom Oktober 2006 haben wir uns für eine konstruktive und dialogorientierte Lösung eingesetzt. Heute aber wird nicht der Dialog gesucht, sondern eine Tür zugeschlagen. Ich kann dies im Namen meiner Fraktion nicht verantworten. Insofern bitte ich Sie, die Entschließungen der Sozialisten, Liberalen und Linken abzulehnen.

Für unsere Entschließung zusammen mit der UEN-Fraktion gibt es folgende Punkte: Die politische Lage in Usbekistan ist keineswegs zufrieden stellend. Die Menschenrechtslage ist nach wie vor in vielen Aspekten besorgniserregend. Es gibt aber trotz allem Fortschritte. So hat z. B. am 8. und 9. Mai dieses Jahres in Taschkent eine erste Runde des Menschenrechtsdialogs zwischen der Europäischen Union und Usbekistan stattgefunden. Eine Entschließung des Europäischen Parlaments muss die momentane Lage beleuchten, und nur darauf kann sich diese Entschließung stützen.

4-232

Adam Bielan (UEN), autor. – Pani Przewodnicząca! Chciałbym na wstępie podziękować współautorom rezolucji. Jednocześnie, biorąc pod uwagę wytyczne Wspólnoty dotyczące obrony praw człowieka, przyjęte w 2004 r., chciałbym położyć nacisk na konieczność poprawy stosunków między Unią Europejską a Uzbekistanem. Pragnę jednak podkreślić, że relacje te winny opierać się na zasadach demokracji, praworządności i poszanowania praw człowieka, ze szczególnym uwzględnieniem tych ostatnich.

Co więcej, odnosząc się do decyzji zawieszenia na okres sześciu miesięcy niektórych sankcji nałożonych na Uzbekistan, popieram inicjatywę obserwacji postępów czynionych w kwestii poszanowania praw człowieka w tym kraju. Odmowna decyzja uznania przez Ministerstwo Sprawiedliwości w Uzbekistanie biura monitorującego te prawa jest dowodem na to, iż należy angażować dalsze wysiłki w tej dziedzinie.

Jako wiceprzewodniczący Parlamentu odpowiedzialny za politykę sąsiedztwa między innymi z Uzbekistanem apeluję do instytucji międzynarodowych, a w szczególności do władz Uzbekistanu, o podjęcie działań wspomagających i prowadzących do rozwoju społeczeństwa obywatelskiego.

4-233

Hélène Flautre (Verts/ALE), auteur. – Madame la Présidente, l'objectif de cette résolution est simple: il s'agit de dire la vérité. C'est ce que nous demandent le peuple ouzbek et les défenseurs des droits de l'homme.

L'urgence, quant à elle, est fondée sur les assassinats de journalistes et dissidents qui sont survenus ces derniers mois, et sur les conclusions du Conseil du 15 octobre, abusivement présentées comme une victoire diplomatique par le président Karimov. Le fait majeur, c'est que les sanctions ont été reconduites pour douze mois parce qu'aucune investigation n'a été menée sur le massacre d'Andijan et que les réunions d'experts à ce sujet n'ont rien donné.

En ce qui concerne la levée pour six mois de l'interdiction de visas, nous sommes d'accord pour que les interdictions de visas soient automatiquement reconduites si les excellents critères qui ont été mis en place, les visites des rapporteurs spéciaux des Nations unies, par exemple, ne sont pas remplis dans les six mois.

Nous critiquons, par contre, les conclusions sur les progrès soi-disant observés dans le domaine des droits de l'homme. Par exemple, l'abolition de la peine de mort n'est toujours pas intervenue dans les faits, et le dialogue UE-Ouzbékistan sur les droits de l'homme est en suspens.

Enfin, dans cette résolution, nous condamnons l'assassinat de plusieurs journalistes indépendants ou dissidents, et demandons à ce que des enquêtes impartiales et sérieuses soient menées.

Je m'inquiète des intentions du PPE et de l'UEN. Ils proposent d'aller plus loin que tous les États membres en interprétant les conclusions du Conseil non seulement comme une suspension des interdictions de visas, mais carrément comme une levée des visas. Leur paragraphe 3 indique que l'inefficacité des sanctions est un encouragement au régime ouzbek, ce qui n'a intellectuellement et politiquement aucune logique. Le texte ne nomme même pas les treize défenseurs des droits de l'homme dont le Président Pöttering a demandé par courrier la libération immédiate.

Enfin, dernier point, le paragraphe 9 évoque la situation difficile de *Human Rights Watch*. C'est bien, mais cette organisation a fait clairement savoir qu'elle ne souhaitait pas être mentionnée dans une résolution techniquement fautive et aussi assassine pour les défenseurs des droits de l'homme que pour le peuple ouzbek et qui, *in fine*, chacun le comprend, servirait d'instrument de propagande au dictateur Karimov.

Par conséquent, je demande aux députés du PPE et de l'UEN de partager le sérieux qu'il convient d'adopter sur ce sujet et à l'égard du peuple ouzbek, et de soutenir notre proposition de résolution qui ne dit rien de plus que la vérité sur la situation des droits de l'homme en Ouzbékistan.

4-234

Marios Matsakis (ALDE), autor. – Madam President, the persistence since 1989 of the tyrannical governing regime of Uzbekistan under Mr Karimov is a cancerous infliction on democracy. Mr Karimov's regime is responsible for the implementation of a policy of terror and corruption in his country, with the victims being, of course, mainly the people of Uzbekistan. These people are subjected to arbitrary arrest and detention, to torture and ill-treatment and, while there have been numerous demands for democratic reform, both by the international community and the EU, Mr Karimov carries on taking no notice whatsoever.

This reminds me of another individual who is governing his country in a similarly totalitarian manner and takes no notice of those who call for democratic reforms to be implemented. I am talking about King Abdullah of Saudi Arabia, a country where women have no right to vote, and even no right to drive a car, and where serious human rights abuses are part of everyday life.

In this respect, sadly, some EU governments are guilty of double standards: they attack Mr Karimov ferociously – and quite rightly so – but are very gentle indeed with King Abdullah. In fact, recently King Abdullah was given an extravagant welcome on state visits to Britain and Italy.

The main difference between Uzbekistan and Saudi Arabia is money – lots of it – and as long as King Abdullah spends his billions in Britain and Italy, his involvement in gross violations of human rights and democratic institutions in his country can be conveniently overlooked. That, I suppose, is why, when I suggested that the situation in Saudi Arabia be discussed here today, it was turned down ceremoniously by almost all the groups. Perhaps more sensitivity might be shown next time, I hope.

4-235

Erik Meijer (GUE/NGL), Auteur. – Voorzitter, Oezbekistan is toe aan een radicale verandering. De aanzet daartoe is op 13 mei 2005 met grof geweld tegen demonstranten verhinderd, waarbij honderden doden zijn gevallen. Sindsdien is de buitenwereld opvallend lang stil gebleven. Na ons eerdere urgentiedebat op 27 oktober 2005 is aanvankelijk weinig gebeurd.

Toch is na het instorten van de Sovjetunie niet alleen in beter bekende staten zoals Oekraïne, Georgië of Belarus een autoritair regime aan de macht gekomen, maar vooral ook in Turkmenistan en Oezbekistan. Niet de democratie had daar gewonnen, maar een groepje mensen dat ervaring opdeed in het oude staatsapparaat en de veiligheidsdiensten.

Die mensen hadden geen enkele andere doelstelling dan zelf aan de macht te blijven. Zij maakten de staatsbedrijven tot hun privé-eigendom, misvormden verkiezingsresultaten, gaven opposities zo min mogelijk ruimte, hinderden vrije organisaties, beperkten de pers en gebruikten zo nodig geweld tegen hun volk. In Oezbekistan duurt die toestand helaas nog steeds voort.

Tot nu toe werd de houding van Europa ten opzichte van Oezbekistan te veel bepaald door economische en militaire belangen. Het leek erop dat de dictatuur in Oezbekistan mag blijven bestaan, omdat die zich nuttig heeft gemaakt voor de militaire interventie in Afghanistan. Zo'n houding zou de Europese pretenties op het gebied van mensenrechten en democratie volstrekt ongeloofwaardig maken. Europa mag de rechten en vrijheden van de Oezbeken niet ondergeschikt maken aan andere overwegingen.

4-236

Karin Scheele, im Namen der PSE-Fraktion. – Frau Präsidentin! Unter der deutschen Ratspräsidentschaft wurden auf explizites Einwirken der deutschen Bundesregierung die Sanktionen gegen Usbekistan gelockert unter der Bedingung, dass die Regierung Karimow die Menschenrechtsslage im Land verbessern sollte. In usbekischen Gefängnissen wird weiterhin gefoltert, die Menschenrechtsslage in Usbekistan hat sich um Nichts verbessert. Das berichten uns internationale Organisationen, die dramatische Angriffe auf die Zivilgesellschaft beobachten. Nicht nur Menschenrechtsorganisationen, auch Frauenorganisationen, Informationszentren und viele andere Organisationen sind davon betroffen. Menschenrechtsaktivisten werden zu langjährigen Strafen verurteilt, zahlreiche Aktivisten mussten fliehen, auch Journalisten.

Wir dürfen die Sanktionen nicht aufweichen, wir dürfen die Sanktionen nicht aufheben! Wir sehen einmal mehr, dass wir auch hier in diesem Parlament unterschiedliche Diskurse über Menschenrechte hören, wenn es um Zugang zu Rohstoffen geht, im Gegensatz dazu, wenn das nicht im Spiel ist. Wir müssen ein klares Signal senden, dass wir das nicht akzeptieren!

4-237

Raül Romeva i Rueda, en nombre del Grupo Verts/ALE. – Señora Presidenta, quisiera también aprovechar este debate para alertar a la Cámara y llamar la atención de esta Cámara sobre un grupo, un colectivo, especialmente perseguido en Uzbekistán, pero no sólo en Uzbekistán, sino también en Turkmenistán. Se trata fundamentalmente de la población LGBT.

Los gays y las lesbianas normalmente se encuentran también doblemente perseguidos, por su condición de activistas, muchas veces, pero también por su condición de gays y lesbianas. Entre dos y cinco años de cárcel les esperan a muchas de esas personas que reconocen públicamente formar parte o que son denunciadas por formar parte de este colectivo.

Creo que dentro de este contexto es posible que, cuando hablamos de los derechos humanos en general, normalmente tengamos en cuenta todos los derechos humanos, pero muchas veces nos olvidamos también de este colectivo particular, que tiene unas necesidades específicas y que además intentó en la última reunión de la OSCE, que tuvo lugar en Madrid, presentar esas reivindicaciones ante la oposición incomprensible de muchos de los gobiernos.

Creo que es algo que deberíamos recordar y que, en todo caso, en el futuro debate sobre las relaciones entre la Unión Europea y Asia Central deberíamos recuperar.

4-238

Józef Pinior (PSE). – Madam President, first of all, I am really worried about the PPE-DE Group's attitude concerning the human rights situation in Uzbekistan. We should not be taken in by the hypocritical efforts to achieve respectability

undertaken by the Uzbek Government with the aim of giving the impression of democratic progress and improving relations with the European Union.

No, Uzbekistan has not progressed in the last two years. The government has still not authorised an independent investigation into the killings in Andijan. Human rights are still mocked and torture is still used, according to the UN report. Political opponents still do not have the right to express themselves freely. The press is still at the command of the government. We denounce that, and we also question the government on two murders, those of a theatre director and a journalist, both known to have criticised the Uzbek Government.

We must not support the subterfuge of the self-re-election of President Karimov on 23 December and we must remain very cautious and attentive regarding the Uzbek political situation, even if some national interests within the European Union suffer because of it. Human rights must never give way to economic relations in the European Union.

4-239

Danuta Hübner, Member of the Commission. – Madam President, the recently adopted new strategy for Central Asia reflects the commitment of the European Union to enhanced long-term engagement and cooperation with the region. The EU and Central Asian countries, including Uzbekistan, have agreed to make human rights, the rule of law, good governance and democratisation key elements of the strategy.

We intend to step up support for the protection of human rights and the creation and development of an independent judiciary, thus making a sustainable contribution to the consolidation of the rule of law and respect for international human rights standards in Central Asia.

EU-Uzbekistan relations have to be put in this context, where encouragement to take positive steps to improve human rights and democratisation are the basis of dialogue and cooperation. Our relations with Uzbekistan have gone through a difficult phase over the last few years, notably since the events in Andijan in May 2005, and we remain seriously concerned about the human rights situation.

It is our firm belief that we stand a better chance of encouraging progress in the human rights situation in Uzbekistan by engagement rather than isolation. Isolation has not worked. We welcome the gradual re-engagement that has taken place over the past year, since the EU-Uzbekistan Cooperation Council agreed to establish a regular human rights dialogue, the first round of which was in May this year. Two rounds of expert-level talks have also taken place on the Andijan events. We are also planning a dialogue with Uzbek civil society on freedom of the media, which should take place in Tashkent early next year. We also welcome Uzbekistan's introduction of habeas corpus and the abolition of the death penalty, which should come into effect in January 2008.

At the last meeting of the General Affairs Council, the EU Member States agreed on the renewal of restrictive measures but, at the same time, agreed on the conditional suspension of the visa ban. The Council urged Uzbekistan to fully implement its international obligations relating to human rights and, in particular, to allow unimpeded access by relevant international bodies to prisoners, to engage effectively with UN special rapporteurs, to let all NGOs operate without constraint in Uzbekistan and to release human rights defenders from detention and cease harassing them.

The Council stated that the lifting of the visa restrictions would be reviewed after six months, to assess whether Uzbekistan had made progress in meeting these conditions. The Uzbek authorities agreed to continue the discussion on human rights issues in the context of the EU-Uzbekistan Cooperation Committee early next year.

Uzbekistan has also shown itself open to discussing with the Commission ways to further enhance Community assistance in supporting the reform of its political institutions, such as the parliament, and the reform of the judiciary, all of which we will discuss further in the Cooperation Committee. The fact that the EU's restrictive measures remain in place clearly signals both to the Uzbeks and the broader public our concerns about the situation in Uzbekistan.

Uzbekistan has a long way to go in the area of human rights and we will continue to stress to the Uzbek side, in line with the Council conclusions, that we expect to see concrete progress in the human rights situation on the ground.

Human rights will continue to be an important and difficult issue in our relations with Uzbekistan, but the Commission believes that engagement is the best way to promote positive developments.

4-240

Πρόεδρος. – Η συζήτηση έληξε.

Η ψηφοφορία θα διεξαχθεί μετά το πέρας των συζητήσεων.

(Δήλωση συντομευμένη κατ'εφαρμογή του άρθρου 142 του Κανονισμού)

4-241

Véronique Mathieu (PPE-DE), par écrit. – Quand l'Europe s'affirme, les libertés progressent.

L'Union européenne doit absolument poursuivre la politique engagée en 2005 après la répression aveugle et totalement impunie d'Andijan, qui aurait fait selon l'OSCE et Human Rights Watch entre 500 et 1000 morts. Les nombreux défis à venir (énergie, terrorisme, libertés) imposent à l'Europe de se mobiliser plus que jamais à sa périphérie. Sa mission la plus essentielle est d'agir pour les droits de l'Homme et de conditionner toute relation sereine avec l'Ouzbékistan au progrès des libertés fondamentales. L'Union ne peut ignorer la réalité d'un Etat de droit chimérique et l'odieux assassinat en septembre dernier du metteur en scène Mark Weil, réputé pour son opposition au régime de Tachkent. Récemment, le parlement ouzbèke a fait quelques pas vers l'abolition de la peine de mort et la justice civile. Bien que ces décisions soient encore très insuffisantes, la fermeté de l'Union européenne n'a pas été vaine et contredit les principes d'une real politik inacceptable et dangereuse. Il faut aller encore plus loin pour aboutir à la démocratie et à la stabilité politique. Mais nous avons enfin commencé à espérer. A cet immense pays qu'est l'Ouzbékistan de ne pas ruiner cet espoir en construisant avec l'Europe un véritable partenariat.

4-242

9.3 - Σομαλία (συζήτηση)

4-243

Πρόεδρος. – Το επόμενο σημείο είναι η συζήτηση έξι προτάσεων ψηφίσματος σχετικά με τη Σομαλία⁴

4-244

John Bowis (PPE-DE), author. – Madam President, for many generations people from Somaliland and Somalia have been coming to my constituency of London. They have a long tradition of working in the British Merchant Navy and sending monies back home. During my time in the British Parliament, I was Co-Chairman of the British-Somali All-Party Group. Sometimes we took up problems and sometimes we took up personal issues and so forth. There were many of these. The Somalis were wonderful people but were not served by particularly wonderful leaders.

Now things have gone from bad to worse. We now have a failed state. We have a situation where the country has some of the worst health statistics in the world. Its people face violence every day and continually rising child and maternal mortality rates. They are being caught in the crossfire between Ethiopian and government troops and the court militias. That is why this issue is on the agenda today. We can see how awful it is to live in Somalia today. We can see the glaring necessity to get humanitarian aid there, and yet we cannot get it there. We can see the need for peacekeeping forces, and we welcome what the African Union has promised, but we do not welcome what it is actually providing. It is nothing like what has been promised.

At the moment all we have there is Ugandan troops. Until the promised figure of 8 000 troops is reached, the Ethiopians will not leave. We have to see how we can get people talking – talking across borders, talking across some of our traditional prejudices – because, if people do not talk, there will be no stability, and if there is no stability then there is no future for that country. If there is no future, then more people will die. We will not be responsible, but we will have played no part in preventing that happening.

4-245

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), Autor. – Señora Presidenta, yo también quiero, lógicamente, señalar la importancia de esta resolución, especialmente en el contexto del debate que teníamos esta mañana. Hablábamos precisamente de cómo afrontar la situación de los Estados frágiles. Somalia no es solamente un Estado frágil, es que directamente es un Estado fallido.

Pero aquí no podemos olvidar —y lo decía ahora el señor Bowis—, no podemos olvidar que el enorme nivel de violencia que en estos momentos existe en ese país tiene un combustible fundamental, indispensable, que es la entrada continuada de armas, fundamentalmente de armas ligeras y de munición, que vienen de otros países de la región y, en muchos casos, directamente de países occidentales, entre ellos también la Unión Europea.

Por lo tanto, no podemos obviar que, además de reaccionar ante las consecuencias actuales inmediatas de lo que está ocurriendo en Somalia, tenemos también una responsabilidad por esta situación, y cuando hablamos de la obligación y de la responsabilidad de proteger, que es lo que acostumbramos a hacer en ese tipo de debates, tenemos que asumir también nuestra propia responsabilidad preventiva, por ejemplo, controlando las exportaciones de armas.

⁴ Βλ. Συνοπτικά Πρακτικά.

4-246

Ana Maria Gomes (PSE), *Autora*. – Ontem em Mogadixo ouviam-se incitamentos ao ataque contra forças da União Africana, tal é a dimensão da tragédia e descontrolo que afundam a Somália e incendeiam todo o Corno de África. É urgente que a UE pressione todas as partes do conflito a comprometeram-se num processo inclusivo de reconciliação nacional, capaz de abordar as questões políticas que estão na origem da crise. O chamado governo de transição não passa de ficção, se continuar a nada fazer para proteger a população civil e facilitar a assistência humanitária.

A Somália está afogada em armas mais do que nunca, segundo relatório recente da ONU. É indispensável travar e responsabilizar países e agentes que violam o embargo de armas imposto em 1992. Finalmente, é urgente o reforço da força de paz da União Africana e a saída das tropas etíopes ocupantes. Importa reconhecer que a intervenção etíope, instigada pela Administração Bush, com a cumplicidade passiva da União Europeia, não trouxe paz, nem governo, nem sequer ajudou a combater o terrorismo na Somália. Só trouxe mais desgraça, miséria e morte aos povos de toda a região.

4-247

Marcin Libicki (UEN), *autor*. – Pani Przewodnicząca! Mówimy tutaj dzisiaj o tragedii, która miała miejsce w Somalii. Na ogół mówi się, że są 3 środki interwencji w takiej sprawie: nacisk dyplomatyczny, embargo gospodarcze i ewentualna interwencja zbrojna. Ale nie mówimy o czwartej sprawie – o tym, że kraje Unii Europejskiej powinny przede wszystkim uniemożliwić własnemu pseudobiznesowi korumpowanie kacyków w różnych krajach postkolonialnych, którzy potem biorą się do wojen domowych, często w niegodziwych interesach prowadzonych właśnie przez pseudobiznes.

I druga rzecz o tym, o czym mówił pan Romeva i Rueda i o czym mówiła pani Gomes, przecież ta broń, w tych krajach używana, również w Somalii, jest produkowana i eksportowana z krajów tzw. demokratycznych, z krajów gospodarczo rozwiniętych. Państwa tej części świata powinny właśnie wpłynąć na swoich producentów broni i na swoich pseudobiznesmenów, żeby nie byli oni inspiratorami i pomocnikami w najgorszych nieszczęściach, które mają dzisiaj miejsce na świecie.

4-248

Marios Matsakis (ALDE), *author*. – Madam President, Somalia has been the subject of European Parliament and UN resolutions in the past. Unfortunately, the situation there has not improved and the prolonged destructive civil war has carried on unabated. The resulting tragic human suffering continues, with hundreds of thousands of poverty-stricken refugees, thousands of malnourished and dying children, and the reported emergence in the region of contagious diseases like cholera and hepatitis. That country is in a desperate situation, where anarchy and the law of the jungle prevail.

In this joint motion for a resolution, as in previous ones, we make a series of useful suggestions, such as the cessation of all foreign military intervention in Somalia – mainly from Ethiopia and Eritrea – and full implementation of the arms embargo against Somalia, which, although imposed 15 years ago, is sadly still to become truly effective.

We also make a call for protection of freedom of the press by strongly condemning the Somali Government's systematic harassment of the media and its shameful failure to investigate the killing of journalists whose reporting was deemed to be critical of the government.

We make these calls conscious of the fact that the chances of them being listened to are very slim indeed. Still, we must persevere in the hope that perhaps common sense and a humanistic attitude will at last prevail and that the Somali people eventually will see more peaceful and prosperous days.

4-249

Erik Meijer (GUE/NGL), *Auteur*. – Voorzitter, sinds 1991 bestaat de staat Somalië in de praktijk niet meer, althans voor zover het grondgebied van de voormalige Italiaanse kolonie is bedoeld. Alleen in het noorden, de voormalige Britse kolonie Somaliland, bestaat een vorm van staatsgezag, maar dat gezag wordt internationaal niet erkend.

De plaats van de staat is ingenomen door een aantal krijgsheren die afwisselend onderling strijd voeren en samenwerken. Het leger van buurland Ethiopië heeft zich opgeworpen als hun gezamenlijke beschermer. Daarentegen is de Unie van islamitische rechtbanken hun gezamenlijke tegenstander, die Somalië wil herenigen op grondslag van traditionele islamitische regels en zonder die krijgsheren.

Alle tot nu toe ondernomen pogingen om een algemeen aanvaard eenheidsbestuur in te stellen en Somalië weer als staat te laten functioneren, hebben gefaald. De Commissie heeft aan de in 2004 opgerichte federale overgangsinstituten financiële steun verleend. Dat leek op dat moment verdedigbaar, maar heeft geleid tot het verwijt dat de Europese Unie partij kiest in een gewapend conflict en daarbij samenwerkt met Ethiopië tegen de krachten die het liefst een streng islamitisch regime aan de macht zouden zien.

Een dergelijk Europees beleid, hoe goed ook bedoeld, kan niet succesvol zijn zonder de steun van de inwoners van Somalië. Daarom is het goed dat in de resolutie die straks in stemming komt, wordt opgeroepen tot beëindiging van buitenlandse militaire interventies en tot dialoog en verzoening in het binnenland.

4-250

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg, *w imieniu grupy PSE*. – Pani Przewodnicząca! Somalia od upadku reżimu Siada Barrego w 1991 r. nie ma sprawnie funkcjonującego rządu. Sytuację wewnętrzną charakteryzują chaos i anarchia. Efektem konfliktu pomiędzy powstańcami Unii Trybunałów Islamskich a wojskami rządu tymczasowego było wysiedlenie 850 tysięcy osób oraz wielu zabitych.

Sytuacja w kraju jest dramatyczna. W regionie szerzy się cholera, ponad 1,5 miliona ludzi pilnie potrzebuje pomocy medycznej, dziesiątki tysięcy dzieci cierpią z niedożywienia. Istnieje realne ryzyko, iż konflikt ten może przyczynić się do destabilizacji w całym regionie. Tym bardziej martwi fakt, iż z obiecanych 8 tysięcy żołnierzy Unii Afrykańskiej tylko 1600 zostało jak dotąd włączonych do działań rozjemczych.

W związku z tym Unia Afrykańska, Stany Zjednoczone, Unia Europejska i ONZ powinny zwiększyć pomoc humanitarną i logistyczną dla Somalijczyków, a także zintensyfikować wysiłki dyplomatyczne na rzecz przyspieszenia procesu pokojowego i stworzenia stabilnego rządu w drodze wolnych wyborów w 2009 r.

4-251

Leopold Józef Rutowicz, *w imieniu grupy UEN*. – Panie Przewodnicząca! Somalia leży na Półwyspie Somaljskim, zwanym Rogiem Afryki, i jest państwem etnicznie i religijnie jednolitym. Somalijczycy stanowią tam 97%, a wyznawcy Islamu prawie 100%.

Posiadając zasoby naturalne miała warunki do rozwoju gospodarki i godnego życia obywateli w powstałej w 1960 roku Republice Somalii. Niestety, zamach stanu, wojna domowa, zmiany orientacji politycznej, podziały plemienne, włączenie się powiązanej z talibami Unii Trybunałów Islamskich do walki o władzę, stworzyły piekło na ziemi dla ludności Somalii.

Jak pomóc tym ludziom? Rozwiązanie kwestii Somalii leży w gestii ONZ i Unii Afrykańskiej. W interesie Afryki Unia Afrykańska powinna zwiększyć działania polityczne i militarne w celu ochrony ludzi i stworzenia warunków dla bezwzględnie potrzebnej pomocy humanitarnej świadczonej przez ONZ i Unię Europejską. W sytuacji Somalii debata nad łamaniem praw człowieka, które mają charakter masowy w tym kraju, nic nie zmieni. Potrzebne są czyny, które byłyby wspomagane przez Unię Europejską.

4-252

Danuta Hübner, *Member of the Commission*. – Madam President, I fully agree with Mr Bowis that, as long as people talk, there is always hope. We consider it very timely to have this wake-up call on Somalia today, since the situation currently poses a significant threat to peace and security, not only in the region but also beyond. It also causes immense suffering for the people of Somalia.

As you know, the Union has taken a lead role in the Somali peace process and the establishment of the transitional federal institutions. We have always strived for a political solution involving all Somali parties, and Commissioner Louis Michel carried out a last-ditch peace mission to rescue the peace process prior to the Ethiopian intervention in December 2006 and has been instrumental in linking EU support to the African Union peace mission to Somalia and to the launch of a genuine National Reconciliation Congress.

We have an unfolding humanitarian disaster and a diminishing humanitarian space in Somalia, including a crackdown on the independent media and journalists, who are dying in targeted killings. The current levels of humanitarian distress in south and central Somalia have reached alarming proportions. An estimated 1.5 million people are in need of humanitarian assistance, including more than 730 000 internally displaced persons, of whom one-third are estimated to be at extreme risk. An estimated 173 000 Mogadishu residents fled the violence in the past two weeks alone.

I also wish to inform you that, in response to the current humanitarian crisis, the Commission's Humanitarian Aid Office, ECHO, is working with implementing partners to support 1.5 million people, providing the local population, internally displaced people and host communities with access to water, sanitation, nutrition, drugs and support for livestock and livelihoods. This year, it has allocated the highest ever budget for assistance to Somalia, amounting to EUR 20 million.

We are also very concerned about the evolving security situation in Mogadishu and other regions in south-central Somalia. Insurgency operations appear to be expanding and all parties have significantly increased their military capabilities in the past weeks. The EU is committed to following a multi-pronged approach that entails supporting a comprehensive security strategy, including a ceasefire process and a full deployment of the African Union Mission in Somalia that would facilitate Ethiopian withdrawal, and encouraging the nomination of a representative and effective Prime Minister and government while engaging and providing reassurances to the opposition, to facilitate their involvement during the remainder of the transitional period leading up to elections in 2009. The EU will also urge all parties to respect basic human rights and international humanitarian law.

Finally, we need to take into account the regional dimensions of the crisis and engage with Ethiopia and Eritrea, which are fighting a proxy war in Somalia, which risks provoking their own border conflict. The Commission has nominated an EC

Special Envoy for Somalia and is driving forward proposals for EU action at the General Affairs and External Relations Council. It remains committed to working closely with the European Parliament to stem violence and to find a political solution to this crisis.

4-253

Πρόεδρος. – Το λόγο έχει ο κύριος Ματσάκης επί διαδικαστικού.

4-254

Marios Matsakis (ALDE). – Madam President, on a point of order before we proceed with the vote, I note once again that there is no Council representation in this Chamber. This is now becoming almost a permanent situation, and perhaps something needs to be done about it.

4-255

Πρόεδρος. – Η συζήτηση έληξε.

Η ψηφοφορία θα διεξαχθεί μετά το πέρας των συζητήσεων.

Γραπτές δηλώσεις (άρθρο 142)

4-256

Glyn Ford (PSE). – The situation in Somalia is a reflection of a collapsed state and failed economy. There has been no functioning government since the overthrow of the Said Barre regime in 1991 which led to anarchy, inter-clan fighting and banditry.

The recent fighting between the Union of Islamic Courts and allied Ethiopian and Transitional Federal Government troops has displaced at least 100 000 people and famine threatens. Yet the worsening security situation in Mogadishu has prevented international NGOs from coping with this unfolding humanitarian catastrophe.

I welcome the efforts by the African Union to assemble a peacekeeping force to help with national reconciliation, but only 20% of the promised 8 000 have actually been deployed. The African Union must honour its commitments. However, the European Union must in parallel increase its efforts to provide political, financial and logistic support.

The international community, including the EU, must step up the provision of humanitarian aid to the displaced people. The ultimate solution, however, to restoring Somalia to a functioning state requires the International Somalia Contact Group, including the African Union, the UN, the EU and the US, to engage with actors inside Somalia to support the implementation of the Transitional Federal Charter and Institutions.

4-257

10 - Ωρα των ψηφοφοριών

4-258

Πρόεδρος. – Η ημερήσια διάταξη προβλέπει την Ωρα των Ψηφοφοριών.

(Για τα αποτελέσματα και λοιπές πληροφορίες επί των ψηφοφοριών: βλ. Συνοπτικά Πρακτικά)

4-259

10.1 - Χριστιανικές κοινότητες στη Μέση Ανατολή (ψηφοφορία)

4-260

– Κοινή πρόταση ψηφίσματος B6-0449/2007

4-261

10.2 - Ουζμπεκιστάν (ψηφοφορία)

4-262

– Κοινή πρόταση ψηφίσματος B6-0451/2007

Μετά την ψηφοφορία στην πρώτη πρόταση ψηφίσματος.

4-263

Evgeni Kirilov (PSE). – Madam President, I could not vote in time. Please put my vote in favour.

4-264

10.3 - Σομαλία (ψηφοφορία)

4-265

– Κοινή πρόταση ψηφίσματος B6-0454/2007

4-266

11 - Διορθώσεις και προθέσεις ψήφου: βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4-267

12 - Κατάθεση εγγράφων: βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4-268

13 - Αποφάσεις σχετικά με ορισμένα έγγραφα: βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4-269

14 - Γραπτές δηλώσεις που εγγράφονται στο πρωτόκολλο (άρθρο 116 του Κανονισμού): βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4-270

15 - Διαβίβαση των κειμένων που εγκρίθηκαν κατά τη σημερινή συνεδρίαση: βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4-271

16 - Χρονοδιάγραμμα των προσεχών συνεδριάσεων: βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4-272

17 - Διακοπή της συνόδου

4-273

Πρόεδρος – Κηρύσσω τη διακοπή της συνόδου του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου.

(Η συνεδρίαση λήγει στις 4.20 μ.μ.)